

Université de Montréal

La crise du logement en Algérie : des politiques d'urbanisme mésadaptées

par
Martin Lalonde

Département d'Anthropologie
Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maître ès science en Anthropologie

Avril 2010

© **Martin Lalonde, 2010**

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La crise du logement en Algérie : des politiques d'urbanisme mésadaptées

présenté par :

Martin Lalonde

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Jorge Pantaleon
président-rapporteur

Bernard Bernier
directeur de recherche

Samir Saul
membre du jury

Résumé

La crise du logement est généralement appréhendée comme une simple disparité entre une disponibilité de logements abordables et les besoins de la population. Ce mémoire a pour objectif de dépasser ce raisonnement en s'interrogeant sur l'adéquation entre la conception des logements publics et les besoins des populations ciblées, qui sont déterminés par les spécificités socioculturelles en évolutions complexes et dynamiques. Des logements sociaux d'une grandeur inadéquate, pour des considérations de rentabilité, entraînant l'apparition d'une surpopulation, ne pouvaient qu'engendrer leur détérioration rapide et leur bidonvilisation. Ce mémoire aborde donc le thème anthropologique de l'influence de l'organisation de l'habitat et des espaces de vies privées et collectives sur les sociétés humaines. Le cas particulier de l'Algérie est intéressant par sa virulence et par l'importation des politiques françaises au moment de la colonisation, politiques visant l'assimilation des Algériens aux habitudes de consommation et aux modes de comportement occidentaux. Ce mémoire tente de démontrer que les différents gouvernements issus de l'indépendance auront réactivé les politiques coloniales en matière d'urbanisme. De plus, l'augmentation de la fréquence des pratiques informelles de captation à la source des biens stratégiques rares à des fins spéculatives, dont les logements sociaux, accélérée par la libéralisation du marché immobilier et la privatisation des logements publics, a fait en sorte que très peu de logements sociaux furent attribués aux familles qui en avaient besoin qui se retrouvèrent donc de plus en plus marginalisées et devaient à leur tour se tourner vers des pratiques informelles pour espérer améliorer leurs conditions de logement

Mots-clés

Anthropologie, Autogestion, Construction, Ethnologie, Famille, Habitat, Histoire, Stratégie, Technologie, Urbanisation

Abstract

The housing crisis is generally apprehended as a simple disparity between the availability of affordable housing and the population's needs. This dissertation's objective is to go beyond this reasoning by questioning the adequacy between public housing's planning and the targeted population's needs, the latter being determined by sociocultural traits in complex and dynamic evolutions.

Social housing of an inappropriate size, for considerations of profitability, leading to an overpopulation, could only generate its fast deterioration. This dissertation thus approaches the anthropological theme of the influence of housing organization and public or private living spaces on human societies.

The case of Algeria is of particular interest because of its virulence and the French politics importation at the moment of the colonization, whose aim was the assimilation of Algerians to occidental behaviours and models of consumerism.

This dissertation tries to demonstrate that the various governments who held power after the independence have resumed the colonial politics in matters of city planning. Moreover, the growing frequency of informal practices for collecting rare strategic goods at the source for speculative reasons, including social housing, was accelerated by the housing market liberalization and the privatization of social housing. This created a situation in which very few social housing has been given to families really needing it, thus being even more marginalized and needing to resort to informal practices, hoping to improve their housing conditions.

Keywords

Anthropology, Construction, Ethnology, Family, Housing, History, Strategy, Self-management, Technology, Urbanisation

Table des matières

<u>1. Introduction</u>	1
<u>2. Cadre théorique et conceptuel</u>	5
<u>3. Plan d'analyse et méthodologie</u>	8
<u>4. Survol des différentes approches du phénomène</u>	11
<i>Recherche historique</i>	21
<u>5. Période coloniale (1830-1962)</u>	22
5.1 Changements sociaux et mutations de la société rurale durant la période coloniale	23
5.2 Changements sociaux et mutations en milieu urbain	27
<u>6. Guerre d'indépendance (1954-1962)</u>	32
6.1 Rhétoriques utilisées par l'Administration française dans le Plan de Constantine	34
6.2 Les déplacements forcés en milieu rural vers les camps de regroupement et l'exode vers les grandes villes	39
<i>Période postcoloniale</i>	55
<u>7. Période Ben Bella : l'ère de l'autogestion spontanée (1962-1964)</u>	56
7.1 Stratégies d'adaptation développées par la population après 1962	57
Stratégies d'adaptation en milieu rural	
Stratégies d'adaptation en milieu urbain	
7.2 Récupération de ces expériences par l'État algérien issu de l'indépendance	67
Récupérations en milieu rural	
Récupérations en milieu urbain	

<u>8. Période Boumedienne : Nationalisations et planification économique en tant que vecteurs d'une industrialisation lourde (1965-1979)</u>	72
8.1 Plans de développement et politiques d'urbanisme	75
8.2 Révolution agraire	84
8.3 Les mille villages socialistes	86
 <u>9. Période Chadli (1980-1988) ou la décennie noire, de l'Habitat socialiste au logement social</u>	 90
9.1 Privatisation des logements publics et programme d'accès à la propriété	93
9.2 Destructions de bidonvilles gênants et déplacement vers les Centres de transition	101
9.3 Le phénomène de captation à la source des biens stratégiques rares et le développement des filières informelles	115
 <u>10. Conclusion</u>	 127
 <u>Bibliographie</u>	 133

Liste des sigles et des abréviations

Sigles

<i>C.N.E.R.U.</i>	<i>Centre National d'Études et de Réalisation en Urbanisme</i>
<i>D.U.C.H.</i>	<i>Direction de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat</i>
<i>F.I.S.</i>	<i>Front islamique du salut</i>
<i>F.L.N.</i>	<i>Front de Libération Nationale</i>
<i>F.M.I.</i>	<i>Fonds monétaire international</i>
<i>G.P.R.A.</i>	<i>Gouvernement provisoire de la République algérienne</i>
<i>M.H.U.</i>	<i>ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme</i>
<i>M.U.C.H.</i>	<i>ministère de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Habitat</i>
<i>O.P.G.I</i>	<i>Office de Promotion et Gestion Immobilière</i>
<i>O.N.R.A.</i>	<i>Office National de la Réforme Agraire</i>
<i>O.R.E.F.</i>	<i>Office de Riadh-El-Feth</i>
<i>U.G.T.A.</i>	<i>Union générale des travailleurs algériens</i>

Abréviations

<i>S.C.H.</i>	<i>superficie couverte par habitant</i>
<i>H.L.M.</i>	<i>Habitations à loyers modiques</i>
<i>P.A.S.</i>	<i>Plans d'Ajustement Structurel</i>
<i>T.O.L.</i>	<i>taux d'occupation par logement</i>
<i>T.O.P.</i>	<i>taux d'occupation par pièce</i>
<i>Z.H.U.N.</i>	<i>Zone d'habitation urbaine nouvelle</i>

Remerciements

Je tiens à remercier tout particulièrement mon directeur de maîtrise, M. Bernard Bernier, Professeur du département d'Anthropologie de l'Université de Montréal, pour son aide, ses suggestions, son écoute et sa grande disponibilité. Je tiens aussi à remercier M. Jorge Pantaleon et M. Samir Saul, Professeurs d'Anthropologie et d'Histoire de l'Université de Montréal, pour leurs enseignements et leurs précieux conseils. Je tiens à remercier spécialement mes collègues Marc-Antoine Lapierre et Marie-Paule Partikian, ainsi que Véronique Cimon, Benoît Gagnon, Éloïse Gaudreau, Félix Lavallée et Daniel Nault, pour leurs conseils, leur présence et leurs encouragements, qui m'ont permis de réaliser cet ouvrage. Je tiens aussi à remercier tous les membres de ma famille pour leur soutien. Je souhaite aussi souligner le travail exceptionnel accompli par tout le personnel du département d'Anthropologie, de Kinésiologie et du Bureau de soutien aux étudiants en situation de handicap de l'Université de Montréal.

La crise du logement en Algérie : des politiques d'urbanisme mésadaptées

Les transformations de l'habitat, normalement liées à des transformations progressives du mode de vie et des normes culturelles, sont ici imposées du dehors [...]. C'est donc la transformation de l'habitat qui précède et détermine les transformations sociologiques et non l'inverse, comme il arrive habituellement.

BOURDIEU et SAYAD, 1964, p. 153.

1. Introduction

On m'a souvent posé la question : pourquoi avoir choisi d'étudier le phénomène de la crise du logement en Algérie, alors qu'il aurait été beaucoup plus facile d'étudier ce phénomène chez moi à Montréal, au Québec? D'abord, parce que la crise du logement à Montréal, je la connaissais déjà plutôt bien puisqu'elle m'affecte personnellement, ainsi que la plupart de mes proches, depuis plus de dix ans. Ensuite, parce que l'histoire de l'Algérie, malgré qu'elle soit caractérisée par la présence de nombreux exemples de répression, de relations clientélistes, d'égoïsme, d'intolérance, de tyrannie, d'abus de pouvoir et d'arbitraire, mais aussi d'exemples moins connus d'entraide, de liberté, d'autonomie, de solidarité, ainsi que d'importantes actions collectives visant l'amélioration des conditions de vie globales de communautés, me passionne. C'est en étudiant avec passion l'histoire de l'Algérie que j'ai réalisé à quel point la crise du logement a pu avoir, a et aura des conséquences désastreuses pour l'ensemble de la population, tout particulièrement pour l'importante proportion de jeunes Algériens qui, comme moi, ont moins de trente ans. En plus d'être particulièrement intéressante, je croyais que l'étude du cas particulier de l'Algérie permettrait de nous éclairer et de mieux comprendre certaines logiques et certains processus plus généraux derrière l'apparition du phénomène de crise du logement. L'étude d'un seul cas particulier me semblait plus que suffisante pour un simple mémoire de maîtrise et la présence, dans la municipalité où je réside, de nombreux résidents d'origine algérienne m'a permis de croire que cette étude pouvait aussi être utile pour éviter que les mêmes erreurs soient commises chez moi. Finalement, le contexte historique, caractérisé par une colonisation brutale et par une longue et sanglante guerre d'indépendance ayant mené à un exode rural exceptionnellement rapide¹, rend l'étude de ce cas très pertinente.

¹ Entre 1954 et 1962, plus de la moitié de la population rurale, c'est-à-dire environ 3 millions de personnes sur 6 millions, a dû quitter leur résidence coutumière pour fuir la guerre et parce que le déplacement et regroupement forcé des populations furent amplement utilisés comme stratégie militaire par l'armée française.

La crise du logement est un phénomène social maintenant mondial, symptôme de l'accélération pathologique d'une urbanisation hypertrophiée de nombreuses sociétés. Nous entendons par *crise du logement* plus qu'une simple pénurie de logements abordables. Il s'agit en fait d'une combinaison de plusieurs facteurs dont, a) des logements d'une grandeur et d'une conception inadéquate aux besoins de la population, b) un prix des loyers trop élevé qui implique la marginalisation d'une large part de la population, c) un fort pourcentage du parc immobilier en mauvais état ou en voie de détérioration rapide, d) une quantité de logements disponibles insuffisante pour répondre aux besoins de la population. En effet, il serait plus juste de parler de *crise de l'habitat* en milieu urbain dans un sens plus large, crise provoquée localement par l'*interrelation* entre différents facteurs *externes* (par exemple la mondialisation ou la conjoncture internationale) et différents facteurs *internes* et plus particuliers (par exemple des spécificités culturelles, sociales ou historiques). C'est dans le but de mieux identifier quelles peuvent être les différentes dynamiques à l'œuvre derrière l'apparition et la perpétuation de ce phénomène (Objectif 1) que j'ai choisi d'étudier le cas particulier de l'Algérie. Ce choix est justifié par le caractère extrême de ce cas, où les conditions historiques particulières (entre autres, la colonisation française et la guerre d'indépendance de 1954 à 1962) ont fait en sorte que l'on a pu assister à une apparition rapide et très intense du phénomène. La guerre d'indépendance, entre la France et les indépendantistes algériens, fut le théâtre de la mort d'au moins un million de personnes. Elle fut aussi l'occasion d'accélérer la mise en œuvre de la politique coloniale, politique qui a déstabilisé un équilibre économique précaire, imposé une transformation de l'habitat en milieu rural et urbain, et ce, dans l'optique d'une assimilation ou tout au moins d'une *acculturation* des peuples algériens aux valeurs et aux coutumes françaises et occidentales [Bourdieu et Sayad, 1964; Bourdieu, 1977; Rocard 2003 (1959)]. La guerre d'indépendance fut aussi le moment où se sont produits un déplacement forcé et un exode de la moitié de la population rurale algérienne de l'époque, c'est-à-dire environ trois millions de personnes. On a pu y observer plusieurs transformations sociales et culturelles, notamment au niveau des habitudes migratoires, et un afflux massif de la population rurale dans les grandes villes algériennes, mais aussi de France et d'Europe. Ce mémoire abordera donc les thèmes anthropologiques de l'influence de

l'organisation de l'habitat et des espaces de vies privées et collectives sur les populations et les sociétés concernées. Je reprendrai, comme postulat de départ, l'affirmation lancée en 1964 par Bourdieu et Sayad que j'ai incluse comme épigraphe. Je vais donc considérer que les transformations de l'habitat chez les sociétés humaines devraient normalement être déterminées par les transformations sociales et culturelles dynamiques en cours dans une société donnée (qui elles sont influencées par la conjugaison de facteurs internes et externes) et non l'inverse. Je soutiendrai que le renversement de cette logique naturelle, bref que ce soit une transformation de l'habitat imposée de l'extérieur² qui provoque et détermine certaines des transformations sociales et culturelles d'une société, est une situation pathologique et potentiellement génératrice de problèmes sociaux ou de crises sociales graves, ou pouvant les aggraver. L'inversion d'une telle logique n'explique donc pas à lui seul la crise du logement, mais se doit plutôt d'être considéré comme un *facteur aggravant* le phénomène. Selon Nassima Driss, la ville « offerte » et la « ville pratiquée » peuvent être dans un rapport de cohérence ou d'opposition selon les rapports de force en cours dans une société³. Je considérerai que le rapport d'incohérence entre la ville offerte par l'État et les pratiques sociales (en évolutions dynamiques et complexes) est générateur de *tensions sociales* pouvant accentuer des crises sociales en incubation. L'importance et la pertinence de s'attarder à cet aspect sont qu'il peut être plus facile et efficace pour une société de modifier cette situation que de s'attaquer aux autres facteurs comme l'explosion démographique ou une situation économique particulièrement difficile, facteurs ne pouvant être modifiés que sur le très long terme.

Le fil conducteur de cette recherche exploratoire à caractère historique sera de tenter de comprendre : pourquoi une crise du logement est-elle apparue en Algérie? Le premier objectif de cette recherche historique exploratoire sera en fait de comprendre quelles furent les différentes dynamiques à l'œuvre derrière l'apparition du phénomène dans ce cas particulier, bref à décrire quel fut l'enchevêtrement de facteurs externes et plus universels avec les facteurs internes et plus particuliers au cas de l'Algérie. On

² Par la politique coloniale d'abord et les différents gouvernements issus de l'indépendance ensuite.

peut donner comme exemples de facteurs externes que l'Algérie partage avec d'autres endroits sur la planète : le passé colonial, un exode rural accéléré par une guerre, les transformations du Système-Monde, les effets généraux de la mondialisation... . On peut donner comme exemples de facteurs internes et plus particuliers : une explosion démographique provenant d'un très haut taux de natalité, une forte proportion de la population ayant moins de 30 ans, la cohabitation de plusieurs générations sous le même toit, l'importance des liens entretenus avec la famille étendue, le contexte historique et les luttes de pouvoir particulières à l'Algérie, les idéologies véhiculées par les différents gouvernements successifs, une situation économique pénible caractérisée par un fort taux de chômage, de sous-emploi et d'instabilité des sources de revenus. Je crois que l'étude de ce cas particulier pourrait nous informer sur des dynamiques qui sont aussi à l'œuvre dans d'autres pays, dont le mien. Les chapitres 5 et 6 de la recherche historique auront pour objectif d'explorer quels furent les facteurs ayant mené à l'apparition rapide du phénomène en Algérie. Je vais ensuite tenter d'expliquer, dans les sections suivantes concernant les périodes postcoloniales, pourquoi ce phénomène a perduré et c'est aggravé depuis, par l'élaboration d'un plan d'analyse, d'hypothèses et de questions plus opérationnelles de recherche. C'est ce que nous allons aborder dans les prochaines sections plus méthodologiques.

³ DRIS, Nassima. *La ville mouvementée : espace public, centralité, mémoire urbaine à Alger*, L'Harmattan, Paris, 2002, page 16.

2. Cadre théorique et conceptuel

L'objectif principal de cette recherche (objectif 2) était de tenter d'expliquer : pourquoi la crise du logement s'est-elle constamment aggravée en Algérie depuis la guerre d'indépendance, malgré les importants efforts et investissements consentis par tous les gouvernements qui se sont succédé depuis? En effet, prises au dépourvu devant la situation de dépendance envers l'assistance (provoquée par la déstabilisation de l'équilibre économique précaire qu'il y avait en Algérie à cette époque), situation qu'ils ont eux-mêmes créée en choisissant le déplacement et le regroupement forcé de populations comme stratégie militaire⁴, l'Administration et l'armée françaises ont réagi en élaborant des politiques d'urbanisme contenues dans le *Plan de Constantine* et le *Plan d'amélioration de l'habitat rural*. Dès 1960, ils promettaient de construire suffisamment de logements modernes pour loger convenablement un million de personnes en quelques années. Je croyais, au moment d'entreprendre cette recherche (ce qui me semble aujourd'hui plus ou moins vrai), que tous les gouvernements algériens issus de l'indépendance considéraient ce problème comme grave et fondamental et ont aussi consenti d'importants efforts et investissements pour s'y attaquer, notamment dans l'optique de faire disparaître les bidonvilles se multipliant sans cesse en milieu urbain. Je me suis alors demandé; pourquoi tous ces efforts ont-ils été si peu efficaces? Pourquoi les conditions de logement se sont-elles détériorées constamment malgré tout? Une première hypothèse (*H0*, *hypothèse inverse*) aurait pu être d'affirmer qu'ils ont tous fait de leur mieux, que les politiques d'urbanisme et les efforts consentis furent optimaux, mais que le contexte social et économique difficile (explosion démographique, instabilité et rareté des sources de revenus...) a fait en sorte que ces problèmes étaient, à moyen terme, pratiquement insolubles. L'hypothèse que

⁴ « Au début, l'Armée semble avoir appliqué systématiquement, au moins dans la région de Collo, la tactique de la terre brûlée; incendies de forêt [sic.], anéantissement des réserves et du bétail, tous les moyens furent employés pour contraindre les paysans à abandonner leur terre et leur maison. [...] aussi sous la pression qu'elle avait elle-même créée, l'armée dut se préoccuper de prendre en charge effectivement des gens que, jusque-là, elle entendait seulement neutraliser et contrôler; on commença alors à desserrer et à dégrupper. [...] en 1960, le nombre des Algériens regroupés atteignait 2 157 000, soit un quart de la population » BOURDIEU, P. et Sayad, A. *Le déracinement : la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Éditions de Minuit, Paris, 1964, page 11.

j'ai adoptée et que j'ai voulu explorer (*H1, hypothèse principale*) est que le contexte social et économique particulièrement complexe et difficile présent en Algérie n'explique pas tout. Je croyais que les politiques d'urbanisme et d'organisation de l'habitat mises en place depuis 1950 en Algérie furent inadéquates, ce qui a *aggravé* le phénomène, inadéquates **parce qu'elles ignoraient les spécificités sociologiques et culturelles des populations envers qui elles étaient destinées, ce qui a entraîné la bidonvilisation rapide d'une part importante des logements nouvellement construits** (H1). Cette hypothèse m'était inspirée de la fusion des observations et explications élaborées par Bourdieu et Sayad d'une part et celles fournies par J.C. Reverdy d'autre part [Bourdieu et Sayad, 1964; Bourdieu, 1977; Reverdy, 1963]. Ce dernier a réalisé plusieurs études sur les conditions de vie dans les logements que l'Administration française venait tout juste de construire. Il y observe, par exemple, qu'en 1961, dans le quartier de Diar-es-Schems, 36 des 42 logements étudiés étaient en situation de surpeuplement chronique après quelques mois d'occupation seulement. Il en fut ainsi, selon lui, parce que les politiques de logement et d'urbanisme ont ignoré l'étude des contextes et conditions sociologiques et furent réalisées dans une optique de rentabilité, d'économies financières :

Plus que les membres adultes de la famille, ce seront les jeunes enfants, nés et grandis dans de tels logements qui en seront durablement affectés [de pathologies sociales]. Pour être lointaines, les conséquences de la politique que nous venons d'analyser n'en seront pas moins considérables. [...] les logements seront depuis longtemps amortis que la collectivité continuera de supporter le coût social de leur exiguïté, de leur surpeuplement, et de leur inadéquation. On ne peut donc pas prétendre que, dans une optique de développement, la moindre rentabilité économique ou sociale soit obtenue, bien au contraire.⁵

Mon hypothèse principale était donc de considérer que même si l'Algérie a obtenu son indépendance et qu'il y eut de profonds changements de gouvernement depuis l'époque où Reverdy lançait cet avertissement (1963), les politiques d'urbanisme et d'organisation de l'habitat sont demeurées sensiblement semblables à

⁵ REVERDY, Jean Claude. *Habitations nouvelles et urbanisation rapide : conditions écologiques de l'adaptation au logement en Algérie*, Centre africain des sciences humaines appliquées, Aix-en-Provence, France, 1963, page 13.

celles élaborées par l'Administration française, donc inadéquates. Il s'agissait donc simplement de vérifier si l'explication et les prédictions lancées par Reverdy il y a plus de 45 ans sont toujours valables, si son explication permettait de comprendre pourquoi les importants efforts consentis furent si peu efficaces. J'ai donc tenté de voir (objectif 2) si les politiques d'urbanisme ont conservé depuis ce temps le modèle développé par les Français, ce qui se traduirait par des politiques inadéquates, puisqu'elles ignoreraient les réalités sociologiques et culturelles des populations concernées. Cette situation pourrait conduire à une *bidonvilisation* rapide d'une proportion importante des logements modernes nouvellement construits et pourrait expliquer pourquoi les importants efforts furent inefficaces [Bourdieu, 1977, p. 106]. J'ai choisi de vérifier cette hypothèse parce que le gouvernement algérien avait annoncé, au moment de l'élaboration de cette recherche, la mise en œuvre d'un plan visant la construction d'un nombre important de logements (un million) entre 2004 et 2009 et j'avais toutes les raisons de croire qu'une part importante de ces tout nouveaux logements seraient inadéquats, donc surpeuplés et bidonvilisés en l'espace de quelques mois, ce qui n'est souhaitable pour personne. À moins, bien sûr, et c'était pour moi une *hypothèse alternative (HA)*, que certaines personnes ou certains groupes profitent du phénomène de la crise du logement et usent de leur pouvoir ou de leur influence pour empêcher que la situation ne s'améliore. Il est à noter que mon hypothèse principale (H1) et mon hypothèse alternative (HA) n'étaient pas nécessairement incompatibles.

3. Plan d'analyse et méthodologie

Pour tenter de répondre à ma question principale et vérifier mon hypothèse, je devais élaborer une série de sous-questions opérationnelles et un plan d'analyse. Je vous présente, ici, une série de ces questions et une hypothèse qui leur étaient particulières. La première de ces questions était : est-ce que les présupposés idéologiques à la source des différents plans d'urbanisme élaborés depuis 1950 furent les mêmes malgré les changements de gouvernement et l'indépendance? Mon hypothèse était que les présupposés idéologiques de l'Administration française, comme ceux des gouvernements algériens, furent imprégnés et fortement influencés par les théories classiques du développement (telles qu'ont longtemps défendu la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international et prenant le modèle japonais de développement économique en exemple). De nombreux auteurs ont constaté de graves conséquences à des actions commises en s'inspirant de ces théories du développement. J'ai donc utilisé, comme sources de données, les plans d'urbanisme et conférences réalisés par les responsables politiques des différentes périodes pour tenter de cerner quels furent les discours et les rhétoriques que l'on peut y retrouver et si ceux-ci semblent influencés par les théories classiques du développement. La deuxième question était : est-ce que la *qualité* des logements construits s'est améliorée à travers le temps et répondent-ils davantage aux besoins des populations ciblées? Mon hypothèse était que la qualité des logements construits ne s'est pas améliorée d'une manière significative à travers le temps et qu'ils ne répondent toujours pas aux besoins réels déterminés par les spécificités sociales et culturelles des populations algériennes, en évolutions dynamiques et complexes. Pour analyser la qualité des logements construits, j'ai eu recours à différents indicateurs contenus dans les études sociologiques, démographiques et économiques et dans les plans d'urbanisme. Ces indicateurs furent : 1- l'évolution du nombre moyen de personnes par pièces ou par logement 2- l'évolution de la proportion de la population de grandes villes (entre autres Alger) habitant les bidonvilles versus ceux habitant les logements modernes 3- la comparaison diachronique entre l'évolution du taux de natalité et de l'espérance de vie et la grandeur

des logements construits. Une troisième question était : est-ce que la proportion du revenu dédié au loyer a augmenté ou diminué à travers le temps chez les familles algériennes? J'ai tenté d'utiliser là aussi les différentes études sociologiques et démographiques comme sources de données et mon hypothèse était que le nombre de ménages où le loyer représente au moins 40 % des revenus a toujours été très élevé depuis l'indépendance. Cette donnée aurait aussi l'avantage d'être un excellent indicateur socio-économique.

Si je réussissais à vérifier mon hypothèse principale que l'explication fournie par Reverdy en 1963 est toujours valable aujourd'hui et permet d'expliquer pourquoi les importants efforts consentis n'ont pas apporté les résultats souhaités, je voulais passer, en guise de discussion, à l'étape suivante. En effet, Reverdy a tenté de comprendre pourquoi les tout nouveaux logements furent rapidement bidonvilisés : parce que les politiques d'urbanisme dont ils sont issus étaient inadéquates puisqu'elles ignoraient les spécificités sociologiques et culturelles des populations ciblées. Le troisième objectif (O3) de cette étude était donc, si les résultats de mes recherches venaient conforter mon hypothèse principale, d'essayer de réfléchir, en guise de discussion, à des pistes de solutions pour voir : comment pourrait-on penser une politique d'urbanisme qui tiendrait compte des réalités sociologiques et culturelles des populations auxquelles elle s'adresse, dans l'optique de dynamiser les efforts consentis? La piste qui me semblait la plus prometteuse était de s'inspirer de l'étude des stratégies d'adaptation développées par ces populations, en tant que réponses pertinentes à des contextes sociaux pathologiques. Pour ne donner qu'un exemple, une des stratégies utilisées pour répondre au contexte économique d'instabilité et de rareté des sources de revenus fut le recours à l'entraide (entre autres, de la part de la famille étendue) et la multiplication des sources de revenus. Lorsqu'une famille était déplacée d'un bidonville vers un logement d'une, deux ou trois pièces, tout nouvellement construit, elle se trouvait placée devant un difficile dilemme. Elle pouvait soit abandonner la stratégie de multiplication des sources de revenus, ce qui a pour effet que le loyer représente une part trop importante d'un revenu instable, et ce, au détriment des autres besoins essentiels. Elle pouvait sinon conserver cette stratégie en s'entassant à plusieurs

familles conjugales dans un petit un, deux ou trois pièces, bref en choisissant plutôt la surpopulation chronique [Bourdieu, 1977, p.106]. Serait-il possible de faire en sorte de contourner ce dilemme? Au cœur de cette discussion, l'objectif sera donc de tenter d'identifier quelles pourraient être des pistes de solutions qui permettraient de satisfaire davantage les besoins des populations algériennes en matière de logement.

4. Survol des différentes approches du phénomène

J'ai choisi, pour le mémoire, de me contenter de réaliser une recherche historique exploratoire, recherche qui me semblait nécessaire à la réalisation d'une recherche ethnographique sur le terrain que je prévoyais réaliser ces prochaines années (possiblement dans le cadre d'un doctorat). L'objectif de cette recherche était donc d'être suffisamment bien outillé, au niveau des connaissances historiques et théoriques, pour être en mesure par la suite de réaliser cette recherche ethnographique. Je crois que le projet de construction d'un million de logements en Algérie entre 2004 et 2009 rendrait très pertinente une telle recherche en 2011 ou 2012. Les objectifs seraient de tenter d'évaluer si ce projet aura effectivement permis de réduire significativement l'ampleur de la crise du logement en Algérie, si les logements nouvellement construits répondent aux besoins socio-économiques et culturels des populations concernées, si c'est effectivement les familles qui avaient réellement besoin de ces logements qui en ont bénéficié...

En tant qu'ethnologue, j'avais évidemment choisi d'adopter l'approche anthropologique et sociologique du phénomène, en reprenant les idées et thèmes développés à ce sujet par, entre autres, Pierre Bourdieu, Abdelmalek Sayad, J.C Reverdy et R. Descloîtres, Madani Safar-Zitoun, Rabah Boudebaba et Nassima Driss. J'ai tout de même tenté d'effectuer une revue de littérature la plus large que possible et d'étudier les autres approches, plus quantitatives du phénomène, approches qui sont aussi très pertinentes.

Je me suis cependant rendu compte que je suis moins bien outillé, en tant qu'étudiant en ethnologie, pour intégrer à ma recherche certaines approches, dont celle proposée par Sid Boubekour dans *L'Habitat en Algérie, stratégies d'acteurs et logiques industrielles*. Cet auteur considère que les approches anthropologiques et sociologiques furent très pertinentes pour comprendre les manifestations de la crise, mais considère que ces approches explorent davantage les conséquences que les causes de la crise du

logement. Il propose donc une approche quantitative de l'offre, qu'il nomme l'approche technologique ou technico-organisationnelle de l'offre, considérant que la cause première de la crise du logement est l'insuffisance de l'offre, qui provient d'une série de blocages ou de goulots d'étranglement freinant la production. Je considère cette approche aussi très pertinente et tente donc d'adopter une perspective large intégrant des éléments des différentes approches, pour permettre de mieux appréhender le phénomène de la crise du logement, qui est plutôt complexe, particulièrement en Algérie, où l'importance de l'influence des pratiques informelles, entre autres en ce qui concerne l'attribution d'un logement, joue un rôle non négligeable. Je considère cependant que cet auteur minimise un peu rapidement les apports de l'approche qualitative, qui selon moi est bien sûr utile pour documenter les conséquences du phénomène, mais permet aussi de mettre en lumière un certain nombre de causes en interrelations complexes avec celles qu'il identifie avec justesse. Je vais donc tenter de résumer l'apport des trois grandes approches du phénomène que j'ai retenues avant d'entamer la recherche historique, puisque cette recherche contient des éléments et données qui proviennent de ces différentes approches.

L'approche *quantitative* ou *macro-économique*, telle que développée, entre autres, par Benamrane, Benatia et Benmatti, a permis de démontrer, sans doute possible, que l'écart entre les besoins de logement et la disponibilité de ceux-ci, qui fut considérablement diminué au moment de l'indépendance par le départ de centaine de milliers d'Européens, a très rapidement recommencé à s'exacerber d'une manière exponentielle dès 1966. Le haut taux de natalité, la diminution de la mortalité infantile et l'augmentation de l'espérance de vie, la virulence de l'exode rural, l'inaction des dirigeants du pays durant la première décennie et l'insuffisance des investissements dans ce secteur jugé non prioritaire expliquent l'augmentation continue de l'écart entre les besoins de logements et la quantité disponible. Un des apports de cette approche est l'utilisation d'indicateurs permettant d'appréhender la surpopulation des quartiers et des logements. Par exemple, le taux d'occupation par logement (TOL), indicateur d'abord utilisé, a été délaissé par la suite pour être remplacé par le taux d'occupation par pièce (TOP), plus précis que le TOL, qui lui ne tenait pas compte du nombre de pièces que

disposaient les logements. Benamrane proposait, quant à lui, d'utiliser dans le futur un concept qu'il nomma : *superficie couverte par habitant* (S.C.H.), qui permettrait aussi de tenir compte de la grandeur des logements et des pièces en question. Dans le cadre d'une future recherche ethnographique, l'utilisation du concept de *superficie couverte par habitant* m'apparaît très pertinente.

L'approche *qualitative* ou *anthropologique et sociologique*, que j'ai initialement adoptée, a pour objectif de dépasser une approche purement quantitative en s'interrogeant sur l'inadéquation entre la grandeur et la conception des logements ou d'habitats que l'on retrouve et les besoins socioculturels et économiques des populations auxquelles ils sont destinés. Cette approche a en outre exploré les transformations sociales et culturelles en cours dans la société, les stratégies d'adaptation développées par les communautés, les conséquences d'une inadéquation entre un habitat imposé de l'extérieur et les problèmes sociaux qui en résultent (coûts sociaux), les conséquences de la surpopulation chronique sur l'état du parc de logements et les populations (bidonvilisation, ruralisation des cités, pathologies sociales), les conséquences des politiques d'urbanisme ségrégationnistes en matière d'inégalités sociales et de marginalisation des populations défavorisées. Pour les anthropologues et les sociologues, l'habitation a une valeur d'usage culturelle qui dépasse la simple valeur de produit de consommation. L'uniformisation et la normalisation imposées des habitats peuvent avoir comme effet des ruptures sociales pouvant conduire à des crises de grandes envergures. Les structures familiales, la nature des relations sociales, la place de la femme au sein de la famille et de la société et les pratiques culturelles d'utilisation des espaces privés et publics furent autant de sujets étudiés par les tenants de l'approche qualitative. Un des apports de cette approche aura été de pousser la réflexion et de penser à quels types de logements et d'habitats avons-nous besoin pour réduire les tensions entre les habitats offerts et les pratiques socioculturelles. Une des forces de cette approche aura aussi été de mettre en lumière les pratiques informelles omniprésentes au sein de l'Administration et de la société en général. Entre autres, celles reliées à la possibilité de profiter de « rentes de situation » et au phénomène de captation à la source des biens stratégiques rares, dont le logement

est un exemple par excellence, qui sont souvent d'origines publiques en Algérie. Toutes ces données, nécessaires à la compréhension d'aspects importants du phénomène, étaient absentes ou insuffisamment approfondies au sein des études quantitatives macro-économiques.

La recherche historique qui suit et qui constitue le cœur de l'ouvrage est majoritairement le résultat de l'analyse de ces deux premières approches, présentées conjointement, d'une manière qui pourra parfois sembler (avec raison, je dois bien l'admettre) un peu chaotique. Je vais dès maintenant tenter de résumer d'une manière plus globale l'approche quantitative de l'offre, puisqu'on la retrouvera moins au sein de la recherche historique qui suivra. Cette approche me semble aussi très pertinente et est aussi nécessaire à appréhender d'une manière optimale la complexité du phénomène de la crise du logement en Algérie.

Approche quantitative de l'offre ou approche technologique

Sid Boubekeur considère qu'en Algérie la crise de l'habitat a une dimension sociale, économique et technologique (ou technico-organisationnelle). Il considère cependant que ce sont les blocages techniques et organisationnels qui sont la cause structurelle et la cause ultime du phénomène. La crise ne proviendrait donc pas d'un simple dysfonctionnement entre un besoin et une disponibilité d'un bien essentiel. L'insuffisance de l'offre de logement provient, selon lui, de choix technologiques inadéquats et inadaptés au contexte local algérien et aux carences organisationnelles du système de production et de reproduction. C'est ces insuffisances et carences qui expliquent la très faible productivité et les dépassements de coûts dans le secteur de la construction : « la crise résulte d'un déficit accumulé de logements depuis l'indépendance, mais ce déficit s'aggrave et atteint un seuil critique en raison même de

l'incapacité de l'offre non seulement à répondre à la demande, mais aussi à réaliser les constructions prévues »⁶.

Après la première décennie d'inaction des gouvernants et de reconduction pure et simple des politiques françaises, les responsables ont élaboré, à partir du deuxième plan quadriennal (1974-1977), un système de production s'articulant autour de la création de grandes sociétés nationales et l'importation de procédés industrialisés⁷. L'industrialisation des procédés de construction avait pour objectif d'augmenter la productivité du secteur de la construction, mais les résultats furent anormalement médiocres, de loin inférieurs aux capacités théoriques, ce qu'il s'est proposé de tenter d'expliquer. L'augmentation du budget alloué au secteur de la construction à partir de 1974 fut en grande partie utilisée pour investir dans l'importation de machineries, de matériaux et de procédés de préfabrication lourde et partielle. La très faible productivité des usines de matériaux de construction, entre autres expliquée par le manque de main-d'œuvre qualifiée ayant le savoir-faire essentiel à la bonne marche de ce type d'usines, aura eu comme conséquences l'augmentation des délais, l'augmentation des coûts et la baisse de la qualité des ouvrages. La pénurie de matériaux et la hiérarchisation de la distribution par le monopole étatique auront ouvert la voie à la spéculation sur ces produits, par l'utilisation de différentes ruses⁸. Contrairement aux attentes des planificateurs, il en conclut que les constructions à partir de procédés de préfabrication furent moins productives que les constructions du secteur traditionnel : « il apparaît clairement que pour produire 1000 logements l'investissement dans les procédés industrialisés est de 5 à 18 fois supérieur à celui exigé par les procédés traditionnels »⁹. Ainsi, les constructions publiques utilisant des procédés traditionnels étaient, selon lui, trois fois plus productives que les constructions publiques employant des procédés

⁶ En italique dans le texte. BOUBEKEUR, Sid. *L'Habitat en Algérie : stratégies d'acteurs et logiques industrielles*, Lyon, Presses universitaires, 1986, page 42.

⁷ Ibid. pages 46 à 48.

⁸ Ibid. pages 60 et 61.

⁹ Ibid. page 71.

industrialisés et que les constructions privées et le secteur de l'autoconstruction étaient, eux, cinq fois plus productifs¹⁰.

Boubekeur considère que l'industrie de la construction est une industrie de main-d'œuvre qui a des spécificités qui limitent la possibilité d'augmenter la productivité par son industrialisation ou par un simple changement de technologie¹¹. Il n'est pas possible, selon lui, de construire des logements de la même façon que l'on construit, par exemple, des voitures, c'est-à-dire qu'il n'est pas possible, comme dans d'autres industries, de remplacer au même niveau le processus de production intégré par un processus de production éclaté. Le processus de production a, selon lui, connu une crise qu'il tente de comprendre en analysant ce qu'il nomme la *filière technologique de production* d'une part et d'autre part, au niveau organisationnel, en analysant le secteur de la construction en le concevant en tant que *champ stratégique* impliquant des dynamiques de conflits et de coopérations entre les différents acteurs¹².

Il existe en Algérie une filière intégrée, davantage utilisée pour les plus petits projets, et une filière éclatée pour les projets de grande envergure (1000 logements et plus). Il identifie une série de *goulots d'étranglement* au sein du processus de production freinant la productivité. Au niveau de la préparation des matériaux, il identifie le manque de savoir-faire essentiels (exacerbé par l'exode des ouvriers qualifiés vers le secteur privé, de loin plus attrayant) et le manque de normes rigoureuses pour le coulage du béton. La piètre qualité des routes et le manque de facilités d'entreposage jouent aussi un rôle en ce qui concerne la diminution de la qualité des matériaux. L'insuffisance de ce qu'il nomme le *savoir-faire analytique* fut provoquée par la précipitation avec laquelle on a voulu effectuer un *saut technologique* auquel les acteurs de l'industrie n'étaient pas prêts : « L'introduction brutale et exogène de nombreux instruments de travail a bloqué la dynamique des savoir-faire, c'est-à-dire

¹⁰ Ibid. page 72. Bien que réglementée, la construction d'une habitation pour des besoins familiaux était permise et les constructions « illégales » très nombreuses.

¹¹ Ibid. page 73.

¹² Ibid. pages 80 et 81.

la mutation, à un moment donné du développement de la filière, des savoir-faire anciens vers des savoir-faire nouveaux »¹³.

La filière intégrée a comme avantage, particulièrement dans le contexte algérien de l'époque, l'acquisition progressive d'un savoir-faire minimal des actes qui précèdent et suivent une étape, ce qui permet une rationalisation des activités ou une *cohérence des savoir-faire* qui peuvent être plus efficace, dans certains contextes, qu'une application excessive des principes inspirés du taylorisme¹⁴. Aussi, l'utilisation de la filière intégrée permet une organisation plus souple que dans le cas de la filière éclatée, ce qui fait en sorte que l'apparition d'un problème freine moins souvent la poursuite des autres activités. Le moindre niveau de complexité permet en outre de réaliser une acquisition plus en douceur de savoir-faire nouveaux. Au sein de la filière éclatée, le plus grand niveau de complexité fait en sorte qu'un minimum d'efficacité implique une grande cohérence entre des savoirs et des savoir-faire et un niveau organisationnel plus complexe. En ce qui concerne les *savoirs* que nécessite une production éclatée, il constate que les connaissances des ingénieurs, surtout étrangers, ne sont pas adaptées à l'environnement local et que les connaissances théoriques ne sont pas suffisamment accompagnées d'une transmission en savoir-faire pratiques¹⁵. En plus des blocages au niveau de la fabrication des matériaux (qui entraîne l'augmentation des coûts par l'apparition de pénuries et l'augmentation des importations), la complexité de l'étape du montage implique une grande précision du travail et une grande faculté d'adaptation. Des lacunes durant cette phase peuvent constituer d'autres goulots d'étranglement, car l'augmentation du temps d'assemblage qui en résulte risque d'être considérable.

Au niveau organisationnel de la crise, il considère que l'on a trop souvent minimisé l'impact des relations sociales complexes imprégnées de conflits et de coopérations entre les acteurs et que ces aspects n'ont pas suffisamment fait l'objet d'études pertinentes : « la construction en Algérie est l'une des industries où *la politique et l'économie sont fortement imbriquées*. Au total, l'habitat constitue un

¹³ Ibid. page 105.

¹⁴ Ibid. pages 108 à 112.

véritable enjeu, aussi bien en raison de l'importance colossale des programmes et des investissements requis qu'en raison de la nécessité du recours aux sociétés étrangères »¹⁶. Il note un manque de cohérence entre les différents niveaux organisationnels qu'implique la mise sur pied d'un projet de construction. Il note quatre différents niveaux impliqués dans le processus. Il y a d'abord le niveau décisionnel, que représentent différents ministères tel le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme (M.H.U.). Les informations nécessaires à la réalisation des projets étaient rassemblées par la Direction de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat (D.U.C.H., niveau informationnel). Ensuite, la conception (niveau Maître d'œuvre) est attribuée aux différents bureaux d'études très majoritairement d'origines étrangères. Le niveau des intervenants directs relève des sociétés publiques nationales, privées et étrangères qui se voient confier la réalisation des projets. Le manque de coordination entre les différents niveaux et la faiblesse du partage d'informations peuvent mener à une incohérence des décisions et à des conflits entre les différents acteurs. La rareté des informations, surtout, est souvent utilisée en tant que variable stratégique permettant une concentration des pouvoirs pouvant très souvent conduire des acteurs à profiter de ce qu'il nomme une *rente de situation*¹⁷. Le manque de clarté en ce qui a trait au partage des rôles entre les différents acteurs est aussi propice à l'apparition de conflits entre ceux-ci.

Finalement, le choix de recourir trop rapidement et radicalement à la préfabrication et à l'industrialisation du secteur de la construction, dans un contexte où le manque de savoirs et savoir-faire adaptés et disponibles localement impliquait un recourt massif aux sociétés étrangères s'ingéniant à recourir à des technologies qu'elles seules pouvaient offrir, a provoqué l'augmentation de la dépendance technique et la hausse des coûts¹⁸. Une part importante des budgets dut être allouée pour terminer les projets précédemment planifiés et entamés, mais qui ont connu d'importants dépassements de coûts pour les raisons que l'on vient d'énumérer.

¹⁵ Ibid. page 119.

¹⁶ Ibid. page 160.

¹⁷ Ibid. pages 157 à 159.

¹⁸ Ibid. pages 161 à 166 et page 200.

Boubekeur s'interroge donc ensuite sur la cohérence des choix technologiques effectués pour atteindre les objectifs fixés par les planificateurs. Le choix d'introduire trop rapidement les formes de production les plus complexes, inadaptées à l'environnement socioéconomique algérien de l'époque, provient d'une méconnaissance du système productif algérien et des mécanismes permettant d'introduire de nouvelles technologies au sein de cette industrie. D'avoir voulu abandonner complètement l'usage des techniques et matériaux locaux pour introduire radicalement les procédés industrialisés et de préfabrication, perçus comme des solutions miracles, fut aussi une erreur qui démontre l'absence de stratégies explicites réalistes. Il insistera alors sur l'importance de se doter d'une telle stratégie, d'effectuer des choix dynamiques, considérant qu'un saut technologique ne peut être possible que lorsqu'un pays est en mesure de passer de la maîtrise de la complexité de la fabrication d'un produit à la maîtrise de la complexité des machineries nécessaires à sa fabrication¹⁹. De plus, la réussite dans l'accomplissement d'un saut technologique implique la maîtrise de ce qu'il nomme « l'ingénierie de process »²⁰, ce qui requiert autant la connaissance des aspects non matériels (*software*) que des aspects matériels (*hardware*). Ces connaissances sont nécessaires à la maîtrise de la reproduction des moyens de production, qui elle peut diminuer la dépendance technique qui engendre des surcoûts importants venant miner la réalisation des projets planifiés. Il propose donc, en conclusion, de se doter d'un *plan technologique* englobant les aspects techniques et les aspects organisationnels. Il propose de passer d'une politique passive qui est basée sur la croyance en des solutions miracles à une politique active impliquant un *filtrage des techniques*, considérant que les techniques les plus appropriées seront celles qui permettront effectivement de stimuler l'offre de logements. Il suggère ensuite l'adaptation des techniques au contexte local, adaptation pouvant nécessiter la coexistence et la complémentarité de techniques modernes et de techniques traditionnelles et l'utilisation des matériaux les plus appropriés. Au niveau organisationnel, il suggère (sans croire à la disparition complète des conflits inhérents)

¹⁹ Ibid. pages 182 à 184.

²⁰ Ibid. page 198.

d'encourager une plus grande coopération et un plus grand partage d'informations entre les différents acteurs, permettant une plus grande cohérence entre les filières industrielles : « dès lors, une stratégie de développement doit tendre à mieux maîtriser l'organisation et la gestion de ces relations d'interdépendances complexes, et partant les synergies au sein du système industriel »²¹. Cette approche permet, entre autres, d'enrichir la compréhension des causes de l'insuffisance de la quantité de logements disponibles. J'ai voulu en faire un résumé avant d'entamer la recherche historique, pour que le lecteur puisse en tenir compte lorsque j'utiliserai des données provenant des études quantitatives macro-économiques. Nous reviendrons plus tard, au sein de la conclusion, aux implications théoriques que cette approche permet de soulever avec adresse.

²¹ Ibid. page 237.

Recherche historique

Nous verrons plus en détail, dans cette section, les différentes époques qui ont traversé l'histoire algérienne, en s'attardant plus particulièrement sur les actions et les politiques d'urbanisme élaborées depuis l'indépendance, autant durant l'époque socialiste (1962-1980), que l'ère des privatisations et libéralisations de l'économie amorcée sous le règne de Chadli Bendjedid, pour ensuite aborder brièvement, au sein de la discussion, la période plus récente où furent appliqués radicalement les Plans d'Ajustement Structurel après entente sur le rééchelonnement de la dette avec le FMI (1994 et 1995). Nous verrons que les politiques coloniales ségrégationnistes en matière d'habitat, qui furent combattues au prix de longues années de souffrances et de nombreuses victimes, auront été réactivées, pratiquement telles quelles, après seulement quelques années d'indépendance. Nous commencerons par un bref survol des déstructurations amorcées durant la période coloniale et qui se sont accélérées au moment de la guerre d'indépendance. L'étude des politiques coloniales nous apparaît nécessaire à la comparaison avec les politiques mises sur pied par les gouvernements issus de l'indépendance en matière de logement et d'organisation de l'habitat. L'objectif de cette section sera de tenter de comprendre comment est apparue la crise du logement en Algérie et comment on y a réagi. Boudebaba nous rappelle que l'apparition de ce phénomène est pratiquement universelle : même des pays ayant une urbanisation lente et sans grandes migrations des campagnes vers les villes ont souvent subi des problèmes d'urbanisme majeurs par le simple accroissement naturel de leur population²². L'ampleur et la rapidité de l'exode en Algérie, dont nous explorerons maintenant les circonstances historiques qui lui furent particulières, auront cependant accéléré d'une manière exponentielle ce processus.

²² BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, page 42.

5. Période coloniale (1830-1962)

L'Algérie est devenue une possession française en 1830. Il s'agit d'un des premiers endroits de la région à avoir été soustrait à l'influence de l'Empire ottoman. L'Algérie est alors devenue une colonie française de peuplement et son territoire fut intégré à celui de la France. À la veille de la guerre d'indépendance (1954), la population d'origine française²³, que l'on a surnommée *Pieds-Noirs*, était d'environ 1 million en Algérie, pour 8 millions de personnes d'origine algérienne. Durant les 124 années entre le début de la colonisation et le début de la guerre d'indépendance, l'application de la politique coloniale avait progressivement généré de nouvelles formes d'inégalités et de ségrégations sociales, économiques, politiques et spatiales. D'abord, au niveau des droits individuels et collectifs, mentionnons que les communautés françaises étaient gouvernées par une administration civile, qu'elles ont pu élire des représentants très influents au sein du gouvernement français et avaient recours à un système juridique semblable au système français. Au même moment, les populations algériennes (souvent nommées musulmanes dans la littérature) étaient gouvernées par l'administration militaire, les jugements légaux et juridiques à leur endroit furent généralement arbitraires et leurs droits collectifs et politiques furent longtemps ignorés. Ce n'est pas une situation unique à l'Algérie, mais la colonisation française, par l'ampleur de son peuplement et des mutations sociales qu'elle a introduites, aura beaucoup plus affecté et transformé la société algérienne que ses voisines marocaine et tunisienne, au niveau des transformations sociales, tant en milieu rural, qu'urbain. Par exemple, alors que chez ses deux voisines les villes Anciennes ont perduré et coexisté avec les villes Nouvelles plus européanisées, les villes précoloniales auraient progressivement presque disparu du paysage algérien. Cette situation aura un impact important sur la gravité de l'exode rural provoqué par les bouleversements sociaux que nous allons maintenant analyser.

5.1 Changements sociaux et mutations de la société rurale durant la période coloniale

Selon Lamchichi, la législation coloniale « visait l'indivision des terres et se fixait pour objectif l'établissement de la propriété individuelle en s'attaquant à l'institution tribale et en transformant la terre en article de commerce »²⁴, ainsi que la mise en place d'un capitalisme agraire orienté vers les exportations, pour satisfaire les besoins de la métropole. Bourdieu et Sayad vont dans le même sens en affirmant que les modifications légales au système foncier visaient, entre autres, la disparition de l'organisation en clans et en tribus et l'apparition d'une vaste bureaucratie, système incompréhensible pour la plupart des Algériens du 19^e siècle. La législation coloniale a eu tôt fait d'accélérer le processus de concentration des meilleures terres entre les mains des colons français, qui y installeront des fermes modernes, beaucoup plus rentables que les exploitations traditionnelles²⁵. Selon Benatia, aussi, la colonisation a produit la coexistence entre un mode de production capitaliste importé et des systèmes économiques traditionnels, bouleversant les structures économiques et sociales algériennes²⁶. Les différents auteurs estiment généralement qu'au déclenchement de la guerre, les colons français s'étaient approprié 1/6 des terres cultivables du pays, et les meilleures.

Dès 1830, le processus d'appropriation a été enclenché et encouragé par les différentes modifications aux lois foncières. En 1833 furent confisquées les terres beylicales (que possédait la famille du Bey, vassal du Sultan dirigeant Alger jusqu'à la conquête) et les terres « Habous », qui étaient considérées en droit musulman comme indivisibles et inaliénables. Les biens « Habous » (aussi parfois nommés « Waqf »,

²³ En fait, lorsque des immigrants européens, mais non français, s'installaient pour de bon en Algérie, ils se voyaient attribuer la nationalité française. Lorsque l'on parle du million de colons français, il ne faut pas oublier qu'une part de ces personnes était d'origine européenne, mais non française.

²⁴ LAMCHICHI, Abderrahim. *L'Algérie en crise : crise économique et changements politiques*, L'Harmattan, Paris, 1991, page 39.

²⁵ Voir BOURDIEU, P. et Sayad, A. *Le déracinement : la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Éditions de Minuit, Paris, 1964, 220 pages.

²⁶ Voir BENATIA, Farouk. *L'appropriation de l'espace à Alger après 1962*, SNED, Alger, 1978, page 15.

comme en Égypte) sont des institutions mises sur pied par un fondateur disposant de richesses qu'il souhaite voir profiter à ses proches (Waqf privé) ou à une communauté (Waqf public). Un bien « Habous » peut aussi prendre une forme mixte, selon la volonté de son fondateur. Ce type de biens est destiné à des œuvres de charité, généralement dans le domaine de la santé, de l'éducation ou encore pour des considérations pieuses et religieuses, par exemple venir en aide aux croyants qui désirent effectuer leur pèlerinage. En 1845, l'Administration française a autorisé les militaires à confisquer des terres aux Algériens, pour les remettre gratuitement aux Européens²⁷. De nombreuses terres furent ainsi spoliées, notamment en Kabylie où une certaine agitation et opposition à la domination coloniale y a pu servir de prétexte. En 1846, on obligea les paysans algériens à payer des impôts d'une manière monétaire, ce qui les a forcé à tenter de commercialiser une partie de leur production (ce qui n'était pas de tout repos compte tenu de leur plus faible productivité) ou à vendre leur force de travail (ou celle de certains membres de la communauté) pour obtenir un revenu monétaire, ce qui aura un impact évident sur les habitudes migratoires. De plus, selon Sgroï-Dufresne, « La loi de 1846, stipulant que "l'inculture des terres est une cause suffisante d'expropriation pour utilité publique" avait déjà permis l'expropriation des terres non cultivées bien que celles-ci soient indispensables au bon fonctionnement de l'économie rurale »²⁸.

La parcellisation des terres collectives et la transformation de la propriété collective en propriété individuelle furent généralisées par les modifications juridiques contenues dans le « Sénatus-consulte » de 1863 et la loi Warnier de 1873²⁹. Les populations rurales algériennes (6 millions de personnes en 1954) furent progressivement refoulées dans les régions où la terre était plus ingrate. Selon Boudebaba, entre 1840 et 1934, il y aurait eu plus de 972 centres de colonisation installés dans les campagnes algériennes, alors que 1,5 million d'hectares des meilleures terres furent retirés, d'une manière ou d'une autre, aux Algériens pour être

²⁷ Voir LAMCHICHI, Abderrahim. *L'Algérie en crise : crise économique et changements politiques*, L'Harmattan, Paris, 1991, pages 39 et 40.

²⁸ SGROI-DUFRESNE, Maria. *Alger 1830-1984 : stratégie et enjeux urbains*, Éditions Recherche sur les civilisations, Paris, 1986, page 15.

remis aux Européens³⁰. La piètre qualité des terres où ils furent refoulés, le surpeuplement (provoqué par l'exclusion de ces populations d'un grand territoire ainsi que des taux de natalité très élevés) et des années de sécheresse auront provoqué de grandes famines, situations catastrophiques, mais de moins en moins exceptionnelles plus les années s'écoulaient. Les plus importantes famines auraient culminé entre 1944 et 1947 et auraient poussé de nombreux paysans vers l'exode, cet exode rural étant qualifié de véritable raz-de-marée humain, dès 1945, par Descloîtres et Reverdy³¹. Contrairement à ce qui fut observé en Europe, où les migrants d'origine rurale étaient plus nombreux à trouver du travail dans les industries de consommation naissantes, les migrants ruraux formeront, selon ces mêmes auteurs, une armée de bras inutiles, surtout lorsque le choix fut de donner la priorité, après l'indépendance, aux industries lourdes n'employant qu'une petite quantité de main-d'œuvre qualifiée.

Les nouvelles grandes fermes capitalistes purent donc compter sur une main-d'œuvre illimitée en puisant chez les anciens petits propriétaires ayant été dépossédés ou devant désormais trouver le moyen d'acquitter leurs impôts sous une forme monétaire. Cette politique de haute taxation s'est endurcie à partir de 1870. Pour sa part, Boudebaba évalue qu'au cours de cette décennie, la quantité de terres passée entre les mains des colons était de 2,7 millions d'hectares³². À partir de 1881, toute personne qui ne respecterait pas certains nouveaux interdits est devenue susceptible de se faire saisir ses propriétés ou de se faire emprisonner. Parmi eux, l'interdiction de parler contre la France ou ses gouvernements, d'enseigner sans autorisation, d'enseigner dans un dialecte local, la langue arabe ou les études islamiques, ainsi que l'interdiction de conserver un animal de travail plus que 24 heures. La résistance pourtant inévitable à de telles désorganisations de la vie économique, sociale et culturelle put servir de prétexte à l'élargissement de la colonie de peuplement. Il y eut de plus en plus de paysans sans terres devant chercher à vendre leur force de travail et beaucoup de ceux qui en avaient

²⁹ Voir BOUDEBABA (1992) et LAMCHICHI (1991).

³⁰ BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, page 49.

³¹ DESCLOITRES, Robert et al. *L'Algérie des bidonvilles : le tiers monde dans la cité*, École pratique des hautes études, Mouton, Paris, 1961, page 94.

³² Ibid. page 69.

encore n'arrivaient plus à en subsister adéquatement. Les règles d'héritage jouant en faveur de la division dans un contexte de très haut taux de natalité et la surutilisation rendue nécessaire de terres déjà généralement peu fertiles, n'auront laissé d'autres choix à plusieurs que de porter leurs espoirs vers la ville. À la veille du déclenchement de la guerre, donc, Boudebaba conclut que 90 % des populations rurales algériennes sont dans un état d'extrême pauvreté et que les 2/3 d'entre eux furent repoussés vers les zones moins fertiles³³. On considérera alors que la faible productivité du « secteur traditionnel » provient d'un faible niveau technique et d'un manque d'organisation rationnelle. On se permettra alors de considérer comme un geste humanitaire et philanthrope le regroupement forcé de ces populations dans des camps ou dans des villages de type européen, en passant sous silence que cette faible productivité provient, au moins en partie, de la dépossession des paysans de leurs meilleures terres. Ainsi, dès 1909, les paysans algériens possédaient en moyenne onze hectares de terres cultivables contre une moyenne de 125 pour les cultivateurs européens, qui réunissaient entre leurs mains 90 % des revenus monétaires, qui furent concentrés dans les régions côtières³⁴.

La société rurale algérienne de l'époque était caractérisée par la présence de nombreuses inégalités et ségrégations à tous les niveaux de la vie sociale, sur la base de l'origine et de l'appartenance ethnique et culturelle, bref sur des bases coloniales. La seule forme d'assistance aux paysans dépossédés mise sur pied par l'administration coloniale avant le déclenchement de la guerre fut la création, en 1893, de la *Société indigène de prévoyance* qui devint en 1933 la *Société agricole de prévoyance*. Les impacts des actions de ces institutions sont trop insignifiants pour que l'on s'y attarde davantage.

Il faut cependant noter que la déstructuration du système économique algérien et le degré d'acculturation furent différents d'une région à l'autre, en fonction du degré d'exposition à l'Autre. Bourdieu notait, dans son étude réalisée durant la guerre, que les régions où les populations d'origine européenne étaient les plus présentes (la côte et les

³³ BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, page 71.

régions les plus fertiles) connaissaient une plus grande destruction de l'économie paysanne, une plus grande acculturation des populations algériennes et une apparition plus rapide et généralisée de « l'esprit de calcul ». Ce sont ces régions qui eurent plus massivement recours aux migrations durant la période coloniale, alors que ce sera davantage les régions plus reculées ou moins colonisées qui, touchées par les destructions et déplacements forcés de populations durant la guerre d'indépendance, verront ensuite les plus grandes migrations vers les villes. Il en résultera donc des vagues successives de migrations. Durant les premières décennies, les migrations étaient généralement plus temporaires, concernaient seulement une partie des hommes d'une communauté et permettaient l'adaptation de ces communautés villageoises à un contexte nouveau et leur survie. Nous verrons que durant la guerre, les migrations concernaient davantage des familles entières et devinrent définitives, autant vers l'Europe que vers les grandes villes algériennes, ce qui causera de nombreux problèmes d'urbanisme, dont l'apparition de bidonvilles, autant d'un côté de la Méditerranée que de l'autre³⁵. Cette plus ou moins grande acculturation en fonction, entre autres, de la région d'origine aura aussi pour conséquence la multiplication des différences culturelles entre ces populations, ce qui compliquera la cohabitation ultérieure au sein du nouvel environnement urbain après la migration.

5.2 Changements sociaux et mutations en milieu urbain

On a pu assister aussi à l'apparition de ségrégations spatiales en milieu urbain, ségrégations s'opérant à la fois sur une base ethnique et sur le rang social. Dans les grandes villes comme Alger, les populations européennes furent longtemps majoritaires. Les quartiers musulmans et les quartiers européens étaient clairement distincts. À la veille du déclenchement des hostilités, en 1954, une étude de Descloîtres

³⁴ Ibid. page 83.

³⁵ Pour ce qui concerne l'apparition de bidonvilles en Métropole et comment les autorités y ont répondu, voir SAYAD, Abdelmalek. *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, Autrement, Paris, 1995, 125 pages.

et Reverdy en venait à la conclusion que 70 % des Européens habitaient dans des quartiers pratiquement homogènes alors que 24 % d'entre eux habitaient dans des quartiers mixtes. Cette proportion était de 72 % dans des quartiers homogènes pour les musulmans et de 20 % dans des quartiers mixtes³⁶. Au centre, la vieille ville de la Casbah est toujours demeurée quartier musulman. Au cours des décennies, les villes nouvelles où logeaient généralement les Européens se sont progressivement, mais rapidement, développées et ont fini par ceinturer les quartiers musulmans de la vieille ville. La dépossession progressive des petits propriétaires terriens, les réformes législatives et les règles d'héritage ayant eu pour effet de scinder des terres déjà insuffisantes, un important exode rural prendra naissance dès 1926, exode qui sera dramatiquement accéléré par les famines de 1944 à 1947 et la guerre d'indépendance. En milieu urbain, ce phénomène eut pour conséquences un afflux massif de migrants dans des quartiers musulmans déjà surpeuplés et l'apparition fulgurante de nouveaux quartiers (bidonvilles) créés par les migrants n'ayant nulle part où loger. Dans une autre étude, les auteurs affirment que le premier bidonville serait apparu dès 1930 et que l'Administration française n'a tenté d'y réagir qu'à partir de 1945³⁷. La surpopulation chronique des quartiers musulmans a eu pour conséquence de ne pas laisser d'autres choix aux populations rurales migrantes, ce qui entraînera une certaine ruralisation des cités algérienne, les nouveaux arrivants n'entretenant qu'une relation de dépendance envers la ville et n'ayant pas les moyens de s'adapter harmonieusement à leur nouvel environnement.

Avant de poursuivre, voyons d'abord quelques données démographiques. La population d'Alger était de 112 000 Européens, pour seulement 33 000 Algériens, en 1906³⁸. À la veille de la guerre d'indépendance (1954), le nombre d'Européens habitant Alger avait presque doublé pour atteindre environ 193 000, mais la population d'Algériens habitant Alger avait quintuplé pendant ce temps pour s'élever à 162 000

³⁶ DESCLOITRES, Robert et ad. *L'Algérie des bidonvilles : le tiers monde dans la cité*, École pratique des hautes études, Mouton, Paris, 1961, page 39.

³⁷ DESCLOITRES, Robert et REVERDY, J.C. *Organisation urbaine et structures sociales en Algérie*, Institut international des civilisations différentes, Bruxelles, 1962, page 9.

³⁸ Pour les données concernant la population d'Alger qui suivent, voir BENATIA, Farouk. *L'appropriation de l'espace à Alger après 1962*, SNED, Alger, 1978, page 27.

personnes. Durant la guerre, l'exode vers Alger a touché autant les Européens (qui sont passés à 311 500 en 1960), que les Algériens (558 000 au même moment). Au moment de l'indépendance, nous verrons que la quasi-totalité des Européens a fui le pays (ils n'étaient plus que 33 000 à Alger en 1966) et que les grandes villes furent littéralement prises d'assaut par les populations rurales algériennes (plus de 911 000 Algériens à Alger en 1966). Comme nous l'indique Benatia, la vieille ville fut assiégée par une ceinture de nouveaux quartiers européens modernes, qui furent à leur tour assiégés par la multiplication des bidonvilles à leur périphérie : « Et comme les Européens avaient ceinturé la Casbah après la conquête, ironie de l'histoire, les Musulmans rejetés à la périphérie finirent par enserrer la ville européenne par un réseau de bidonvilles, situation qui allait jouer un grand rôle dans les manifestations de décembre 1960 »³⁹. On assiste alors à une forte ségrégation spatiale en milieu urbain, tout comme en milieu rural. Comment autant de migrants ont-ils pu trouver à se loger dans un tel contexte? Boudebaba affirme que dès 1945, un tiers des musulmans habitant Alger vivaient dans des bidonvilles en croissance fulgurante et que cette proportion est passée à une personne sur deux dès 1954. À Constantine, la croissance des bidonvilles aurait été un peu moins fulgurante, mais un tiers des musulmans habitaient dans des bidonvilles dès 1962⁴⁰. Descloîtres et Reverdy considèrent pour leur part que la proportion d'un tiers habitant les bidonvilles fut atteinte en 1954 et que la moitié fut atteinte en 1960, pendant que le taux d'occupation de certains quartiers comme la Casbah a atteint une moyenne de 4 personnes par pièce (TOP) dès 1954 et que 4/5 des logements occupés par les musulmans à Alger étaient en état de surpeuplement⁴¹. Benatia arrive sensiblement à la même conclusion, que la moitié des musulmans d'Alger habitaient dans des bidonvilles ou des taudis en 1960⁴².

Boudebaba atteste aussi une importante ségrégation spatiale à Constantine. Dans un premier temps, de nombreuses maisons furent progressivement détruites pour

³⁹ BENATIA, Farouk. *L'appropriation de l'espace à Alger après 1962*, SNED, Alger, 1978, page 25.

⁴⁰ BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, page 83.

⁴¹ DESCLOITRES, Robert et REVERDY, J.C. *Organisation urbaine et structures sociales en Algérie*, Institut international des civilisations différentes, Bruxelles, 1962, pages 6 à 9.

⁴² BENATIA, Farouk. *L'appropriation de l'espace à Alger après 1962*, SNED, Alger, 1978, page 28.

faire place aux nouveaux quartiers européens. À partir de 1914, la ville fut divisée en trois zones distinctes. La première zone, comptant 125 hectares, était destinée aux quartiers européens, la deuxième, de 60 hectares, était réservée aux militaires, alors que les populations musulmanes en croissance fulgurante s'entassaient dans une zone de 42 hectares seulement, d'où la croissance des bidonvilles là aussi observable⁴³. En 1919, cette ville comptait 75 000 habitants, les musulmans étant déjà un peu plus nombreux. La proportion d'Européens versus Algériens est demeurée stable au moins jusqu'en 1930, mais en 1960, la population de la ville avait explosé pour atteindre 217 000 habitants, les musulmans, alors devenus cinq fois plus nombreux, se partageant un territoire quatre fois plus restreint⁴⁴.

Ségrégation économique aussi : pratiquement tous les emplois administratifs, de la fonction publique, ouvriers spécialisés dans les usines modernes, bref la quasi-totalité des emplois stables et procurant un salaire régulier étaient monopolisés par les Européens. Selon Boudebaba, dès 1909, 90 % des revenus monétaires se retrouvaient entre les mains des Européens, pourtant huit fois moins nombreux⁴⁵. La recherche quotidienne d'un emploi instable, le recours à l'économie informelle, mais surtout le recours aux solidarités entre membres d'une même famille étendue et entre générations, auront alors permis aux récents migrants ruraux de s'adapter, tant bien que mal, au contexte urbain, par la préservation d'une unité économique plus large que celle des Européens. L'entraide et la multiplication des sources de revenus auront permis aux populations néo-urbaines de s'adapter à un contexte de forte instabilité des sources de revenus, un revenu monétaire devenant indispensable en milieu urbain⁴⁶. Ségrégation politique et culturelle aussi, parce que la méconnaissance de la langue française était un désavantage évident à de nombreux niveaux de la vie sociale, surtout en milieu urbain.

⁴³ BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, pages 98 et 99.

⁴⁴ Ibid. pages 98 à 100.

⁴⁵ Ibid. page 83.

⁴⁶ À ce sujet, voir BOURDIEU, Pierre. *Algérie 60, structures économiques et structures temporelles*, Éditions de Minuit, 1977, Paris, 123 pages.

Au moment de l'indépendance, donc, la société algérienne était caractérisée par la présence de très fortes inégalités sociales et de ségrégations, surtout les inégalités à bases ethniques et culturelles, qui furent le fruit de plus de 130 ans de colonialisme. Les populations rurales algériennes avaient été refoulées dans les régions où la terre était plus ingrate et pouvaient difficilement supporter une telle surpopulation. Les grandes famines, qui les ont régulièrement éprouvées durant la première moitié du 20^e siècle, auront probablement été aussi dévastatrices que la guerre d'indépendance elle-même. L'exode rural qui aura été ainsi provoqué aura des conséquences durables en milieu urbain.

6. Guerre d'indépendance (1954-1962)

La guerre d'indépendance fut longue et éprouvante pour tout le monde, en plus d'être particulièrement meurtrière. On évalue généralement le bilan à au moins un million de morts, et cela, en ne comptabilisant souvent que les morts violentes et non celles causées par la destruction des moyens d'existence. Michel Rocard, alors fonctionnaire de l'Administration française, évaluait que plus de 500 enfants par jour mourraient dans les camps de regroupement, résultat d'une dégradation dramatique de leur alimentation⁴⁷. Le déplacement forcé de population et leur installation dans les camps de regroupement ont concerné au moins deux millions de personnes⁴⁸. Plusieurs auteurs font aussi état de centaines de milliers de prisonniers faits par l'armée française et de plusieurs centaines de milliers de réfugiés ayant tenté de chercher refuge dans les pays voisins. La guerre a aussi ravagé nombre de ressources économiques : forêts, bétail, récoltes... Bourdieu et Sayad (1964) nous ont laissé une description saisissante de ces nombreuses destructions.

Dans la quasi-totalité des cas, l'expulsion semble avoir été opérée par la contrainte. Au début, l'armée semble avoir appliqué systématiquement, au moins dans la région de Collo, la tactique de la terre brûlée; incendies de forêt [sic.], anéantissement des réserves et du bétail, tous les moyens furent employés pour contraindre les paysans à abandonner leur terre et leur maison.⁴⁹

S'apercevant dès 1960 qu'ils ne pourraient gagner cette guerre d'une manière militaire et qu'ils devaient négocier, en plus de réaliser que près de 50 % des regroupés étaient en voie d'être complètement dépendants de l'assistance, plusieurs administrateurs français ont voulu cesser d'investir et ont encouragé le dégroupement⁵⁰.

⁴⁷« [...] le lait, les œufs, la viande sont pratiquement exclus du régime alimentaire des regroupés » ROCARD, Michel. *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie*, Mille et une nuits, Paris, 2003, page 126.

⁴⁸ BOURDIEU, P. et Sayad, A. *Le déracinement : la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Éditions de Minuit, Paris, 1964, page 13.

⁴⁹ Ibid. page 11.

⁵⁰ Voir ROCARD, Michel. *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie*, Mille et une nuits, Paris, 2003, page 135.

Durant les dernières années de la guerre, donc, un nombre important de personnes n'avaient ni travail salarié, ni revenu et ne pouvaient plus revenir à leurs anciennes occupations, puisque tous leurs anciens moyens d'existence (maisons, récoltes, bétail et forêts) venaient d'être détruits. Les formes d'assistance se firent aussi de plus en plus rares et irrégulières.

La guerre a pris fin lorsque le gouvernement français a accepté de négocier l'indépendance avec le Front de Libération Nationale (FLN), qui avait réussi à se faire reconnaître comme le seul représentant des peuples algériens, en menaçant de s'en prendre aux mouvements rivaux s'ils refusaient de joindre ses rangs. L'Algérie obtint son indépendance en 1962 et la plupart des Européens, pour différentes raisons, ont quitté le pays. D'abord parce que des groupes paramilitaires *Pieds-Noirs* ont commis des massacres d'Algériens durant les derniers mois de la guerre et qu'ils avaient peur de représailles. En fait, pour être plus précis, certains généraux, appuyés par une partie de l'armée française basée en Algérie et de nombreux Européens d'Algérie (s'étant organisés en groupe paramilitaire, l'Organisation Secrète), ont tenté d'organiser un putsch (putsch d'Alger, avril 1961). Lorsque le général de Gaulle a entrepris la négociation avec le FLN, le général Salan (ayant cumulé à la fois les pouvoirs civils et militaires en Algérie jusqu'en 1958), le général Challe (qui lui a succédé à la tête de l'armée), ainsi que deux autres généraux ont voulu forcer le gouvernement français à revenir à la solution militaire et ont refusé de respecter le cessez-le-feu. C'est dans ce contexte que les groupes paramilitaires ont commis des massacres et voulu reprendre les combats. Ce putsch n'a pas atteint ses objectifs. La peur des représailles et la peur de perdre la nationalité française en échange de la nationalité algérienne en auront encouragé beaucoup à partir.

Concernant cette période historique, nous nous attarderons à deux aspects qui sont particulièrement intéressants dans le cadre de cette étude. D'abord, nous analyserons les politiques et les rhétoriques contenues dans le *Plan de Constantine* et le *Plan d'amélioration de l'habitat rural*, qui auront été les dernières tentatives et les dernières politiques en matière d'urbanisme et d'habitat mise sur pied par

l'Administration coloniale. Cette analyse nous permettra de comparer ces politiques avec celles mises sur pied par les gouvernements issus de l'indépendance. Ensuite, nous tenterons de voir comment la guerre, surtout par le regroupement forcé de populations rurales, aura transformé et introduit des mutations au sein de la société algérienne.

6.1 Rhétoriques utilisées par l'Administration française dans le Plan de Constantine

Nous utiliserons ici deux conférences qui furent prononcées quelques semaines après celle de Paul Delouvrier à propos du Plan de Constantine, que je n'ai malheureusement pas sous la main. La première, celle de M. Saigot (Directeur des travaux publics), s'ouvre par l'affirmation que la question de l'habitat est une préoccupation majeure de l'Administration, qui travaille pour *favoriser les populations les plus modestes et les plus déshéritées*. Le secteur de la construction est au centre même du Plan de Constantine (Plan quinquennal visant à relancer l'économie). Il cite Delouvrier qui avait affirmé que :

L'Habitat est une des pierres angulaires du Plan, car le Bâtiment permet de distribuer des salaires qui seront dépensés au profit des industries de consommations. [...] Pierre angulaire encore, car l'industrialisation du pays ne se réalisera que si [...] les habitudes de consommation des populations sont profondément modifiées et s'orientent notamment vers tous les objets manufacturés que la possession d'un logement moderne incite à acquérir⁵¹

Par le programme d'amélioration de l'habitat, les objectifs recherchés sont de créer plus de 400 000 emplois en cinq ans et loger un million de personnes dans le secteur moderne. Plus encore, la politique de l'habitat est un « facteur d'évolution sociale enfin, et de première importance, car le logement moderne et sain est la condition indispensable d'une *transformation humaine orientée vers la condition féminine*⁵² et le rapprochement des communautés et par conséquent une stabilité sociale

⁵¹ SAIGOT, M. *L'Habitat*, conférence de presse prononcée par le Directeur des travaux publics de la délégation générale du gouvernement en Algérie, Alger, 16 février 1960, pages 5 et 6.

⁵² J'ai rajouté l'italique, nous verrons plus loin pourquoi cette affirmation est particulièrement absurde.

et politique »⁵³. Le conférencier enchaîne avec le bilan positif déjà atteint : 21 600 logements furent construits en 1959, 28 900 sont financés pour 1960 et la construction de logements modernes serait entre 48 et 67 000 logements en 1963. Le Plan quinquennal prévoit la construction d'entre 220 000 et 350 000 logements en cinq ans pour 1963⁵⁴, ce qui permettrait d'atteindre l'objectif de loger un million de personnes. Il insiste aussi sur le caractère social du logement moderne : plus de 80 % des logements modernes sont destinés aux plus pauvres. Les constructions modernes sont de trois différents types : les logements « semi-urbains » (3 pièces, 33 m² de surface, au coût de 7000 nouveaux francs) représentant 30 % des nouveaux logements, les logements « million » (3 pièces, 41 m² de surface, au coût de 1 million d'anciens francs), qui en représentent 33 % et les logements de type H.L.M. (3 pièces, 51 m² de surface, 20 à 30 000 nouveaux francs), environ 30 %. Cependant, il affirme que 13 % des nouveaux logements étant dans les faits destinés à la classe moyenne, il reste 80 % des logements modernes destinés aux plus démunis⁵⁵. Une nouvelle législation permettant un recours au crédit bancaire plus avantageux devrait aussi permettre de laisser la construction des logements destinés aux plus favorisés au secteur privé, ce qui permettrait de canaliser les fonds publics vers le logement social. Il affirme finalement la volonté de son administration de réagir contre l'afflux de populations dans les grands centres, phénomène, selon lui, expliqué par l'insécurité des campagnes et l'espoir que suscite l'industrialisation. Après avoir tracé un bilan si positif, l'auteur poursuit en identifiant les endroits où les efforts devront se concentrer. D'abord, adopter une nouvelle législation, développer un plan d'urbanisme rationnel, freiner la spéculation, lutter contre l'apparition de bidonvilles en milieu urbain, améliorer les installations des bidonvilles impossibles à supprimer, rénover les vieux quartiers et freiner l'afflux vers les grandes villes en créant des zones industrielles intermédiaires. Bref, l'expansion de la construction de logements modernes :

[...] est mise au service de préoccupations sociales et économiques. Elle se fixe comme but, en améliorant l'habitat des classes les plus modestes, en assurant le développement économique des départements les plus pauvres, en

⁵³ Ibid. page 6.

⁵⁴ Ibid. pages 6 et 7.

⁵⁵ Ibid. page 10.

créant de nouveaux emplois et en accélérant l'évolution des familles de favoriser le rapprochement des communautés et de participer puissamment à la modernisation du pays. [...] la profonde révolution économique, sociale et humaine [est] en cours de réalisation.⁵⁶

La deuxième conférence, celle prononcée par M. Gas, la semaine suivante, est encore plus intéressante. Le Commissaire à la reconstruction et à l'habitat rural y expose son mandat, qui se divise en deux volets : d'abord la reconstruction des régions sinistrées par séismes et l'application de la politique d'amélioration de l'habitat traditionnel des populations rurales. Certains séismes auraient provoqué ces années-là la destruction de dizaines de milliers d'habitations, ainsi que fait des milliers de blessés et plusieurs centaines de morts. L'organisme qu'il dirige aurait été créé pour reconstruire ce qui a alors déjà été détruit, entre autres, dans le Chélif. Notons qu'il mentionne que le choix effectué par l'Administration de l'emplacement des nouveaux villages n'est pas en cause puisque : « tout le territoire algérien étant exposé aux séismes »⁵⁷, un emplacement ou un autre revient au même. Mais nous désirons plutôt porter attention à la seconde partie de sa conférence. Il y affirme que le *Plan d'amélioration de l'habitat rural* est nécessaire, car les campagnes algériennes souffrent de nombreux problèmes freinant la marche vers la modernité de ce pays. C'est, selon lui, le type d'habitation traditionnel (qu'il nomme le gourbi) des musulmans qui pose problème. Les deux tiers de la population algérienne habitent les campagnes et la majorité d'entre eux (5 millions de personnes) vivent dans des gourbis « dont les conditions d'habitat rudimentaire constituent un anachronisme »⁵⁸. Les autres problèmes qu'il pointe du doigt sont la dispersion de la population sur un très grand territoire, l'ignorance de l'art de construire et le manque de notions précises en matière d'installations domestiques. Ce type d'habitat est dangereux, ce qui explique l'ampleur des dégâts causés par les séismes, ils sont « anarchiquement installés [...], implantés le plus souvent sans droit ni titre sur un terrain appartenant à autrui »⁵⁹. Ce retard en

⁵⁶ Ibid. pages 15 et 17.

⁵⁷ GAS, Louis. *Reconstruction et habitat*, conférence de presse prononcée par le Commissaire à la reconstruction et à l'habitat rural de la délégation générale du gouvernement en Algérie, Alger, 23 février 1960, page 27.

⁵⁸ Ibid. page 11.

⁵⁹ Ibid. page 11.

termes d'habitat a, selon lui, pour conséquences : l'instabilité des populations, l'absence de constructions durables, la dégénérescence de l'enfant et l'asservissement de la famille. Les causes de cette situation, selon lui, sont : l'absence de revenus suffisants pour investir, la dissémination et l'archaïsme des zones rurales, la nature traditionnellement semi-nomade de ce peuple, la méconnaissance des règles de la construction (rationnelle) et le manque d'industries produisant des matériaux de construction. Le Plan d'amélioration de l'habitat rural est la solution, pour s'attaquer à ce « fléau », qu'applique l'Administration française. Ce plan a pour but d'atteindre deux objectifs : « les émanciper d'abord en les aidant à s'adapter progressivement à des conditions de vie familiale plus modernes, faciliter ensuite leur fixation au sol en mettant, sur place, à leur disposition, des moyens de satisfaire leurs aspirations à un mieux-être matériel »⁶⁰. L'objectif principal est donc de convaincre les intéressés à détruire volontairement leurs gourbis et leur fournir les moyens d'apprendre à construire des habitations modernes pour éviter qu'ils y reviennent (nous verrons avec Bourdieu, Sayad et Rocard que la réalité fut tout autre). Pour les *encourager*, l'Administration octroie aux chefs de famille des subventions et prêts sous forme de matériaux de construction et la possibilité d'accéder, éventuellement, à la propriété. Ils avaient comme objectif de tenter de créer *mille nouveaux villages*, composés de 50 à 100 familles enfin regroupées dans des agglomérations saines se substituant « au cloaque et à l'anarchie des foyers clairsemés sur des territoires considérables »⁶¹. Ces nouvelles habitations seront construites avec l'aide des chefs de chantiers et leurs équipes, sous les ordres de l'Administration et des autorités militaires. Ils devront construire les nouvelles habitations selon des plans types précis, uniformes pour toute la région concernée. La sédentarisation et la relance économique entraînées par les salaires octroyés aux ouvriers seraient donc déjà sur la bonne voie. Ce plan d'amélioration rurale serait déjà généralisé à l'ensemble des régions algériennes et les interventions en zones rurales de l'Administration ayant déjà gagné en efficacité, au moment où le discours était prononcé. Il le termine en insistant ironiquement avec l'affirmation que les dispositions contenues dans ce plan d'amélioration sont fondées

⁶⁰ Ibid. page 14.

⁶¹ Ibid. page 15.

sur « des principes solidement ancrés dans le réel, des principes souples et adaptables aux spécificités locales »⁶². Après avoir tracé le bilan positif des résultats matériels obtenus, 28 000 des 110 000 nouvelles habitations en milieu rural prévues par le Plan de Constantine sont déjà réalisées, il note l'importance des résultats immatériels aussi obtenus « que constituent les chances et les moyens de promotion humaine et sociale ainsi offerts aux plus déshérités du pays »⁶³.

J'ai voulu donner un aperçu général de ces conférences avant de poursuivre, pour que l'on puisse observer la distance entre la rhétorique fournie par l'Administration française pour se justifier et la réalité qu'ont observée à la fois Bourdieu et Sayad (anthropologues et sociologues) y ayant alors réalisé une longue étude de terrain et celle décrite par Michel Rocard, dans son rapport sur les camps de regroupement, alors qu'il était fonctionnaire au service de cette administration. Il est à noter que le rapport confidentiel réalisé par Rocard était destiné et a été remis, le 17 février 1959⁶⁴, à Paul Delouvrier lui-même. Le rapport fut rendu public le 16 avril 1959, contre la volonté de l'auteur, grâce à une fuite attribuée à Joseph Rovin, alors conseiller politique du ministre de la Justice de l'époque, Edmont Michelet⁶⁵. La conférence de presse prononcée par Paul Delouvrier, que mentionne Saigot, eut lieu le 4 novembre 1959, donc 9 mois après qu'il eu reçu le rapport. Les deux conférences qui viennent d'être résumées ont eu lieu en février 1960, donc plus d'un an après la remise du rapport et dix mois après le scandale provoqué par la fuite qui a alors éclaté. Il est donc impossible que ces trois administrateurs ne fussent pas parfaitement au courant de ce qui se passait réellement dans les camps de regroupement. Durant 1959, des mobilisations s'opposant à ces camps eurent lieu en France et la question fut discutée devant l'ONU et la responsabilité de l'État français y fut mise en cause. Pourtant, l'État a continué à espérer une solution militaire à ce conflit, dans laquelle la soumission des populations par le regroupement était une stratégie militaire majeure. Les camps de regroupement ont donc continué à se multiplier après cette période, ce qui a nécessité

⁶² Ibid. page 17.

⁶³ Ibid. page 19.

⁶⁴ ROCARD, Michel. *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie*, Mille et une nuits, Paris, 2003, page 13.

l'élaboration d'une rhétorique pour venir justifier cette situation, pour la faire passer comme une œuvre philanthropique d'aide et d'éducation visant l'évolution sociale d'un peuple aux mentalités considérées irrationnelles et archaïques. Les regroupements n'ont commencé qu'à la fin de 1961, alors que les autorités françaises, réalisant l'évidence que la négociation et le retrait de l'Algérie devenaient inévitables, ne voyaient plus d'intérêts à y investir financièrement. Rappelons aussi, avant de poursuivre, que le gouvernement français n'a reconnu officiellement qu'en 1999 qu'il y a bien eut une guerre en Algérie, ils ont donc considéré ce qui s'est passé durant cette période comme des « événements » ou des « opérations effectuées en Afrique du Nord »⁶⁶. On est donc encore bien loin de la reconnaissance de l'ampleur des catastrophes que leur inconscience a causées et de la reconnaissance des conséquences qui s'en répercutent jusqu'à nos jours.

6.2 Les déplacements forcés en milieu rural vers les camps de regroupement et l'exode vers les grandes villes

Michel Rocard n'avait pas l'intention de rendre ce rapport public. Il avait plutôt l'intention d'attirer l'attention de l'Administration sur la situation réelle au sein de ces camps et d'encourager les autorités civiles à s'y intéresser, à un moment où les autorités militaires y exerçaient une domination totale⁶⁷. Il y évalue qu'au moment de l'enquête (1958), il y avait déjà plus d'un million de regroupés. Le choix de l'emplacement était toujours déterminé par des préoccupations stratégiques et militaires et parfois, mais rarement, l'emplacement pouvait varier d'un kilomètre ou deux selon des impératifs de viabilité économique. Il y déplore la détresse matérielle et la dépendance totale que subissent les regroupés envers les autorités (S.A.S.). L'existence de nombreux camps de regroupement n'était même pas connue par l'administration civile : « l'existence

⁶⁵ Ibid. page 324.

⁶⁶ Ibid. page 240.

d'un regroupement n'est ensuite rendue officielle sur le plan administratif que dans la mesure où les responsables directs, officiers SAS, et commandant de sous-quartiers, ont besoin de crédits pour le faire vivre et l'améliorer»⁶⁸. Les premiers camps de regroupement sont apparus en 1955, une première accélération du processus est survenue en 1957 et 1958 fut le début de l'application massive de la méthode. On y retrouve peu d'hommes adultes, surtout des femmes et des enfants, les enfants de moins de 15 ans représentant généralement plus de la moitié des regroupés (il note un cas extrême où il y a 900 enfants sur 1200 personnes, donc le 3/4). Enfin, tous les déplacements ont provoqué l'amputation partielle ou totale des moyens d'existence des populations concernées. Les regroupements sont toujours situés à proximité d'un poste militaire et sont généralement entourés de barbelés et tours de guet. Il explore ensuite dans quelles conditions sont relogés les déplacés. La majorité des nouvelles habitations, en 1958, étaient fabriquées dans les mêmes matériaux que les maisons qu'ils venaient de quitter, mais plus petites et sans dépendances pour le bétail. Certaines habitations étaient fabriquées avec des matériaux modernes, mais avec des conséquences parfois douteuses.

L'habitat traditionnel répondait à des besoins qui ne sont pas disparus avec le regroupement, et auxquels l'habitat nouveau ne répondait plus : il n'est pas certain qu'un sol en ciment soit préférable à la terre battue pour des plantes de pieds nus et des hommes qui couchent à même le sol. [...] Le toit de tôle est, par contre, une erreur à ne pas renouveler : impossible à bien fixer, il est enlevé par le vent; il est sonore sous la pluie, chaud l'été et froid l'hiver [sic.].⁶⁹

Pour les populations nomades regroupées, environ 150 000 personnes, la situation est encore plus difficile. La sédentarisation les a forcées à se départir de leurs troupeaux, leur principal moyen d'existence. La vie nomade sous les tentes devenait confortable grâce à la possession de nombreuses couvertures. Troupeaux et couvertures durent être vendus, évidemment à prix très faible, pour assurer la subsistance quotidienne dans les camps. La configuration et le rapprochement des maisons dans les

⁶⁷ Ibid. page 103. En fait, le général Salan a cumulé les pouvoirs militaires et civils (donc relevant de l'armée) jusqu'en décembre 1958, lorsque Delouvrier fut nommé pour y restaurer l'administration civile et que le général Challe fut placé à la tête de l'armée.

⁶⁸ Ibid. page 110.

⁶⁹ Ibid. page 124.

camps ont rendu difficile aussi le petit élevage familial, source de revenus et d'une alimentation équilibrée. La sous-alimentation chronique qui en résulte et les conditions sanitaires déplorables entraînent une hausse de la mortalité infantile. « Une loi empirique a été constatée : lorsqu'un regroupement atteint 1000 personnes, il y meurt un enfant à tous les deux jours »⁷⁰. La situation aurait été moins difficile dans le département d'Alger, mais valable pour tout le reste de l'Algérie, ce qui signifie qu'il devait y avoir environ 500 enfants qui mourraient tous les jours dans les camps de regroupement. La situation varie cependant d'un endroit à l'autre : selon la proximité d'affrontements ou non, selon la distance à laquelle le camp est situé du territoire dont ils furent chassés et selon l'activité économique qu'ils accomplissaient au moment du regroupement. Ceux qui étaient salariés, surtout des ouvriers agricoles, ont parfois pu continuer à travailler et y obtenir un salaire (l'auteur évalue leur proportion à 5 ou 6 % de chefs de famille). La situation des paysans est plus variable. Dans 10 à 15 % des villages, la proximité des terres et l'absence de combats imminents ont permis une poursuite des activités agricoles presque normale. Mais même dans ce cas, l'élevage traditionnel est généralement disloqué. Parfois, les autorités militaires interdisent carrément tout élevage, dans les autres cas, la nouvelle disposition de l'environnement entraîne la disparition d'au moins la moitié du troupeau :

Sur les terres pauvres d'Algérie, l'isolement des *mechtas* n'est pas sans raison [sic.]; l'une d'entre elles est de permettre au petit troupeau familial de trouver sa subsistance sur le terrain situé au voisinage immédiat de la *mechta*. Lorsqu'un nombre important de familles sont regroupées, c'est un terrain collectif qui doit nourrir tout ce petit bétail.⁷¹

Dans la plupart des cas cependant, les fellahs regroupés provenaient des *zones interdites* et n'avaient plus accès à leurs terres ou ne pouvaient si rendre qu'un jour ou deux par semaine, selon le bon vouloir des autorités militaires. Toutes ces contraintes ont rendu la pratique de l'agriculture traditionnelle particulièrement difficile et causé la quasi-disparition de l'élevage, détruisant ainsi l'équilibre sur lequel reposait l'économie algérienne. La disparition de l'élevage, surtout, a eu de graves conséquences : « elle

⁷⁰ Ibid. page 126.

⁷¹ Ibid. page 129.

implique que le lait, les œufs, la viande sont pratiquement exclus du régime alimentaire des regroupés »⁷². Ayant épuisé toutes leurs ressources, liquidé tous leurs biens et leurs troupeaux, le conflit perdurant à travers le temps, un nombre grandissant de familles n'eut plus aucun moyen d'assurer quotidiennement leur subsistance. La force de leurs bras devenant leur unique ressource, la recherche d'un travail salarié presque inexistant et la dépendance totale envers l'assistance devinrent le lot d'une population déracinée. L'auteur évalue à environ 200 000 personnes qui, en 1958, n'avaient plus d'autres ressources que l'assistance et la recherche quotidienne d'un travail. C'est en leur dignité même que les fellahs se trouvent attaqués. L'assistance se limite généralement à la distribution d'une quantité uniforme de nourriture. Dans un village cité en exemple, la ration était de onze kilos d'orge par adulte et par mois, le nombre d'enfants à charge n'étant pas pris en compte. Il déplore surtout le manque de régularité de ces prestations, dépendant de la bonne volonté des officiers responsables. « Dans un Centre visité, les distributions, seules ressources du tiers des regroupés, ont mystérieusement cessé depuis un mois et demi »⁷³. L'effort principal de la part de l'Administration fut l'implantation des chantiers de chômage, qui a permis de distribuer des salaires à une partie des regroupés. L'auteur ne considère cependant pas qu'il s'agisse d'une solution à long terme et lance un sérieux avertissement destiné à l'administration civile à laquelle il est employé.

Si d'autres ressources ne sont pas apparues d'ici l'été, cette situation entraînera des conséquences humaines d'une extrême gravité, à moins que la puissance publique n'augmente son effort financier, acceptant ainsi l'idée que les populations regroupées relèvent pour plus de 50 % de diverses formes d'assistance. La situation alimentaire est donc préoccupante dans la quasi-totalité des centres de regroupements. Des moyens d'existence doivent être à tout prix fournis à ces populations pour éviter que l'expérience ne se termine en catastrophe.⁷⁴

Ayant pris connaissance de cette description et de cette mise en garde provenant d'un de leurs fonctionnaires dès février 1959, il est dans un premier temps dur à

⁷² Ibid. page 131.

⁷³ Ibid. page 133. On verra, plus loin, que l'octroi de cette assistance dépendait souvent de l'attitude et des comportements des individus au sein du camp de regroupement.

⁷⁴ Ibid. page 135.

comprendre pourquoi la réaction de l'administration civile fut d'accélérer le processus et de l'étendre à toute l'Algérie. La situation telle qu'elle vient d'être décrite était celle de 1958, alors qu'il y avait environ un million de réfugiés. Au moment où les conférences de M.Delouvrier, M. Saigot et M.Gas furent prononcées, en 1960, le nombre de ces regroupements et leur importance numérique s'étaient multipliés, le nombre de regroupés ayant dépassé les deux millions. Il est alors étonnant de constater comment on a pu oser décrire cette opération stratégique militaire comme une œuvre philanthropique visant la promotion humaine et sociale des plus démunis. Pourquoi ont-ils persisté dans cette direction, choisi d'accélérer un processus qu'ils savaient potentiellement humainement catastrophique? Peut-être parce qu'ils considéraient que l'expansion du contrôle des populations était leur dernier espoir pour obtenir une solution militaire à ce conflit. Ce furent les soubresauts d'une entreprise coloniale agonisante. Voyant qu'ils perdaient la maîtrise de la situation, ils choisirent tout de même de mener à bout une stratégie n'atteignant pas les objectifs qu'ils espéraient. Cette décision et la généralisation de l'application du Plan d'amélioration de l'habitat rural qui en a résulté furent lourdes de conséquences économiques et sociales, autant pour la suite de l'évolution sociale algérienne, que celle de la France.

L'auteur conclut son rapport en insistant sur les causes de l'ampleur de la catastrophe en cours de route et énonce une série de solutions à envisager pour atténuer la situation. D'abord octroyer des terres cultivables par tous les moyens aux regroupés (incluant l'expropriation et la réquisition), que l'organisation de l'économie ne soit plus entre les mains des autorités militaires, incompetentes pour l'organisation de l'agriculture, et ce, par la création de coopératives de regroupés. Ces coopératives pourraient être chargées d'organiser l'exploitation commune des terres et faire le relai avec l'administration civile, le tout dans le but d'organiser un ordre économique viable et dans une perspective d'un éventuel retour à la paix. Notons qu'il considérait nécessaire que les responsables de telles coopératives soient dans un premier temps désignés par les autorités civiles françaises, sous le couvert d'élections fictives⁷⁵. L'auteur ne semble donc pas considérer que c'est l'existence même des camps de

⁷⁵ Ibid. page 151.

regroupement qui pose problème, mais plutôt les conditions matérielles dans laquelle se retrouvent les regroupés, considérant que l'objectif de pacification avait rendu nécessaire ces déplacements. Les solutions qu'il propose se limitent donc à tenter d'améliorer les conditions matérielles au sein de ces camps. Nous verrons cependant qu'au-delà de l'urgence humanitaire, un processus beaucoup plus large de transformations sociales et culturelles était déclenché. Ce processus a rapidement échappé à la maîtrise des autorités françaises. C'est ce processus de transformations culturelles, que le déplacement forcé a provoqué, que nous allons maintenant aborder, en explorant ce qui en ressort de l'analyse qu'en ont faite Bourdieu et Sayad.

L'introduction à l'ouvrage en question est plutôt éloquente. « De tous les bouleversements que la société rurale algérienne a subis entre 1955 et 1962, ceux qui ont été déterminés par les regroupements de populations sont, sans aucun doute, les plus profonds et les plus chargés de conséquences à long terme »⁷⁶. Ils notent deux différentes phases à ce processus de déplacement de populations. Durant la première phase, celle s'étendant de 1954 à 1957, l'instauration des *zones interdites* par les militaires les a poussés à tout simplement chasser les paysans de leurs villages et ce n'est qu'à la fin de 1957 que les déplacements et « la politique de regroupement prit une forme méthodique et systématique »⁷⁷.

Les populations rurales ont cependant résisté longtemps, de nombreuses personnes fuyant les camps de regroupement, bravant la mort violente et accomplissant d'immenses trajets pour retourner sur leur terre, même si tout y était détruit. C'est à partir de 1958 que la deuxième phase fut entamée par les militaires et que fut organisée l'implantation de ces populations dans un nouvel habitat. Dénonçant l'ampleur des misères matérielles et la dépendance totale de bon nombre de regroupés envers les S.A.S, ils notent ensuite que :

⁷⁶ BOURDIEU, P. et Sayad, A. *Le déracinement : la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Éditions de Minuit, Paris, 1964, page 11.

⁷⁷ Ibid.

Aussi sous la pression de la situation qu'elle avait elle-même créée, l'armée dut se préoccuper de prendre en charge effectivement des gens que, jusque-là, elle entendait seulement neutraliser et contrôler; on commença alors à desserrer et à dégrouper. [...] en 1960, le nombre des Algériens regroupés atteignait 2 157 000, soit un quart de la population. Si, outre les regroupements, on prend en compte l'exode vers les villes, on peut estimer à trois millions au moins, c'est-à-dire la moitié de la population rurale, le nombre des individus qui, en 1960, se trouvaient hors de leur résidence coutumière. Ce déplacement de population est parmi les plus brutaux qu'ait connus l'Histoire.⁷⁸

Mais au-delà de l'aspect immédiat du problème, on doit se remettre en perspective que la crise de l'habitat, résultat de la politique de regroupement, est l'aboutissement d'un contexte historique plus large, c'est-à-dire celui du colonialisme français qui a perduré 130 ans et de la généralisation des échanges monétaires qui en a résulté. Ils considèrent même que le contexte de la guerre a pu servir de prétexte pour achever la politique coloniale. Au sein de cette politique coloniale, le regroupement était déjà inscrit depuis longtemps comme stratégie pour obtenir la pacification de la population algérienne. Depuis la seconde moitié du 19^e siècle, les nouvelles législations foncières étaient décrétées avec objectifs explicites de désorganiser le système social organisé en tribus et en clans, sur lequel reposait l'économie traditionnelle, considéré comme obstacle majeur à la pacification. L'introduction de la propriété individuelle de la terre aurait eu pour conséquences de concentrer les terres (et les meilleures⁷⁹) entre les mains des colons français, par l'instauration de cadres juridiques incompréhensibles aux populations locales, ainsi qu'entraîné la dépossession territoriale des Algériens, dont le système reposait sur le principe de propriété indivise clanique ou tribale. La dépossession foncière, la haute pression démographique et l'introduction de l'économie de marché ont eu pour conséquence l'apparition de nouveaux phénomènes : la baisse de la quantité moyenne de terres par famille, l'abandon forcé de la jachère qui en résulte (pouvant aggraver les problèmes d'érosion), l'apparition du phénomène de paysans sans terre et la hausse du nombre de familles dépendant du travail salarié agricole ou de l'émigration. C'est la nécessité qui a provoqué la disparition de l'équilibre et de la

⁷⁸ Ibid. page 13.

⁷⁹ Les colons français s'étaient approprié environ 1/6 des terres cultivables d'Algérie, dont les meilleures. Ils y ont implanté des exploitations agricoles commerciales (notamment des vignobles) introduisant la marchandisation des produits agricoles. Ils profitèrent grandement de l'afflux de main-d'œuvre à bon marché que constituaient les petits propriétaires dépossédés.

prévoyance traditionnelle, ainsi que dirigé l'activité agricole vers la seule satisfaction des besoins immédiats, le plus rapidement possible. « L'imprévoyance forcée est l'expression d'une défiance totale en l'avenir qui condamne à l'abandon fataliste »⁸⁰.

L'exode rural et la migration vers les grandes villes algériennes et françaises auraient été déterminés par la nécessité et la misère (plus que l'espoir que suscite l'industrialisation) et auraient d'abord eu pour fonction de permettre à la communauté paysanne traditionnelle de se donner les moyens de perdurer. La guerre et la multiplication des camps de regroupement furent l'occasion de tenter d'achever ce que la politique coloniale avait entamé et tentait d'accomplir : « en achevant de détruire un équilibre économique précaire, en brisant les rythmes temporels et spatiaux qui étaient la charpente de toute l'existence sociale, en émiettant les unités sociales traditionnelles, les regroupements ont accéléré l'exode vers les villes d'individus qui n'avaient plus rien à perdre »⁸¹. La paupérisation progressive des masses rurales, processus enclenché progressivement depuis le début de la colonisation, s'est alors gravement accélérée. Elle a conduit à une dépaysement progressive et une urbanisation rapide et sauvage, dont les conséquences sont loin d'être disparues. C'est dans ce contexte que les interventions culturelles françaises se déroulaient, dont le Plan d'amélioration de l'habitat rural était un des instruments importants. La présentation des politiques coloniales comme étant des œuvres humanitaires et orientées vers le progrès social n'était pas une donnée nouvelle : « l'action humanitaire restait objectivement une arme de guerre, orientée vers le contrôle des populations »⁸². Au-delà des prétentions humanitaires, l'intervention des Français fut déterminée par la volonté de détruire un équilibre économique traditionnel et les croyances et valeurs qui y étaient associées. Le regroupement des populations était un moyen utilisé pour arriver à une fin, pacifier une population et lui imposer un nouvel ordre économique, colonial :

Hommes politiques et responsables administratifs ou militaires ne peuvent concevoir générosité plus grande que d'accorder aux Algériens le droit d'être ce qu'ils doivent être, donc à l'image de l'Européen, ce qui revient à nier ce

⁸⁰ Ibid. page 19.

⁸¹ Ibid. page 21.

⁸² Ibid. page 25.

qu'ils sont en fait, dans leur originalité d'hommes particuliers, participant à une culture particulière.⁸³

Dans cette optique, les actions réalisées dans les camps de regroupement peuvent être distinguées en deux séries d'attitudes et d'idéologies complémentaires. La première, surtout menée par les autorités militaires, visait ouvertement à contrôler les populations dans le but de les pacifier et modifier leurs comportements. « Certains théoriciens de l'action psychologique sont allés plus loin encore, voyant dans la *déstructuration* systématique et provoquée, le moyen de briser les résistances »⁸⁴. L'autre attitude, plus caractéristique des officiers S.A.S., était de présenter ces actions comme si elles visaient l'émancipation et l'évolution sociale des populations concernées. On croirait, en lisant ces lignes, que les officiers français ont voulu répéter l'exploit réalisé par Napoléon en Égypte au début du 19^e siècle : celle de transformer une défaite militaire imminente en victoire culturelle, en déclenchant une série de processus irréversibles forcés visant la *déculturation* d'un peuple colonisé pour permettre leur assimilation aux valeurs et aux modalités de comportement françaises. Il est d'ailleurs intéressant de noter que l'intensification d'une telle politique est survenue au moment même où les Français, les Britanniques et les Israéliens venaient de subir une défaite lors de l'intervention tripartite contre l'Égypte, en réaction à la nationalisation du canal de Suez (1956). L'Algérie fut la terre où les politiques coloniales furent appliquées de la manière la plus brutale, car les autorités militaires ont continué à croire d'une manière désespérée en la survivance d'un système colonial en faillite. Ces passages de la description qu'en font Bourdieu et Sayad sont trop intéressants pour être passés sous silence :

Bien que l'initiative fut laissée, dans la plupart des cas, à des autorités subalternes, les villages de regroupement se ressemblent tous pour l'essentiel, parce qu'ils sont nés moins de l'obéissance à une doctrine explicite ou implicite que de l'application de modèles inconscients, ceux qui ont dominé, un siècle plus tôt, l'établissement des villages de colonisations. L'Algérie a été le terrain d'expériences sur lequel l'esprit militaire, comme dans un test projectif, a plaqué ses structures. [...]. À la façon du colonisateur romain, les officiers chargés d'organiser les nouvelles collectivités, commencent par

⁸³ Ibid.

⁸⁴ Ibid. page 24.

discipliner l'espace comme si, à travers lui, ils espéraient discipliner les hommes. Tout est placé sous le signe de l'uniforme et de l'alignement : construites selon des normes imposées et des emplacements imposés [...]. Par une ignorance délibérée ou inconsciente des réalités sociales, les autorités locales imposent le plus souvent aux regroupés un ordre absolument étranger, ordre pour lequel ils ne sont pas faits et qui n'est pas fait pour eux. Animés par le sentiment d'accomplir un grand dessein, à savoir de « faire évoluer les masses », exaltés par la passion d'ordonner et de créer [...], les officiers appliquent sans nuances des schémas inconscients d'organisation qui pourraient appartenir à l'essence de toute entreprise de domination totale et systématique. Tout se passe comme si le colonisateur retrouvait d'instinct la loi ethnologique qui veut que la réorganisation de l'habitat, projection symbolique des structures les plus fondamentales de la culture, entraîne une transformation généralisée du système culturel.⁸⁵

J'ai cru utile de reproduire ici ces passages, car je crois qu'ils expriment merveilleusement bien la distance observable entre une réalité objective et la rhétorique utilisée par l'administration civile pour justifier leurs politiques coloniales. Ils permettent en outre de montrer comment les objectifs et moyens utilisés pour y arriver sont les mêmes que ceux que l'on peut retrouver au sein des autres institutions totalitaires⁸⁶, c'est-à-dire la mortification et l'homogénéisation d'attitudes, de comportements, bref de personnalités jugées pathologiques.

Aliénés eux-mêmes par la croyance en la supériorité de la culture et des valeurs occidentales et la croyance en une évolution sociale nécessairement orientée vers l'adoption des modèles économiques occidentaux, c'est la réponse apportée par les fonctionnaires français, l'intervention elle-même qui pose problème, par une lecture volontairement ou inconsciemment incohérente de la réalité sociale : « la politique de regroupement, réponse pathologique à la crise mortelle du système colonial, fait éclater au grand jour l'intention pathologique qui habite le système colonial »⁸⁷. On peut considérer certains aspects de la politique coloniale, accélérée par le regroupement forcé des populations rurales, comme une première tentative *d'interventions culturelles de masse visant la mortification de la personnalité de tout un peuple, c'est-à-dire une*

⁸⁵ Ibid. page 25 et 26.

⁸⁶ Voir GOFFMAN, Erving. *Asiles, études de la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, Éditions de Minuit, Paris, 1968, pages 55 à 119.

⁸⁷ BOURDIEU, P. et Sayad, A. *Le déracinement : la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Éditions de Minuit, Paris, 1964, page 27.

tentative de mortification de leurs schèmes culturels. Voyons maintenant quelles en furent les conséquences : les transformations et mutations économiques, sociales et culturelles qui en ont résulté.

L'application du Plan d'amélioration fut une tentative d'agir dans le sens de l'homogénéisation de la société algérienne, alors que les politiques coloniales avaient, au contraire, paradoxalement redoublé les différences ethniques et culturelles, en exacerbant les différences régionales, par l'exposition à des degrés différents d'influence coloniale. Les colons français s'établirent sur les terres les plus productives, les populations résidant dans les régions où elles se trouvaient étaient donc plus exposées à l'influence coloniale que les régions plus montagneuses ou désertiques. Dans le premier cas, la destruction des bases économiques et des cultures traditionnelles fut plus profonde, c'est-à-dire que l'on y retrouve un processus de *déaculturation*. Dans d'autres régions, moins exposées à l'influence coloniale, les bases de l'économie ont pu se maintenir, au prix d'adaptations au contexte colonial, par exemple l'émigration temporaire vers les grandes villes de France et d'Algérie. On peut alors parler d'une simple *acculturation*. La généralisation de l'économie de marché et des échanges monétaires, la sédentarisation et l'individualisation de la propriété avaient cependant partout encouragé l'individualisme économique et l'apparition de l'esprit de calcul. L'influence coloniale a donc généré une série de changements culturels se produisant progressivement et à des rythmes différents selon les régions. La période de la guerre fut l'occasion d'accélérer le processus et une tentative d'en contrôler la direction.

L'effet spécifique de l'interventionnisme colonial consiste précisément en cette *accélération pathologique* du changement culturel : en mettant sans cesse la société dominée devant le fait accompli, en faisant à sa place les choix les plus fondamentaux, la politique coloniale, dont l'entreprise de regroupement représente l'expression la plus incohérente à force de cohérence, a empêché ce dialogue entre la permanence et l'altération, entre l'assimilation et l'adaptation, qui fait la vie même d'une société.⁸⁸

⁸⁸ Ibid. page 35.

Il y eut d'abord la prise de conscience progressive que l'agriculture traditionnelle rapportait peu et la recherche d'emplois permanents dans le secteur non agricole, très valorisé, fut la solution perçue pour atteindre un plus grand bien-être et une plus grande sécurité matérielle. Les emplois offerts par les colons ou l'Administration française ont contribué à modifier les comportements économiques. L'expansion du salariat a fait naître chez une part de la population une série d'attitudes, d'aptitudes et d'aspirations, après avoir fait l'expérience d'un rapport de production basé sur la relation entre une quantité de travail et un revenu en monnaie. Les activités agricoles sont donc apparues comme demandant trop d'efforts pour le revenu qu'ils procurent, alors qu'auparavant, la mise en valeur de la terre familiale était une question d'honneur collectif. Il en est résulté une réinterprétation des rôles familiaux. Au moment où les populations furent regroupées, les individus qui avaient déjà acquis une expérience au sein du monde du travail salarié ou des relations marchandes se sont trouvés favorisés. Le rôle de chef de famille, par exemple, était auparavant considéré comme une fonction sociale en tant que telle. Avec la généralisation des relations marchandes et du salariat, les anciens rôles sociaux furent dévalorisés et ceux qui les remplissaient finirent par se considérer chômeurs. L'importance et la valorisation au sein de la famille de ceux qui ont la chance d'avoir un emploi ou un revenu permanent et l'habileté à transgresser ou ignorer les règles culturelles traditionnelles devinrent des atouts. L'expansion du salariat a provoqué aussi une certaine *inertie sociale*, c'est-à-dire que la dépendance quotidienne envers la quête d'un emploi salarié, unique moyen de pallier aux besoins immédiats, urgents, a forcé le délaissement d'activités traditionnelles qui, même si peu productives, procuraient une certaine sécurité économique. Notons que les emplois offerts par l'Administration française dans les camps de regroupement étaient distribués par les autorités militaires locales, en fonction des services rendus. Ceux qui acceptaient de collaborer avec les autorités françaises ou qui manifestaient un comportement exemplaire étaient récompensés par l'octroi de privilèges, comme celui de se voir attribuer un emploi dans un chantier de construction. Les emplois salariés furent souvent monopolisés par quelques familles qui s'y enrichirent, ce qui provoqua l'apparition de nouvelles inégalités sociales.

La source principale de revenus provenant maintenant de l'émigration vers les grandes villes, les communautés paysannes durent se plier à considérer l'exode comme une nécessité. C'est d'ailleurs à ce moment que l'on peut voir un changement quant à la nature de cette émigration. Avant la guerre d'indépendance, c'était des hommes seuls qui partaient dans les grandes villes de France ou d'Algérie à la recherche d'un emploi salarié, dans le but de permettre à la communauté paysanne de survivre et dans l'optique de retourner y vivre un jour. Avec la guerre, l'émigration est devenue une fin en soi et les familles, fuyant les campagnes et les camps de regroupement, allèrent rejoindre leurs parents installés ailleurs. Ce changement eut plusieurs conséquences en milieu urbain et de mêmes processus sont apparus dans presque toutes les grandes villes : l'insuffisance de logements abordables et adaptés aux familles nombreuses a forcé les populations migrantes à adopter des solutions de dépannage. Ce fut la phase de l'accélération de l'apparition des bidonvilles (autant en France⁸⁹ qu'en Algérie), comme unique moyen pour pallier à l'insuffisance d'un urbanisme n'ayant pas prévu un tel changement au niveau des habitudes migratoires. On a pu voir ce qu'en a été la réponse, la solution, appliquée par M. Saigot pour résoudre ce problème : construire des logements modernes, adaptés à des populations organisées en familles nucléaires peu nombreuses, qui seront rapidement surpeuplés et bidonvilisés à leurs tours, les populations ciblées ne se voyant pas fournir les moyens nécessaires pour s'adapter à un nouvel habitat qui ne leur est pas adapté. On peut dire que la réponse en France même ne fut pas très différente. Celle offerte par les dirigeants socialistes autoritaires algériens qui, appuyés par l'armée, ont pris la tête du nouvel État naissant non plus. C'est ce dont nous allons discuter dans la section suivante. Mais avant de poursuivre, je voudrais insister sur l'aspect pathologique des interventions culturelles menées par les colonisateurs. Ils ont voulu forcer une modification de l'habitat, par le déplacement et la relocalisation d'importantes masses de personnes, pour tenter de modeler les comportements et les coutumes d'un peuple qu'ils avaient colonisé. Il s'agit de l'inversion d'un processus et d'une logique sociale dont les conséquences commencent seulement à se faire sentir.

⁸⁹ J'ai choisi de ne pas aborder le thème de l'émigration vers la France dans cette étude. Pour plus d'informations, voir SAYAD, Abdelmalek. *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, Autrement, Paris,

Les transformations de l'habitat, normalement liées à des transformations progressives du mode de vie et des normes culturelles, sont ici imposées du dehors, par des autorités obstinées à refuser de reconnaître les modèles et les valeurs qui dominent la vie paysanne et qui s'expriment à travers l'habitat traditionnel [...]. C'est donc la transformation de l'habitat qui précède et détermine les transformations sociologiques et non l'inverse, comme il arrive habituellement. La rigueur pointilleuse avec laquelle on entend interdire la moindre transformation et le moindre aménagement témoigne que l'on entend imposer, par l'organisation de l'habitat, les normes, les valeurs et le style de vie d'une autre civilisation.⁹⁰

Le processus qui a alors été enclenché est irréversible et nous pouvons constater en ce moment, en milieu urbain, les problèmes sociaux qui en découlent. L'intérêt de s'en rendre compte est de réaliser que les politiques occidentales de logement et d'urbanisme sont en crise, que les modèles sur lesquels elles sont fondées sont inadéquats pour s'assurer de leur adaptation aux transformations économiques, sociales et culturelles accélérées qui sont à l'œuvre dans nos pays respectifs. La crise est d'autant plus grande lorsque l'on exporte un modèle déficient et qu'on l'impose à une société ayant des conditions historiques, économiques, sociologiques et culturelles différentes.

J.C. Reverdy avait déjà lancé un sérieux avertissement qui semble être sombré dans l'oubli. Ayant réalisé en 1961, en Algérie, des enquêtes dans des quartiers urbains où furent implantés les logements modernes (dont Saigot vantait la réalisation dans sa conférence), il en trace un portrait plutôt sombre. À Diar-es-Schems, logements de type « million » construits de 1959 à 1962, par exemple, 36 des 42 logements étaient en situation de surpeuplement chronique, quelques mois seulement après l'arrivée des nouveaux habitants, ce qui est particulièrement pénible pour les femmes pouvant difficilement continuer à respecter les normes sociales et culturelles auxquelles elles étaient habituées. Les politiques de logement et d'urbanisme ont ignoré l'étude des contextes et conditions sociologiques particuliers et furent réalisées dans une optique de rentabilité, d'économies financières. Les conséquences risquent cependant d'être inverses aux effets recherchés :

1995, 125 pages.

Stagnation ou baisse de la productivité des travailleurs vivant dans des conditions de plus en plus intolérables [...]; apparition de phénomènes de pathologie sociale provoqués par la déstructuration rapide des groupes familiaux : délinquance juvénile, vagabondage et prostitution, maladies mentales, etc. générateurs de tensions, de troubles et de crises sociales parfois graves. Plus que les membres adultes de la famille, ce seront les jeunes enfants, nés et grandis dans de tels logements qui en seront durablement affectés. *Pour être lointaines, les conséquences de la politique que nous venons d'analyser n'en seront pas moins considérables.* [...] les logements seront depuis longtemps amortis que la *collectivité* continuera de *supporter le coût social* de leur exigüité, de leur surpeuplement, et de leur inadéquation. On ne peut donc prétendre que, dans une optique de développement, la moindre rentabilité économique ou sociale soit obtenue, bien au contraire.⁹¹

Sans explorer à fond la description que fait Bourdieu de l'adaptation des populations rurales en milieu urbain, certaines constations se doivent d'être mentionnées. L'urbanisation de ces populations a fait en sorte que le besoin d'un revenu en argent est de moins en moins facultatif et devient une nécessité vitale pour répondre aux besoins urgents. La rareté et l'irrégularité des emplois salariés disponibles ont rendu nécessaire le recours à l'entraide dans les bidonvilles, par la multiplication des sources de revenus. Les anciens rôles sociaux, notamment ceux remplis par les femmes, furent dévalorisés, car ils n'apportaient pas de revenus monétaires. La relocalisation de ces populations dans les logements modernes, solution apportée par Saigot, n'a pas eu les effets escomptés. Pour un revenu similaire, Bourdieu note que la qualité de vie était généralement meilleure dans les bidonvilles que dans les logements modernes. L'attribution de logements ne comportant qu'une ou deux pièces a forcé une prise de décision difficile : le surpeuplement, pour continuer à partager le prix d'un loyer maintenant beaucoup plus élevé, ou la concentration de toutes les charges financières en un seul salaire, ce qui est loin d'être facile dans un contexte où l'absence d'emplois réguliers et de revenus stables est pratiquement généralisée. La proportion du revenu destinée au loyer était de 44,5 % en moyenne dans les logements modernes,

⁹⁰ BOURDIEU, P. et Sayad, A. *Le déracinement : la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Éditions de Minuit, Paris, 1964, page 153.

⁹¹ REVERDY, Jean Claude. *Habitations nouvelles et urbanisation rapide : conditions écologiques de l'adaptation au logement en Algérie*, Centre africain des sciences humaines appliquées, Aix-en-Provence, France, 1963, page 13 (les italiques furent rajoutées).

alors qu'ils n'étaient que d'environ 10 % dans les bidonvilles⁹², ce qui implique que la part du revenu destinée aux autres besoins essentiels (vêtements, alimentation) est nécessairement réduite. La part réservée au mobilier devient aussi très réduite, les populations relocalisées n'ont pas les moyens de s'adapter harmonieusement à ce nouvel environnement, ce qui contribue à la bidonvilisation rapide des nouveaux logements modernes. En milieu urbain, comme en milieu rural, on est donc très loin du portrait paradisiaque et de l'œuvre de promotion humaine et sociale qu'ont décrits les administrateurs français.

Je n'ai voulu, ici, qu'exposer quelles furent certaines transformations sociales et culturelles provoquées par une politique coloniale imposée, à partir du moment où ces transformations furent accélérées par une intensification des interventions menées durant la guerre. Depuis cette époque jusqu'à aujourd'hui, de nombreux autres changements sont intervenus au sein de la société algérienne, tout comme en Occident, et pas toujours pour le mieux. La crise du logement, maintenant répandue à pratiquement toutes les grandes villes, est accentuée par la perpétuation de politiques de logement et d'habitat orientées vers la rentabilité et le profit, ignorant toutes les transformations sociales et culturelles survenues chez les populations concernées. On tente d'imposer une direction à ces changements par des politiques qui ne sont pas adaptées aux conditions d'existences des communautés, au lieu de s'adapter aux changements sociaux et culturels des sociétés en question. J'ai voulu attirer l'attention sur ce phénomène, car je considère que l'avertissement qu'a lancé Reverdy aurait dû être écouté depuis longtemps et que les problèmes sociaux qui risquent de découler de cette situation auront des coûts sociaux beaucoup trop importants pour continuer à se fermer les yeux.

⁹² BOURDIEU, Pierre. *Algérie 60, structures économiques et structures temporelles*, Éditions de Minuit, 1977, Paris, page 106.

Période postcoloniale

Au lendemain de l'indépendance, la haute direction du FLN a entrepris d'organiser le nouvel État fraîchement indépendant. Dès lors, une course pour le pouvoir a résulté en la scission du FLN en deux tendances : celle du Gouvernement provisoire de la République algérienne (G.P.R.A.) avec Ferhat Abbas comme président, qui voulait instaurer un État modéré de type républicain avec multipartisme, et le groupe de Tlemcen avec Ben Bella, Boumedienne et Boudiaf comme dirigeants, qui voulait y instaurer une république de type socialiste étatique (autoritaire). C'est le G.P.R.A. de Ferhat Abbas qui avait négocié l'indépendance et le G.P.R.A. se considérait comme la seule institution ayant la légitimité de former le premier gouvernement algérien. Les partisans du groupe de Tlemcen de Ben Bella, appuyés par une partie de la nouvelle armée populaire, se sont finalement emparés du pouvoir (un peu par la force) et Ben Bella est devenu le Président du nouveau gouvernement. Il y installa un système politique et économique basé sur le Parti unique (le FLN), le Syndicat unique (l'U.G.T.A.⁹³), les entreprises d'État (par les nationalisations et la récupération des biens vacants laissés par les colons français derrière eux) et le développement d'une vaste bureaucratie qui est devenue une classe privilégiée (Nomenklatura⁹⁴). Ben Bella ne restera guère plus de deux ans au pouvoir. Il fut chassé dès 1965 par Boumedienne, son ancien allié, partisan socialiste d'un fort dirigisme et d'une planification étatique très centralisée de l'économie. Ce dernier sera plus tard succédé à sa mort en 1979 par le colonel Chadli, qui lui sera l'instigateur de l'ère des privatisations et de la libéralisation de l'économie (à partir de 1980).

⁹³ L'Union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.).

⁹⁴ Voir AKTOUF, Omar. *Algérie : entre l'exil et la curée*, L'Harmattan, Paris, 1989, 330 pages.

7. Période Ben Bella : l'ère de l'autogestion spontanée (1962-1964)

À la tentative d'acculturation des Algériens par l'utilisation de techniques visant leur déculturation et désadaptation, ceux-ci ont répondu en élaborant de nouvelles pratiques et de nouvelles formes d'organisations sociales et économiques leur ayant permis de se réadapter et de faire survivre un certain nombre de leurs schèmes culturels. Durant les quelques années suivant l'indépendance, les populations algériennes, autant rurales qu'urbaines, ont fait preuve d'un dynamisme et d'une inventivité plus que remarquable, notamment par la création de nouvelles formes d'organisations sociales et économiques, multiples et diversifiées, formelles et informelles. C'est ce dynamisme et ces exemples de créativité qui, d'ailleurs, ont permis d'éviter de graves famines durant ces années mouvementées et permis aux peuples algériens de se relever d'une rude, longue et meurtrière épreuve. Je ferai donc un bref survol d'un certain nombre de ces expériences (réalisées entre 1962 et 1966), d'abord en milieu rural et ensuite urbain, à partir d'une revue de littérature sur le sujet. Je tenterai, ensuite, de voir qu'elle fut la réponse du nouvel État algérien issu de l'indépendance et ce qui est advenu de ces expériences. Nous verrons alors de quelle manière nombre de ces expériences furent accaparées, récupérées, transformées et uniformisées par le nouvel État ayant fini par s'imposer. Aux diverses formes de réadaptation des structures sociales, économiques et culturelles, dynamiques et diversifiées, spontanément développées par les populations algériennes après 1962, a répondu une *deuxième tentative d'interventions culturelles de masse* exercée, cette fois, par le nouvel État algérien, dans l'optique d'uniformiser ces nouvelles structures et de tenter de modifier les habitudes de production, de consommation et d'échange nouvellement recrées.

Dès 1964 et 1965, le nouvel État, comme nous le verrons, a repris pratiquement telles quelles les grandes lignes directrices de la politique coloniale française. La transformation des habitudes, croyances, coutumes et modes d'organisations sociales et familiales est alors revenue à l'ordre du jour, toujours au nom du progrès, de la modernité et du développement économique, mais aussi au nom de la Nation et du

Socialisme cette fois. La réorganisation de l'espace et de l'habitat sera encore un des moyens utilisés pour cette deuxième tentative de *transformation culturelle planifiée*, transformation à laquelle une forte résistance s'opposera, résistance qui se traduira dans le maintien ou l'adaptation des schèmes culturels et modèles d'organisation aux contextes et habitats nouveaux. Les gouvernants français comme algériens pensaient voir rapidement, par exemple, par la transformation de l'habitat et des modes de production, l'apparition de la prédominance du modèle d'organisation familiale nucléaire et la disparition progressive des forts liens entretenus avec la famille étendue et de la solidarité et cohabitation intergénérationnelle. Il semblerait plutôt qu'une part importante de la population a plutôt développé des pratiques et des stratégies pour s'adapter aux nouveaux contextes sans se départir des anciennes solidarités, qui demeurent, encore aujourd'hui, les meilleures garanties de bien-être dans un contexte social et économique instable et éprouvant.

7.1. Stratégies d'adaptation développées par la population après 1962

Stratégies d'adaptation en milieu rural

Je ne souhaite, ici, que donner un aperçu de certaines expériences décrites dans la littérature. Je tenterai ni de faire le tour de la question, ni de comparer les différences et ressemblances entre les différentes régions et les différentes ethnies présentes en Algérie. Je ne donnerai qu'un certain nombre d'exemples de ce qui a pu se passer au cours des premières années ayant suivi l'indépendance et il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une époque très troublée et que l'apparition de ces expériences est décrite par les auteurs comme ayant été spontanée. Il s'agit donc d'expériences multiples et diversifiées. Nous ne verrons qu'un maigre échantillon d'une vaste richesse historique, sociologique et ethnologique.

L'autogestion en milieu rural

D'abord, ce qui a pu se passer chez les populations rurales algériennes au lendemain de l'indépendance paraîtra peut-être évident, après le bref survol historique que vous venez de lire. Se désintéressant des luttes idéologiques et personnelles pour la prise du pouvoir politique ayant cours au sein du nouvel État, les paysans se sont attaqués aux problèmes concrets de leur vie quotidienne : la famine, l'inactivité forcée par l'accaparement des meilleures terres par les colons français et les grands propriétaires algériens et la surpopulation résultant de l'expropriation des populations algériennes d'une vaste partie du territoire (1/6 des terres cultivables) au profit des colons européens. Les Européens ayant abandonné leurs fermes et exploitations agricoles modernes, leurs anciens ouvriers agricoles (connaissant maintenant comment exploiter ce type d'agriculture), les réfugiés revenant d'exil, ainsi que les populations emprisonnées et déplacées ou ayant tout perdu, ont massivement envahi ces territoires abandonnés. Rapidement, si on comptabilise les familles au complet, au moins un million de personnes s'y seraient installées. Considérant qu'il serait plus que ridicule de perdre toutes les récoltes abandonnées par les Européens, alors qu'ils venaient de vivre d'importantes et douloureuses famines, les populations rurales algériennes ont repris en mains le fonctionnement de ces fermes et l'exploitation de ces terres, les plus fertiles du pays.

Ce fut la première phase de l'autogestion algérienne en milieu rural (environ de 1962 à 1964), celle spontanée, non planifiée et orchestrée par les populations elles-mêmes (c'est aux mêmes moments que la lutte pour l'obtention du pouvoir politique se produisait, il n'y avait pas encore d'État assez fort pour exercer un contrôle sur ce qui s'y passait alors). En fait, c'est la nécessité qui fut à la base d'une telle migration de populations. Comme nous l'avons vu précédemment, vers la fin de la guerre, près de 50 % des personnes vivant dans les camps de regroupement n'avaient plus que l'assistance comme seule ressource. Lorsqu'ils ont réalisé qu'il serait nécessaire de négocier, les responsables de l'Administration française ont progressivement cessé d'y

investir et se sont désintéressés du sort des populations ayant été regroupées. Ne pouvant même plus compter sur une assistance rare, insuffisante et irrégulière, ils durent trouver des solutions leur permettant de survivre. Certains ont pu retourner sur leurs anciennes terres, mais de vastes régions avaient été dévastées par la guerre. Ce fut surtout les exploitations européennes, maintenant abandonnées, qui avaient le plus été épargnées. S'y installer ne relevait pas toujours d'un choix, surtout pour les familles ayant peu de liens avec des parents installés en milieu urbain. Il s'y opéra, alors, une certaine redéfinition de la production agricole. Dans certains cas, les nouveaux producteurs ont choisi de conserver la production unique qui avait été choisie par les anciens colons français, monocultures orientées vers l'exportation, par exemple en conservant une production agricole orientée vers la production du vin. Mais dans bien d'autres, les paysans, souvent regroupés sur la base de la parenté (mais parfois aussi sans liens de parenté, mais partageant une région d'origine commune ou partageant une simple affinité), ont recommencé à produire ce dont ils avaient le plus besoin, c'est-à-dire de quoi se nourrir, en réactivant les modes d'organisations combattus par le regroupement et en revenant à une production plus diversifiée des produits alimentaires à la base de leur alimentation.

Mais avant de poursuivre, une parenthèse s'impose. La première difficulté qui s'offre à quiconque s'intéresse à la question est que la plupart des auteurs qui traitent de l'Algérie après 1962 mentionnent la présence du phénomène de l'autogestion, mais n'en parlent que très peu. De plus, on n'identifie pas de quoi il est question lorsque l'on décrit le fonctionnement, les modèles d'organisation et les résultats obtenus par les phénomènes d'autogestion en milieu rural. Parce que, comme nous le verrons dans la prochaine section, ce que je considère comme l'autogestion en Algérie, c'est-à-dire des modèles d'organisation où la prise de décision est effectivement effectuée collectivement par l'ensemble des personnes qui sont concernées, en fonction des besoins, des désirs, mais aussi des contraintes s'imposant à la communauté, est progressivement disparue après 1964. Nous verrons, plus loin, comment ces expériences d'autogestion furent alors transformées par l'État, par leur *légalisation*, ce qui doit plutôt être pris comme synonyme d'institutionnalisation et d'uniformisation.

Même si on a conservé le terme d'autogestion ensuite durant des décennies, on doit considérer qu'après 1965, il s'agit de pures entreprises d'État classiques où les paysans devinrent des salariés n'ayant plus aucunement, sinon symboliquement, leur mot à dire sur la production et l'échange des produits agricoles. C'est de cette autogestion (celle synonyme d'entreprise d'État) qui est le plus souvent question dans la littérature d'origine algérienne.

Très peu de paysans algériens de l'époque sachant écrire, la plus grande partie de l'information sur le sujet provient d'intellectuels algériens, généralement très proches du Parti et participant alors au processus d'institutionnalisation. Bourdieu (1977) en fait aussi mention dans *Algérie 60*, mais après en avoir pris connaissance, j'en viens à la conclusion qu'il décrit et critique l'autogestion algérienne alors qu'elle était déjà entièrement transformée en entreprises d'État. Bref, je n'ai pas trouvé personne qui a pu décrire comment l'autogestion spontanée s'est réellement déroulée, comment les paysans se sont organisés. Voyons ce que nous en dit Aktouf (1989) :

En 1962, on crie et recrie au miracle de « l'autogestion spontanée » dans les grands domaines abandonnés, où les paysans se seraient regroupés d'eux-mêmes et organisés en équipes de gestion des fermes. Les spécialistes sont loin d'être d'accord sur ce qui s'est réellement passé [...]. Personnellement, je choisis de prendre pour acquis le « mouvement d'autogestion spontanée », mais qu'en a-t-on fait?⁹⁵

Aussi, il est à noter que le fait de nommer ces expériences « autogestion » doit être considéré comme l'imposition d'un terme provenant de l'extérieur des populations concernées. Ce sont les intellectuels européens et algériens, surtout socialistes, qui se sont mis à parler d'autogestion des exploitations agricoles en Algérie. Les populations rurales n'avaient pas conscience d'être en train d'actualiser le modèle d'organisation proposé, à partir du 19^e siècle, par certains partisans d'une partie du courant socialiste (ceux qui étaient alors nommés utopiques ou libertaires), qui proposaient l'autogestion comme alternative au socialisme d'État, à l'économie planifiée, bref qui proposaient

⁹⁵ AKTOUF, Omar. *Algérie : entre l'exil et la curée*, L'Harmattan, Paris, 1989, page 157.

une alternative à ceux qui s'auto-identifiaient comme socialistes scientifiques. Ils n'ont fait que prendre les moyens nécessaires pour se sortir d'une situation catastrophique, en réactualisant et réadaptant les anciens modèles de propriété, d'exploitation et de prise de décisions collectives. Ainsi, il est fréquemment question de la réapparition d'un modèle de prise de décision, concernant la production agricole et leur redistribution, par des assemblées qui s'inspiraient des principes traditionnels de la *djemââ*, c'est-à-dire les traditionnelles assemblées villageoises où les discussions et décisions d'intérêt collectif avaient lieu. Dans ce type d'assemblées, il est évident que les rapports de forces, les conflits d'intérêts et les niveaux différenciés d'influence sur le groupe ne sont pas exclus. Il reste cependant que ce modèle d'organisation sociale et économique, impliquant l'ensemble de la communauté, différait du modèle d'entreprises d'État ou d'entreprises capitalistes, caractérisé par un rapport de domination entre patrons (État ou capitalistes) et travailleurs salariés n'ayant aucun pouvoir décisionnel.

C'était les Européens qui avaient, souvent de longue date, la propriété légale de ces terres. Lorsqu'ils sont partis, ils avaient emporté ce concept de propriété individuelle avec eux. Personne, les premières années de l'indépendance, n'aurait pu prétendre être légitimement individuellement propriétaire de ces terres. Comme on en avait un réel et urgent besoin, elles ne pouvaient appartenir qu'à personne, c'est-à-dire à l'ensemble de la communauté y habitant. Ce n'est qu'après l'importante lutte de pouvoir et la victoire du courant socialiste ayant instauré un État centralisé, fort et autoritaire, que l'État a considéré que si les terres n'appartenaient à personne, elles appartiendraient à l'État. On parla alors de ces terres en tant que « biens vacants », pas vacants dans le sens qu'elles étaient inutilisées, mais plutôt dans le sens qu'elles n'appartenaient légalement à personne, mais qui étaient concrètement utilisées par des communautés entières. Il n'existe pas, à ma connaissance, de données sûres et précises sur la quantité de personnes qui furent impliquées (entre 1962 et 1965) dans les expériences d'autogestion en milieu rural. L'approximation souvent formulée d'un million de personnes m'amène à supposer qu'ils devaient représenter environ 1/4 à 1/6

de la population rurale d'après-guerre. Il ne s'agit donc que d'un exemple de phénomène étant apparu chez les populations rurales à l'époque.

Stratégies d'adaptation en milieu urbain

Les Européens n'avaient pas abandonné que des terres derrière eux. Comme nous l'avons vu précédemment, le nombre d'Européens habitant Alger est passé de 311 500 en 1960 à 33 000 en 1966. Au même moment, le nombre d'Algériens habitant Alger avait pratiquement doublé en moins de six ans, pour s'élever à plus de 911 000 en 1966. Un grand nombre des populations rurales déracinées, n'ayant plus de terre, ni maison, ni bétail, choisirent plutôt de tenter leur chance à la ville. On évalue généralement à plus de 300 000 les logements qui auraient été laissés derrière eux par les anciens colons⁹⁶, dont au moins 100 000 pour la seule ville d'Alger (certains auteurs allaient jusqu'à proposer le nombre de 190 000 pour Alger seulement, ce qui semble un peu abusif, sauf si on fait référence à la wilaya d'Alger complète, Safar-Zitoun évalue alors leur nombre à 200 000)⁹⁷. Durant les premières années de l'indépendance, personne ne savait réellement combien il y avait de tels logements abandonnés. Safar-Zitoun, pour sa part, évalue qu'à partir de la nationalisation rétroactive des logements « biens vacants » abandonnés par les Européens, l'État devint propriétaire de 125 000 des 167 000 logements situés à Alger, soit environ 71 % de tout le marché locatif de la capitale⁹⁸. L'État est en outre devenu propriétaire de 80 % du portefeuille foncier du département par la nationalisation des terres abandonnées par les Européens.

Les populations logeant dans les quartiers surpeuplés de la vieille ville, ceux qui logeaient dans les bidonvilles, en plus de l'importante vague de nouveaux migrants

⁹⁶ BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, page 55.

⁹⁷ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, L'Harmattan, Paris, 1996, page 77.

⁹⁸ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Dynamiques sociales et rigidités institutionnelles ou la ville confisquée par l'état : le cas d'Alger*, collection Villes et développement, Montréal, 1994, page 6.

ruraux, cependant, ne pouvaient voir ainsi les anciens quartiers européens se vider sans être tentés de combler ce vide. De nombreux auteurs racontent cet épisode urbain de l'histoire des premières années de l'indépendance. Benatia évoque que ces logements abandonnés, situés dans les quartiers historiquement plus favorisés, furent occupés par des populations d'origines et de conditions sociales très diversifiées.

Le départ des Européens a libéré un parc-logement plus que suffisant. Les appartements libérés sont occupés le plus souvent par une population rurale [...]. Les ruraux fraîchement arrivés à Alger, longtemps travaillé par le slogan « tous les Algériens sont égaux » [...], galvanisés par la chute de l'administration coloniale et la suppression des privilèges accordés aux Européens, ignorants les structures de classe et la hiérarchisation des quartiers ont envahi [sic.] les logements vacants sans tenir compte du standing des lieux et souvent en ignorant la législation en vigueur.⁹⁹

Les populations algériennes, considérant que la période coloniale était réellement terminée, ont cru que les vieilles ségrégations spatiales en milieu urbain étaient aussi choses du passé. Et effectivement, durant ces deux ou trois premières années, on peut considérer que ces ségrégations spatiales, héritages du colonialisme, étaient réellement en voie de disparaître. Des populations provenant de la vieille ville, des bidonvilles et des ruraux fraîchement arrivés ont cohabité dans des quartiers dont ils étaient auparavant exclus, espaces qu'ils ont entrepris de se réapproprier et de réorganiser en fonction de leurs besoins. On a pu alors espérer voir la fin de la ségrégation spatiale et la possibilité, pour tous, d'habiter dans le quartier de son choix. Bouhaba, lui, souligne que ces immeubles furent gérés par les populations elles-mêmes et que l'on n'y payait généralement pas de loyer.

Le parc de logement existant, en grande partie abandonné par les Français devait être occupé par les autochtones et géré d'une manière anarchique. La faiblesse des revenus et l'habitude de gratuité du logement ancrée dans l'esprit des populations d'origine rurale n'ont pas facilité le recouvrement des loyers qui pouvaient constituer une source de financement de programmes de constructions nouveaux.¹⁰⁰

⁹⁹ BENATIA, Farouk. *L'appropriation de l'espace à Alger après 1962*, SNED, Alger, 1978, page 29.

¹⁰⁰ BOUHABA, Mohamed. *Le logement et la construction dans la stratégie algérienne de développement*, dans BADUEL, Pierre Robert. *Habitat, État, Société au Maghreb*, Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes, Éditions du CNRS, Paris, 1988, page 52.

Et qui aurait eu le droit de réclamer un loyer? Les anciens propriétaires étant partis pour ne plus jamais revenir, personne n'aurait pu alors faire valoir la légitimité de réclamer un loyer. Il semblerait aussi que dans bien des cas, plusieurs ménages appartenant à une même famille étendue ont cherché à se regrouper en occupant et prenant possession des logements abandonnés situés à proximité l'un de l'autre. Cette pratique, largement utilisée dans les bidonvilles comme stratégie permettant la multiplication des sources de revenus dans un contexte d'instabilité politique et économique, fut bien souvent conservée par les familles s'étant récemment installées dans les anciens quartiers européens. L'installation dans les logements « modernes » ne semble donc pas avoir eu pour effet de faire progressivement disparaître les anciennes solidarités ni d'accélérer la prédominance de l'organisation familiale nucléaire dans ces quartiers. Il pourra sembler absurde, après cette constatation, que certains hauts dirigeants du nouvel État algérien aient, par la suite, continué à croire qu'ils pourraient réussir à modifier les structures familiales, les habitudes de consommations et les coutumes des Algériens en transformant leur habitat et en les déplaçant de leurs anciens environnements (bidonvilles, vieux quartiers, zones rurales dispersées) pour les reloger dans des logements « modernes » dont la construction sera inspirée des politiques françaises d'urbanisme. Nous verrons, plus loin, que cette croyance déterminera les politiques d'urbanismes et les projets de constructions des nouveaux logements.

Mais avant de poursuivre, soulignons que l'occupation « anarchique » des logements abandonnés ne fut pas que le fait des populations modestes et défavorisées. Comme le mentionne Aktouf, les officiers de l'Armée, du Parti, les hauts fonctionnaires du régime ont aussi tout tenté pour s'accaparer, pour leur profit personnel, du plus grand nombre possible de ces logements, surtout les plus luxueux.

En 1962, c'était déjà la ruée sur les villas et appartements abandonnés par les pieds-noirs. C'était à qui mettrait le grappin sur les plus gros, les plus luxueux, les mieux meublés, les mieux situés. Déjà on jouait du coude, du grade, de la relation et de la force. [...]. Bien des chefs et bien des officiers firent main

basse sur appartements [sic.] et villas de luxe. Ce sera une formidable monnaie d'échange.¹⁰¹

La principale différence est que dans le premier cas, celui des plus déshérités, l'occupation de ces logements était un réel besoin. Jusqu'à l'indépendance, les populations citadines algériennes vivaient en état de grave surpopulation chronique et s'entassaient dans les vieux quartiers et les bidonvilles. Les récents migrants ruraux avaient généralement tout perdu durant la guerre et n'avaient nulle part où habiter, sinon chez un frère ou un cousin qui vivait déjà à 12 ou 14 dans un deux ou trois pièces. La possession et même l'occupation informelle de plus d'un logement par un seul individu chez ces populations étaient pratiquement impensables : il y avait toujours un membre de la famille ou un proche qui en avait plus besoin que soi. La nouvelle élite algérienne, par contre, était souvent déjà privilégiée, même avant la guerre. En 1962, ses membres possédaient déjà tous un ou plusieurs logements en bon état et n'en avaient donc pas réellement besoin. On cherchait à s'en accaparer beaucoup plus comme moyen d'échange ultime permettant de négocier l'octroi de privilèges, l'avancement dans la hiérarchie ou tout simplement pour s'enrichir en les revendant plus tard, profitant de spéculations.

J'ai peine à imaginer la consternation qu'ont dû ressentir nombre de personnes, occupant un logement à peine suffisant pour permettre de loger les 12 ou 13 personnes composant leur unité économique, lorsqu'ils se sont vu expulser au profit d'individus ou de couples n'ayant pas ou peu d'enfants et qui possédaient déjà un ou plusieurs logements. Surtout après avoir cru en la disparition des privilèges et inégalités coloniales et cru que les Algériens pourraient maintenant être réellement tous égaux.

¹⁰¹ AKTOUF, Omar. *Algérie : entre l'exil et la curée*, L'Harmattan, Paris, 1989, pages 139 et 140.

L'autogestion des usines en milieu urbain

Je ne pourrais conclure cette section sans mentionner que les Européens avaient aussi abandonné plusieurs centaines d'usines en milieu urbain ou semi-urbain. On évalue leur nombre à environ 400. Le départ des anciens patrons, propriétaires et contremaîtres a rarement eu pour conséquence l'arrêt du fonctionnement de ces usines, on n'avait pas un réel besoin d'eux. Il n'existe pas beaucoup d'informations disponibles sur l'organisation du travail de 1962 à 1965, avant que ces usines ne deviennent définitivement des entreprises d'État (jusqu'à la vague de privatisations qui s'intensifient à partir de 1980). On s'entend généralement pour considérer qu'environ 10 000 ouvriers ont continué ou rapidement recommencé à faire fonctionner ces 400 usines. Sgroi-Durfresne, elle, évaluait le nombre de ces ouvriers à 3000¹⁰². Les premières années suivant l'indépendance, les dirigeants étaient trop occupés à lutter entre eux pour le pouvoir politique pour s'occuper de ce qui s'y passait alors. Les ouvriers ne voulant pas perdre leur gagne-pain n'avaient alors qu'eux-mêmes sur qui compter et ont entrepris de s'organiser. Ils auraient donc pris en main l'organisation de la production, l'approvisionnement en matières premières et la répartition des revenus entre les ouvriers.

On atteste généralement que la répartition des responsabilités était décidée lors d'assemblées d'usines, auxquelles tous avaient le droit de participer. C'est un peu le même principe que celui de la *djemâa* en milieu rural qui s'est alors substitué aux relations de travail coloniales et capitalistes. On atteste aussi l'apparition de vastes réseaux informels d'échanges et d'entraide, encore plus nécessaires dans le contexte d'usines en milieu urbain que sur une ferme en milieu rural, qui ont alors permis à ces ouvriers de s'approvisionner en matière première et à échanger leurs productions d'une manière plutôt efficace compte tenu de la situation marquée par l'instabilité de cette période historique.

¹⁰² SGROI-DUFRESNE, Maria. *Alger 1830-1984 : stratégie et enjeux urbains*, Éditions Recherche sur les civilisations, Paris, 1986, page 117.

7.2 Récupération de ces expériences par l'État algérien issu de l'indépendance

Autant en milieu rural qu'urbain, un État d'idéologie socialiste autoritaire, s'orientant vers la planification étatique et la bureaucratisation de la gestion de l'économie, ne pouvait faire autrement que de trouver gênant, pour ses projets, la présence d'expériences et de modèles d'organisations libres, collectifs, spontanés et autonomes. Ne pouvant s'accaparer de ces terres si fertiles et de ces usines par la force ou par décret sans risquer de graves troubles sociaux (ou même une guerre civile), alors que l'on venait tout juste de s'installer fermement au pouvoir, les dirigeants ont eu recours à l'utilisation de rhétoriques et de discours pour tenter de donner une certaine légitimité à leurs projets. C'est donc au nom de la *rationalité*, de la *justice sociale*, de l'*égalité*, du *progrès*, du *développement économique* et même de la *dignité* que furent mises au pas ces expériences. On assistera alors au retour des vieilles inégalités et ségrégations, spatiales, économiques et culturelles, que l'on avait espéré voir disparaître à tout jamais, en tant que fruit du sacrifice de tant de personnes, après tant de destructions et tant d'années de famines et misères. S'il a fallu autant de sacrifices et huit années de luttes meurtrières pour arriver à faire disparaître les structures et inégalités coloniales, *il ne fallut que deux ou trois ans aux nouveaux dirigeants de l'État algérien pour les faire réapparaître.*

Récupérations en milieu rural

On commença par exprimer d'interminables louanges sur les initiatives spontanées de ces paysans, initiatives qui avaient permis de sauver les récoltes, d'assurer une certaine sécurité alimentaire à une large part de la population et de préserver en bon état les installations agricoles, au moment d'une période particulièrement trouble. Ces paysans furent alors pratiquement décrits, par les représentants du pouvoir, comme des héros de la nation et comme l'avant-garde du

futur socialisme typiquement algérien. On commença donc par glorifier l'initiative autogestionnaire en affirmant que ce mode d'organisation serait la pierre angulaire du socialisme algérien, qu'elle constituait la réponse socialiste spécifiquement algérienne adaptée à la situation du pays. On prit donc l'initiative de *légaliser* l'autogestion, ce que l'on peut considérer comme synonyme d'*institutionnalisation* et d'*uniformisation*. Du coup, on dénaturait ce qu'était devenue spontanément l'autogestion, pour en faire un synonyme d'*entreprise d'État*. En effet, l'État imposa ses administrateurs pour prendre les commandes des terres autogérées, par le biais de l'Office National de la Révolution Agraire (O.N.R.A.). La plupart des auteurs mentionnent cette période ayant conduit à la bureaucratisation et à l'*industrialisation* de l'agriculture, mais c'est Aktouf, à mon avis, qui en fait la description la plus juste, la plus honnête et la plus percutante.

D'abord le muselage de l'autogestion, ensuite la part dérisoire dans les efforts d'investissements, puis la bureaucratisation, et enfin le parasitisme méthodique et la favoritisation systématique des citadins et des fonctionnaires de l'État. On se livrait aux trafics les plus inavouables sur le dos des paysans réduits à n'être que des infra-citoyens. Comme pour tout le reste, la démobilisation a fini par les miner.¹⁰³

Plus loin.

Les paysans, les travailleurs des domaines, eux, seront réduits au rôle d'électeurs-applaudisseurs, dépouillés de tout droit réel de gestion, au profit de ces présidents et de ces directeurs, clients directs du pouvoir central, sans autres compétences en général que celles d'être les protégés d'un potentat ou d'un autre.¹⁰⁴

Plutôt que de vouloir directement combattre les comités d'autogestion spontanément développés par les paysans, on a préféré les glorifier, les légaliser, tout en leur ôtant tout pouvoir décisionnel sur la production et l'échange des produits. Au début, on commença par envoyer quelques bureaucrates, théoriquement en tant qu'assistants techniques. Progressivement, mais sûrement, on obligea les paysans à accepter que leur production soit déterminée par l'O.N.R.A., en fonction de la planification économique étatique théoriquement orientée vers l'utilisation rationnelle

¹⁰³ AKTOUF, Omar. *Algérie : entre l'exil et la curée*, L'Harmattan, Paris, 1989, page 156.

des terres cultivables du pays. On revint alors aux monocultures orientées vers l'exportation et aux monopoles, d'État cette fois, sur l'échange de cette production. On assistera, plus tard, à une mécanisation de plus en plus extrême de ces exploitations et à leur industrialisation rapide. Dans les années 1980, car on a continué tout ce temps à parler d'autogestion, les secteurs autogérés de l'économie n'employaient plus qu'une infime main-d'œuvre. On osera alors s'étonner d'un retour en force de l'exode rural!

Les paysans redevinrent de simples travailleurs salariés, mal et irrégulièrement payés, à qui l'on ne demanda pas de penser ou d'innover, mais simplement de fournir une main-d'œuvre n'accomplissant que des gestes redevenus mécaniques et non diversifiés, surtout lorsque le retour aux monocultures fut imposé. La plupart des paysans se sont désintéressés de ces terres, de cette production sur laquelle ils n'avaient aucun contrôle. Et on pouvait difficilement ne pas se rendre compte qu'elles servaient d'abord et avant tout à enrichir des personnes déjà de très nombreuses fois plus riches que soi. Une des réactions fut donc le désintéressement et la désaffiliation, on commença à y fournir le moins d'effort possible. On s'intéressa alors davantage aux petites productions clandestines de nourriture, plus individuelles, pouvant être très lucratives sur le marché noir durant les périodes de pénuries, qui redeviendront de plus en plus fréquentes à partir de 1965. C'en était fini de l'action collective visant l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble d'une communauté, qu'elle fût constituée sur la base de la parenté ou de l'affinité. Voyons donc maintenant, brièvement, ce qui s'est passé avec l'occupation des logements abandonnés et l'autogestion des usines.

¹⁰⁴ Ibid. page 157.

Récupérations en milieu urbain

Farouk Benatia explique bien comment s'est reconstituée une forte ségrégation spatiale en milieu urbain, par la prise de possession par l'État de la propriété des logements abandonnés, la fixation d'un loyer souvent élevé et l'exigence de rembourser rétroactivement l'ensemble des loyers non réclamés depuis les deux dernières années.

L'administration algérienne s'étant mise en place, une législation appropriée et certaines mesures prises par les autorités vont quelque peu mettre fin à ce brassage qui ne tenait compte d'aucune barrière et qui montrait le désir secret des masses de jouir et de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Dès 1964, l'État devient gestionnaire des « biens vacants » et oblige les occupants à payer leurs arriérés depuis juillet 1962. Les disparités sociales aggravées par le chômage et la mise en place d'une politique industrielle vont permettre la restructuration de l'espace. Doucement, mais sûrement, [sic.] les quartiers résidentiels perdent la clientèle reçue les mois suivants l'indépendance au profit des couches plus aisées à même d'entretenir et de payer des loyers assez conséquents. [...] l'on assistera au retour des anciennes structures... Les barrières sociales seront plus en vigueur que jamais. Ainsi, l'argent allait jouer le rôle d'un filtre et consacrait son pouvoir qui permettait de pratiquer une distribution géographique.¹⁰⁵

Ainsi, les populations plus défavorisées qui avaient quitté les bidonvilles, les vieux quartiers surpeuplés et les camps de regroupement furent expulsées de leurs nouveaux milieux de vie et n'eurent d'autres choix que d'y retourner. Comment peut-on s'étonner, alors, de voir perdurer et s'étendre ces bidonvilles et de voir les quartiers populaires de plus en plus surpeuplés? Les anciens défenseurs de l'égalité de tous les Algériens, du socialisme et de la nation se sont réapproprié les anciens privilèges coloniaux, se sont accaparé des habitations des coloniaux, de leurs anciens quartiers, de leurs valeurs et de leurs rhétoriques. Comment peut-on s'étonner de voir naître révoltes et frustrations dans de telles conditions? Et si seulement cela n'était qu'histoire du passé! Mais non, car c'est l'ancienne élite bureaucratique, enrichie durant la période socialiste d'économie planifiée, qui profitera majoritairement ensuite, comme ailleurs

¹⁰⁵ BENATIA, Farouk. *L'appropriation de l'espace à Alger après 1962*, SNED, Alger, 1978, page 29 et 30.

dans le monde, de la libéralisation de l'économie et des privatisations qui seront en cours à partir des années 1980, sujet que nous aborderons plus loin.

En ce qui concerne l'autogestion des usines, inutile de préciser qu'elles deviendront rapidement aussi de pures entreprises d'État avant la fin de la décennie. Sensiblement les mêmes méthodes et techniques furent utilisées que celles ayant permis de mettre au pas l'autogestion en milieu rural. Il m'apparaît peu utile, ici, de réexaminer ces mécanismes.

8. Période Boumedienne : Nationalisations et planification économique comme vecteurs d'une industrialisation lourde (1965-1979)

Ahmed Ben Bella, premier président de la jeune république indépendante, restera au pouvoir moins de trois ans. Habile stratège politique et possédant un énorme charisme, qu'il utilisa pour s'octroyer un pouvoir personnel très étendu, il s'attira les foudres de nombreux groupes, dont plusieurs responsables militaires, qui jugeaient qu'il prenait des décisions irrationnelles. Il fut chassé pour être remplacé par son ancien allié Houari Boumedienne, partisan socialiste d'un fort dirigisme. Ben Bella restera en prison près de quinze ans, jusqu'à la mort de son successeur et l'accession au pouvoir de Chadli Bendjedid qui ordonnera alors sa libération. On considère parfois que c'est Abdelaziz Bouteflika, alors ministre des Affaires étrangères et dauphin de Boumedienne (et actuellement Président de la République), qui fut à la tête du soulèvement militaire. L'armée des frontières, qui fut longtemps commandée par Boumedienne et qui lui était demeurée fidèle, marcha sur Alger avec pour objectif de chasser Ben Bella du pouvoir. Après quelques accrochages avec les partisans de Ben Bella, qui demeurait très populaire auprès des masses, ce dernier fut contraint à la négociation et à la démission, sous la menace de voir se généraliser ces combats fratricides.

Ce fut l'envoi de l'ère des nationalisations et des planifications économiques. Au moment de l'indépendance, fut formulé et adopté le *Programme de Tripoli*, pour succéder au *Plan de Constantine*, dernier plan mis sur pied par l'administration coloniale. D'une manière générale, le Programme de Tripoli prévoyait encourager le développement économique en combinant le développement de l'agriculture et celui des industries de base, en utilisant les ressources localement disponibles. L'instabilité, l'agitation caractérisant le lendemain de l'indépendance et la fuite de la plupart des cadres de l'ancienne administration ayant conduit à une stagnation économique, ce programme n'a jamais été mis en application d'une manière importante. Nous ne nous y attarderons donc pas.

Peu avant la prise du pouvoir par Boumedienne, le Programme de Tripoli fut relégué aux oubliettes pour être remplacé par la *Charte d'Alger*, promulguée en avril 1964. À la rhétorique socialiste autogestionnaire encouragée au départ par Ben Bella, a succédé une idéologie privilégiant le développement économique par un socialisme d'État très centralisé, visant le développement d'un secteur public fort comme vecteur de l'industrialisation. Le choix fut porté de développer le secteur des industries lourdes et de réorienter le secteur agricole vers une agriculture industrielle orientée vers l'exportation, pour permettre de financer le développement de ces industries ayant besoin d'un capital élevé. Ce choix aurait été fortement influencé par les conseils d'un économiste, de Bernis, qui a conseillé le gouvernement en 1966 et 1967 et qui avait pour thèse qu'une industrialisation rapide impliquait de privilégier d'abord ce qu'il nommait les « industries-industrialisantes »¹⁰⁶. Cet économiste croyait que le développement d'un certain type d'industries avait pour effet d'encourager le développement d'industries secondaires, ce qui permet de créer plus d'emplois et de créer plus de richesses. Force est de constater que les effets de l'application de cette théorie furent à tout le moins surévalués et que les objectifs ne furent pas atteints dans la réalité. Au contraire, l'acquisition d'industries « clé en main » de ce type aura eu pour effets de stimuler et forcer l'importation de machineries et de matières premières, très peu d'emplois furent créés et ceux-ci furent souvent dans les faits octroyés à des Algériens ayant d'abord migré en Europe et revenant avec plus d'expériences industrielles que leurs concitoyens. Aussi, la productivité de ces industries fut très décevante dans le contexte algérien et n'a pas considérablement diminué les pénuries, notamment pour les matériaux de construction.

Nous avons vu comment Boubekur explique la faible productivité de ces industries, de loin en deçà de leur capacité théorique, par son analyse des goulots d'étranglement freinant la production. L'augmentation du prix des matériaux de

¹⁰⁶ À ce sujet, voir BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, page 75 et LAMCHICHI, Abderrahim. *L'Algérie en crise : crise économique et changements politiques*, L'Harmattan, Paris, 1991, pages 19 et 20.

construction est un exemple qui nous concerne particulièrement ici. Boudebaba note que les coûts pour la construction de logements ont augmenté de 350 % en moins de 15 ans (entre 1969 et 1984), entre autres par la substitution progressive de l'utilisation des matériaux locaux par des matériaux importés¹⁰⁷. Cette situation aura un effet sur la virulence de la crise du logement puisque les groupes sociaux à faibles revenus furent de fait marginalisés. De plus, le choix de s'orienter vers une agriculture intensive destinée à l'exportation, principalement vers la France, aura décuplé la vulnérabilité du pays aux fluctuations des prix, particulièrement lors des périodes de tensions avec la France ou d'instabilité politique¹⁰⁸. Mais voyons d'abord l'étendue des nationalisations, de terres, d'usines et de logements, qui ont débuté à partir de cette période.

Comme nous l'avons vu précédemment, l'ensemble des logements « biens vacants » abandonnés par les Européens, au moins 100 000 pour la ville d'Alger seulement, devinrent rétroactivement (c'est-à-dire que l'on a exigé un loyer rétroactif) propriété de l'État. Il est à noter que durant cette période, il y avait rarement plus de 40 % des familles qui payaient effectivement leur loyer à l'État. L'ensemble des terres abandonnées au moment de l'indépendance, mais qui étaient autogérées par les communautés locales, devinrent aussi propriété de l'État et administrées par des bureaucrates. Le développement du secteur public dans l'optique d'un socialisme étatique exigeait aussi la nationalisation de nombreuses industries. Dès mai 1966, les mines, les banques et les compagnies d'assurances étrangères furent nationalisées. En 1968, le monopole privé sur le gaz naturel et les produits pétrochimiques prit partiellement fin, alors que cinquante entreprises françaises furent nationalisées. En 1971, l'État s'est réservé 51 % des actions sur toutes les industries pétrochimiques et s'est réservé 100 % des actions sur les industries exploitant le gaz naturel¹⁰⁹. Comme nous le verrons, l'industrialisation rapide par les nationalisations et la création d'un vaste secteur public seront les principaux, sinon les seuls, objectifs qui se retrouvèrent dans les plans de développement élaborés à cette époque.

¹⁰⁷ BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, page 59.

¹⁰⁸ Ibid. page 76.

¹⁰⁹ Ibid. page 77 et 78.

8.1 Plans de développement et politiques d'urbanisme

Selon Benmatti, entre 1962 et 1979, alors que la population algérienne a augmenté de 100 %, la quantité de logements disponibles n'a augmenté que de 10 %¹¹⁰. Boudebaba va dans le même sens avec des données sur une période plus réduite. Il en arrive à la conclusion qu'entre 1966 et 1975, alors que la population urbaine avait augmenté de 40 %, la quantité de logements disponibles n'avait augmenté que de 1,3 %¹¹¹. Il évalue que dès 1966, selon les données officielles, l'Algérie connaissait déjà une pénurie de 300 000 logements (2,28 millions de ménages pour 1,98 million de logements disponibles, ceux dans un très mauvais état inclus). Il évalue qu'en 1979 tout juste à la fin du règne de Boumedienne, le déficit en logements (même en comptabilisant ceux en très mauvais état) s'élevait à 1,2 million de logements¹¹². Benmatti évalue pour sa part que le déficit de logements en 1979 s'élevait à 700 000¹¹³.

Avant d'analyser le contenu des plans de développement et d'urbanisme de cette période historique, voyons d'abord quelques données plus qualitatives sur l'évolution de la grandeur des logements et leur taux d'occupation. En 1966, toujours selon Benmatti, sur les 1,98 millions de logements existants, 50 % avaient plus de 30 ans et 80 % avaient 3 pièces ou moins (34,6 % avaient 1 seule pièce, 34,2 % avaient 2 pièces, 18,1 % avaient 3 pièces et seulement 8,5 % des logements avaient 4 pièces) et 48 % étaient en état de surpopulation¹¹⁴. À titre indicatif, notons que l'auteur considère que l'on peut parler de surpeuplement dès que trois personnes habitent un logement d'une pièce, cinq personnes pour un deux pièces, sept pour un trois pièces et neuf pour un quatre pièces. Souvenons-nous que selon Descloîtres et Reverdy, le taux d'occupation moyen par logement (TOL) était, en 1954, de 5 personnes par logement

¹¹⁰ BENMATTI, Nadir Abdullah. *L'habitat du Tiers-monde : (cas de l'Algérie)*, SNED, Alger, 1982, page 115.

¹¹¹ BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, page 56 à 60.

¹¹² Ibid.

¹¹³ BENMATTI, Nadir Abdullah. *L'habitat du Tiers-monde : (cas de l'Algérie)*, SNED, Alger, 1982, page 165.

pour les familles musulmanes pour une moyenne de 3,4 personnes par pièces et de 3,3 par logement pour les familles européennes pour une moyenne de 1,2 personnes par pièce¹¹⁵. Le taux d'occupation par logement (TOL) serait en outre, toujours selon Benmatti, passé de 6,1 personnes par logement en 1966 à 8 personnes par logement en 1979¹¹⁶. Bouhaba en arrive aux mêmes conclusions, que le taux d'occupation moyen par logement (TOL) était de 8 en 1977 et que la taille moyenne des logements a toujours été plus bas que 2 pièces et demie durant cette période¹¹⁷. Nora Semmoud, quant à elle, constatait qu'encore en 1977, 60 % des logements n'avaient qu'une ou deux pièces et que plus de 83 % n'avaient pas plus de 3 pièces. Si leurs données sont exactes, on doit en arriver à la conclusion que la quantité de logements ayant 3 pièces ou moins a diminuée d'environ 4 % en 13 ans, ce qui note une légère amélioration de la grandeur des logements disponibles, augmentation cependant atténuée par l'augmentation du taux moyen d'occupation. L'explosion des coûts de constructions durant cette période ayant marginalisé les familles à faibles revenus du marché locatif, on se doit de considérer que la légère augmentation du nombre de logements ayant quatre pièces et plus durant cette période reflète une hausse de l'écart de revenus entre les moins et les plus favorisés, le logement étant un des moyens privilégiés de différenciation sociale en Algérie, la possession d'un logement adéquat étant même un facteur ayant une influence considérable sur la régulation du marché matrimonial : « La famille composée entassée dans un appartement est socialement dévalorisée et, à ce titre, elle est refusée lors de demandes en mariage »¹¹⁸. Aussi, la légère augmentation de la grandeur moyenne des logements fut plus qu'atténuée par la baisse du taux de mortalité et l'augmentation considérable de l'espérance de vie. Alors qu'à l'indépendance la cohabitation intergénérationnelle de trois ou quatre générations dans

¹¹⁴ Ibid. page 160.

¹¹⁵ DESCLOITRES, Robert et ad. *L'Algérie des bidonvilles : le tiers monde dans la cité*, École pratique des hautes études, Mouton, Paris, 1961, pages 57 et 58.

¹¹⁶ Ibid. page 165.

¹¹⁷ BOUHABA, Mohamed. *Le logement et la construction dans la stratégie algérienne de développement*, dans BADUEL, Pierre Robert. *Habitat, État, Société au Maghreb*, Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes, Éditions du CNRS, Paris, 1988, page 59.

¹¹⁸ LAHOUARI, Addi. *Les mutations de la société algérienne : famille et lien social dans l'Algérie contemporaine*, La Découverte, Paris, 1999, pages 88 et 89.

le même logement était plus rare, l'augmentation de l'espérance de vie dans un contexte de pénurie de logements a accentué ce phénomène¹¹⁹.

La situation de la ville de Constantine permet d'illustrer la surpopulation de certains quartiers. En 1973, le taux d'occupation moyen par pièce (TOP) dépassait 4 personnes par pièce et atteignait le taux de 4,8 personnes par pièce dans le quartier de Ameziane El-Bir¹²⁰. Selon Boudebaba, en 1977, plus de 60 % des logements de Constantine avaient moins de deux pièces et 87,7 % moins de trois pièces¹²¹. La surpopulation des quartiers populaires se serait donc considérablement aggravée durant cette période historique, alors que les quartiers plus aisés connurent un développement important. Lahouari considère que la hausse du taux d'occupation s'explique par le mariage des enfants, la situation de pénurie et la marginalisation de la majorité du marché locatif, qui auront eu pour effet de maintenir la cohabitation de familles élargies¹²². De plus, l'urbanisation ne semble pas avoir, dans un premier temps, eu comme effet une baisse significative du taux de natalité en milieu urbain comme il s'est produit en Europe. Descloîtres et Reverdy constataient que le taux de natalité est longtemps demeuré le même en milieu urbain que rural¹²³. L'exiguïté et l'inadaptation des logements existants à la cohabitation forcée de familles élargies seront génératrices d'incontournables conflictualités au sein des membres des maisonnées, en plus de conduire à une détérioration accélérée de ces logements. Voyons donc maintenant plus en détail quelle place occupait le secteur de la construction et du logement au sein des différents plans de développement adoptés durant cette époque et si leur étude permet de fournir des éléments de réponse permettant de comprendre pourquoi la situation a continué à se détériorer durant ces décennies.

¹¹⁹ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, L'Harmattan, Paris, 1996, page 29.

¹²⁰ BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, pages 122 et 123.

¹²¹ Ibid. (24,2 % avaient 1 pièce, 47,3 % deux pièces, 16,2 % avaient 3 pièces et 12,2 % avaient quatre pièces et plus).

¹²² LAHOUARI, Addi. *Les mutations de la société algérienne : famille et lien social dans l'Algérie contemporaine*, La Découverte, Paris, 1999, page 39.

Ce n'est qu'en avril 1977 que sera créé le ministère de l'Habitat et de la Construction. Selon Belkaid Aboubakr, dans la préface qu'il a rédigée pour le livre de Benmatti alors qu'il était Secrétaire général de ce ministère en 1981, l'objectif de ce ministère était « de créer des centres d'activité créateurs de richesses vers le cœur et le centre du pays »¹²⁴. Ce fut au sein des plans de développement que se retrouvent les principales directives concernant le logement pour cette période, et ce, jusqu'à 1977.

Le premier plan de développement fut triennal (1967-1969) et visait surtout la réorganisation du secteur économique avec pour objectifs le contrôle étatique des ressources stratégiques par les nationalisations et la création d'entreprises publiques. Il était doté d'un budget modeste, dont 45 % était destiné au développement des industries lourdes des secteurs de la pétrochimie, de la sidérurgie et des hydrocarbures¹²⁵. Selon Benatia, les grands travaux de construction de logements ne reprirent progressivement qu'à partir de 1969, le grand nombre de logements abandonnés par les Européens ayant permis de faire croire aux dirigeants que ce secteur n'était pas prioritaire¹²⁶. Seuls 2,7 % du budget adopté pour l'application de ce Plan fut destiné au logement¹²⁷. Il fallut attendre jusqu'en 1970 pour que soit mis sur pied le premier plan de développement d'envergure, quadriennal cette fois-ci.

1^{er} Plan quadriennal (1970-1973)

Ce premier plan quadriennal, avec un budget de 34 billions de dinars algériens, maintenait comme priorité absolue la mise sur pied des secteurs nécessitant l'investissement d'un capital élevé et le développement d'industries lourdes. 48,4 % du

¹²³ DESCLOITRES, Robert et ad. *L'Algérie des bidonvilles : le tiers monde dans la cité*, École pratique des hautes études, Mouton, Paris, 1961, page 33.

¹²⁴ Dans BENMATTI, Nadir Abdullah. *L'habitat du Tiers-monde : (cas de l'Algérie)*, SNED, Alger, 1982, page 9.

¹²⁵ Ibid. page 143.

¹²⁶ BENATIA, Farouk. *L'appropriation de l'espace à Alger après 1962*, SNED, Alger, 1978, page 31.

¹²⁷ BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, pages 77 et 124.

budget fut alloué au secteur industriel, 15 % pour l'agriculture (en prévision du lancement de la révolution agraire) et un maigre 5,5 % fut alloué pour le secteur du logement, le reste du budget étant réparti pour les autres secteurs, dont la santé et l'éducation¹²⁸. Un accent fut mis sur l'entraînement et l'éducation des travailleurs locaux dans l'objectif d'obtenir une quantité de main-d'œuvre qualifiée suffisante pour répondre aux besoins des industries naissantes. Nous avons vu avec Boubekour que cet objectif fut loin d'être atteint. Le sous-investissement chronique du secteur du logement dans ce premier plan quadriennal aura fait en sorte qu'au moins la moitié des projets n'obtiendront le financement nécessaire pour les terminer qu'à l'application du plan quadriennal suivant. Une des mesures adoptées en 1971 concernant le logement fut la mise sur pied d'un programme d'épargne-logement, où l'État fournissait un prêt avec des taux d'intérêt avantageux pour permettre à des locataires d'accéder à la propriété. Ce programme eut un certain succès, auprès des classes moyennes supérieures et privilégiées, mais l'octroi d'un prêt gouvernemental impliquait que le bénéficiaire ait accumulé un certain capital par l'épargne. Dans ce contexte social d'instabilité quasi généralisée des sources de revenus, de hauts taux de chômage faisant en sorte que les rares revenus stables devaient être utilisés pour subvenir aux besoins de nombreuses personnes, Benatia en concluait que seulement 0,2 % des familles pouvaient satisfaire aux critères qu'exigeait l'octroi d'un prêt gouvernemental¹²⁹.

2^e Plan quadriennal (1974-1977)

Le deuxième plan quadriennal visait d'abord à remplir les objectifs déjà formulés dans le plan précédent. Le secteur des industries se vit allouer 43,5 % du budget total, mais en introduisant timidement, cette fois-ci, la préoccupation de développer aussi les industries de consommation. Les secteurs de la santé, de l'éducation et du logement eurent des investissements plus considérables que dans les

¹²⁸ Ibid. page 124.

¹²⁹ BENATIA, Farouk. *L'appropriation de l'espace à Alger après 1962*, SNED, Alger, 1978, page 104.

plans précédents, mais la majeure partie de ces sommes furent destinées dans les faits à compléter les projets déjà entamés, mais sous-financés durant les plans précédents. La somme allouée au logement au sein de ce Plan a grimpé à 7,5 % du budget total pour atteindre la proportion de 16,76 % dans le Plan quinquennal suivant (1978-1983)¹³⁰. Au sein de ces plans de développement, il était prévu de construire environ 20 % de logements de 2 pièces pour une superficie habitable moyenne de 50 m², 65 % de logements de 3 pièces ayant 64 m², 10 % de logements de 4 pièces ayant 79 m² et 5 % de logements de 5 pièces pour une superficie habitable de 93 m²¹³¹. Une part importante des logements prévus ne furent livrés, ou même entamés, qu'à partir du plan suivant.

Dans le domaine de la construction, pour les raisons qu'a identifiées Boubekur, les coûts ont largement dépassé les prévisions qui ne tenaient pas suffisamment compte de l'augmentation vertigineuse du prix des matériaux, de plus en plus importés. La lourdeur bureaucratique et l'installation d'un monopole d'État sur l'importation de ces matériaux auront aussi considérablement ralenti l'approvisionnement. Aussi, une part importante des sommes destinées au secteur du logement et de la construction fut allouée à l'importation d'unités de préfabrication, de technologies modernes... et ne fut pas directement utilisée pour la construction de logements.

La poursuite de la révolution agraire et l'installation d'industries vers le centre et les régions plus reculées du pays furent aussi des moyens choisis pour tenter de minimiser les disparités régionales et freiner l'exode rural de ces régions dont certaines avaient été grandement dévastées par la guerre. Selon Boudebaba, ce choix aurait été inspiré de la *théorie des pôles de développement* (*growth pole theory*) sur laquelle avaient travaillé Perroux et Boudeville¹³². On croyait pouvoir minimiser les disparités régionales en développant des industries dans des zones plus reculées pour ainsi favoriser le développement de centres régionaux pouvant attirer les migrants ruraux

¹³⁰ BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, page 124.

¹³¹ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, L'Harmattan, Paris, 1996, pages 175 et 176.

¹³² BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, page 79.

dans d'autres villes que celles déjà en état de surpopulation chronique. Cette option connut un certain succès et plusieurs industries importantes furent installées, notamment pour les villes d'Annaba et de Skikda, qui connurent une certaine spécialisation industrielle régionale. Cette option aurait effectivement permis de réduire considérablement les migrations vers les grandes villes, mais elle ne fut pas menée jusqu'au bout et :

[...] fut confiné à promouvoir la décentralisation des activités industrielles et du secteur des services des zones sur-urbanisées et la création à grande échelle des importations de produits de substitution aux produits locaux et aux complexes industriels orientés vers l'exportation. (traduction libre)¹³³

Cette option n'a pas permis de créer suffisamment d'emplois dans les régions plus reculées pour considérablement freiner les migrations, à l'exception des régions d'Annaba et de Skikda où l'envergure des projets industriels eut un impact significatif sur la quantité d'emplois disponibles. Les effets de ces réussites ne se seront par contre pas fait ressentir dans les zones les plus marginalisées.

Le bilan des choix effectués durant ces décennies est donc mitigé. D'un côté, l'Algérie a effectivement réussi à propulser un certain développement économique en un très court laps de temps. Par contre, le choix d'investir dans les industries nécessitant un capital élevé, tout en fournissant peu d'emplois, n'aura pas permis de réduire le chômage massif qui frappait la plupart des régions, dans un contexte d'accroissement naturel très élevé et où une part importante de la population était très jeune. Le choix de développer de très gros projets plutôt que de plus nombreux petits projets fut critiqué en ce qu'il a favorisé l'augmentation des inégalités. Entre autres, l'industrialisation aura permis de rehausser le niveau de vie en milieu urbain, mais aura augmenté les inégalités régionales et celles entre les villes et les régions, encourageant le maintien d'un haut niveau de migrations vers les villes, déjà surpeuplées et n'ayant pas le budget nécessaire au sein de ces Plans pour accommoder tous ces gens. Aussi, la négligence envers les problèmes sociaux déjà présents et en incubation rapide aura fait

¹³³ Ibid.

en sorte qu'ils se sont progressivement aggravés au fil des années, ce qui conduira à des situations explosives à partir des années 1980. L'échec dans les tentatives de freiner considérablement l'exode rural et l'incapacité des grandes villes à absorber harmonieusement une telle quantité de migrants auront eu pour conséquence la ruralisation des cités, par l'accroissement des bidonvilles et leur multiplication, ainsi que la persistance de certaines pratiques, comme celle d'élever du petit bétail ou de la volaille dans des zones urbaines surpeuplées.

De plus, les politiques d'urbanisme présupposaient que l'installation dans des logements modernes favoriserait l'essor de l'organisation de la famille nucléaire et les logements furent construits dans cette optique. Comme nous l'avons vu, la situation de pénurie de logements et la hausse des coûts de construction auront forcé la majorité de la population à maintenir la cohabitation de familles étendues, par le mariage des enfants, même en milieu urbain et en habitant des logements aucunement adaptés à ce type d'organisation, ce qui aura un effet inévitable sur la dégradation du parc locatif. La surpopulation de plus en plus généralisée de certains quartiers aura pour conséquence de favoriser la perpétuation du phénomène de bidonvilisation des logements et quartiers populaires des grandes villes algériennes.

Avant de poursuivre, on a parfois implicitement considéré que la cohabitation d'une famille étendue était un trait culturel, un idéal, alors que d'autres fois on considérait que cette cohabitation est de loin beaucoup plus subie que choisie. Il semble cependant que les deux situations peuvent être possibles, puisque pour certaines familles cette cohabitation peut être choisie et que pour d'autres elle peut être effectivement subie. De plus, Safar-Zitoun fait remarquer que même au sein d'une même famille, on peut retrouver les deux situations. Il peut souvent être impensable pour une famille que le fils aîné qui vient de se marier ne s'installe pas au sein de la résidence paternelle. Il s'agit alors d'un choix et la cohabitation peut être considérée comme une spécificité culturelle. Pour les frères cadets, par contre, la cohabitation avec les parents et les frères aînés est généralement beaucoup plus subie que choisie. En effet, les frères cadets se retrouvent souvent défavorisés en ce qui concerne les relations

de pouvoir, notamment en ce qui a trait à la répartition de l'espace, rare et insuffisant. Une fois mariés, les frères cadets reçoivent souvent de très fortes pressions pour quitter le foyer de la part de leur épouse, pour qui une telle cohabitation implique inévitablement de subir à la fois l'oppression de la belle-mère et celle(s) des épouse(s) des frères plus âgés. Les frères cadets seront donc plus nombreux à envisager de s'installer ailleurs à n'importe quel prix pour fuir les tensions et conflits familiaux au sein desquels ils sont désavantagés, même lorsque la seule solution est de s'installer dans un bidonville. L'idéal souvent formulé et souvent actualisé par ceux qui en ont les moyens est que chaque couple puisse bénéficier d'un appartement, d'un étage ou d'un espace permettant de préserver l'autonomie et l'intimité des couples, mais tout en étant regroupés au sein d'un même immeuble ou d'une résidence du type *Villa*, comme celles de l'époque coloniale.

L'industrialisation rapide dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre qualifiée aura aussi eu une autre répercussion sur les inégalités sociales en ce qui concerne l'accès au logement. Autant de nouvelles industries, qui utilisaient surtout des technologies étrangères, ne purent que faire compétition entre elles pour attirer les rares ouvriers ou cadres suffisamment qualifiés pour assurer leur bon fonctionnement. En tant que bien des plus stratégiques par sa rareté, l'octroi d'un logement de qualité fut un des moyens parmi les plus utilisés pour attirer les candidats recherchés. La réussite de l'industrialisation rapide étant la priorité absolue, une part importante des maigres budgets alloués à la construction de logements fut dans les faits octroyée aux entreprises industrielles pour qu'ils puissent se doter d'un parc de logements convenables pour attirer ou garder leurs employés. Fatma Salhi, dans *Pouvoir, acteurs locaux et habitat : Annaba El-Hadjar (Algérie)*, va jusqu'à dire que les entreprises industrielles, durant cette époque, ont produit l'urbain¹³⁴. Alors que les besoins devenaient de plus en plus urgents dans plusieurs quartiers des grandes villes, une part importante des budgets ont été dans les faits utilisés pour loger très convenablement des employés étrangers ou des Algériens revenant d'Europe. Cette observation permet de

mieux comprendre pourquoi les taux d'occupation et la surpopulation ont augmenté dans les quartiers populaires des grandes villes algériennes depuis l'indépendance.

8.2 Révolution agraire

Le choix d'orienter l'agriculture vers une production pour l'exportation, notamment au sein du secteur « autogéré », aura permis à l'État algérien d'accumuler un certain capital qu'il aura utilisé pour le développement des industries lourdes, entre autres par l'acquisition d'usines « clé en main ». On peut aussi penser que l'autoconsommation en milieu rural était considérée comme un obstacle au développement d'industries de consommation, puisque des paysans qui consomment ce qu'ils produisent ne constituent pas un marché intéressant pour une production industrielle de biens de consommation. Une des conséquences fut paradoxalement de stimuler les importations de nourriture, l'apparition de pénuries étant de plus en plus fréquente, et par conséquent d'encourager le développement du marché noir. Ainsi, l'importation de céréales a augmenté de 150 % entre 1962 et 1970, à la veille du lancement en grandes pompes de la fameuse révolution agraire (novembre 1971), ce qui a grugé une partie du capital obtenu par les exportations (environ 20 % du revenu des exportations, ceux du secteur pétrochimique inclus)¹³⁵. La production agricole a tout de même considérablement chuté. Pour éviter une trop grande inflation des produits de consommation, on a imposé un plafond du prix de certains produits tel le lait et le pain, ce qui eut comme conséquence le désintéressement, entre autres, de la part des grands propriétaires terriens pour qui investir dans le domaine agricole devenait moins intéressant.

¹³⁴ SALHI, Fatma. *Pouvoir, acteurs locaux et habitat : Annaba El-Hadjar (Algérie)* dans BADUEL, Pierre Robert. *Habitat, État, Société au Maghreb*, Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes, Éditions du CNRS, Paris, 1988, pages 153 à 164.

¹³⁵ BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, pages 86 et 87.

La révolution agraire avait comme objectifs explicites de stimuler la production de nourriture de base, de rehausser les conditions de vie des paysans et la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ce dernier élément renvoie au système de *khemasa* où le paysan qui se voit prêter une terre, des grains et animaux de travail, généralement par un grand propriétaire, ne conserve qu'un cinquième de la récolte. On a donc limité la quantité de terres que pouvait posséder un individu et on transforma une partie des terres autogérées qui devinrent propriétés de coopératives agricoles, au nombre de 5000. On a annoncé au départ vouloir exproprier plus de 7 millions d'hectares de terres cultivables, pour les redistribuer aux familles paysannes qui ne possédaient pas ou trop peu de terres. Pour accompagner une telle redistribution, on a annoncé, aussi, la création de mille nouveaux villages socialistes, nous y reviendrons plus loin.

Avant l'application de la révolution agraire, le secteur autogéré représentait un tiers des terres cultivables, employait 235 000 employés et permettait la subsistance d'au moins un million de personnes. Le secteur dit « traditionnel » pour sa part constituait les deux tiers des terres cultivables, employait 1,1 million d'individus et permettait la subsistance d'environ cinq millions de personnes¹³⁶. La révolution agraire fut critiquée pour la faiblesse de sa législation trop facile à contourner (plusieurs ont simplement transféré une partie de leurs terres à des proches) et la lenteur des redistributions ralenties par la bureaucratie. On a reproché aux dirigeants de ne pas s'être donné les moyens d'atteindre les objectifs qui avaient été fixés. Ainsi, en trois ans, seulement 500 000 hectares sur les 7 millions prévus avaient effectivement été nationalisés et redistribués aux paysans ne possédant pas ou peu de terres¹³⁷. Devant l'incertitude, la production agricole fut ralentie davantage et atteint son plus bas niveau historique. Certains hauts dirigeants auraient affirmé qu'une part des bureaucrates aurait volontairement miné et ralenti le processus, en alliance avec de grands propriétaires terriens.

¹³⁶ Ibid.

¹³⁷ Ibid. page 88.

Plus important encore, c'est le mode d'organisation du travail, la soumission aux bureaucrates qui ne connaissaient souvent rien à l'agriculture et donc l'absence de libertés, tant collectives qu'individuelles, qui auront assuré l'échec de la révolution agraire. On a cru que la modernisation de l'agriculture passait nécessairement par son industrialisation, par l'obligation de s'adonner aux simples monocultures intensives destinées aux exportations. Ce type d'exploitations agricoles entrainait en contradiction avec les valeurs des paysans pour qui le respect envers la terre qui assure notre subsistance était pratiquement sacré. Se voir privé de toute liberté dans la gestion des terres qui venaient tout juste de leur être distribuées, de se voir obligé d'appliquer des décisions absurdes allant à l'encontre de la sagesse acquise durant des générations, de se voir forcés d'endommager et de détruire ces nouvelles terres attendues depuis si longtemps et enfin l'évidence que ceux qui profitaient du fruit de ces terres et de leur labeur étaient surtout les membres de cette bureaucratie à laquelle ils étaient soumis, n'auront pu que susciter la colère, l'amertume, le désintéressement et enfin un profond désespoir, autant individuel que collectif, pour les paysans.

8.3 Les mille villages socialistes

Outre la mise au pas et la récupération de l'autogestion, la principale réalisation en milieu rural de l'État algérien à cette époque fut la mise sur pied de la Révolution agraire, dont le principal élément était la construction des « mille villages socialistes ». Cet épisode est trop drôle pour que je puisse ne pas le raconter. L'existence de la création des Camps de regroupement par l'armée française, leur nombre, la misère et les conditions de vie désastreuses que l'on y retrouvait, ne fut dévoilée dans les médias européens que vers la fin de la guerre. D'importantes manifestations avaient eu lieu en Europe en 1959 et 1960 pour dénoncer la situation. L'Administration française a alors réagi en présentant ces camps comme de nouveaux villages tout coquets, qui deviendraient des pôles de développement qui apporteraient richesses, prospérité et modernité aux campagnes d'Algérie. On fit l'éloge, dans les conférences de presse, du

projet de la création des « mille nouveaux villages », tel qu'insufflé par le *Plan d'amélioration de l'habitat rural* (voir la section 5).

L'emplacement de ces camps avait généralement été déterminé par des impératifs stratégiques et militaires et se trouvait souvent dans des endroits aucunement propices à l'installation de villages d'agriculteurs. Certains de ces villages devinrent permanents après la guerre et, en quelque sorte, le nouvel État algérien était pris avec ces aberrations coloniales sur les bras. Que faire? Les *Camps de regroupement*, qui étaient devenus les *mille nouveaux villages* devinrent, après la prise du pouvoir par Boumedienne, les *mille villages socialistes*. Une telle constatation m'a d'abord paru incroyable! Mais la lecture de différents auteurs, dont Aktouf, m'a permis de confirmer que je n'avais pas été victime d'une simple vulgaire blague.

Dès l'ère Ben Bella, et encore plus avec le lancement en 1971, de la Révolution Agraire et l'opération des mille villages socialistes en 1972 (idée reprise à Delouvrier qui en fit une sorte de slogan dès 1960, pour changer l'esprit des camps de regroupements et en faire des pôles de dynamisation de l'agriculture), le modèle du fonctionnaire de l'État, parasite incompétent et boulimique va dominer la scène agricole.¹³⁸

Plus loin.

Comme pour couronner le tout, la construction des mille villages socialistes a donné lieu à du favoritisme systématique, et s'est faite, sous prétexte de mettre fin à « l'esprit du gourbi », en dépit des caractéristiques sociologiques et culturelles élémentaires du paysan algérien, en dépit des mœurs les plus courantes et aussi, en dépit des impératifs de solidité et de durabilité. [...] paysans mécontents de l'absence de place pour la vie familiale « large » (lignages et non couple-enfants), de l'inadéquation des lieux pour les animaux traditionnels, de la négligence des habitudes ancestrales de discrétion attachée aux lieux domestiques, de la lamentable qualité des constructions effectuées trop mal et trop vite.¹³⁹

Cette dernière citation pourrait être tout aussi valable pour décrire les dernières réalisations de l'Administration coloniale française en milieu rural. Je ne peux qu'en conclure que les actions et politiques inaugurées par le nouvel État indépendant durant

¹³⁸ AKTOUF, Omar. *Algérie : entre l'exil et la curée*, L'Harmattan, Paris, 1989, page 159.

cette période furent de reprendre pratiquement mots à mots les grandes lignes des anciennes politiques coloniales françaises.

Les transformations de l'habitat qui se sont opérées en Algérie entre 1966 et 1979 furent souvent réalisées par un État, imprégné d'une « Doctrine socialiste de l'habitat », qui avait comme objectif explicite de modifier les modèles d'organisation, les habitudes de consommation, les valeurs et les coutumes jugées comme des obstacles au développement économique, plutôt qu'avec l'objectif de s'adapter aux transformations sociales et culturelles en cours chez ces populations. Selon Safar-Zitoun, cette doctrine :

[...] se proposait en outre d'élaborer un type d'habitat favorisant l'épanouissement de « l'homme nouveau ». Cette doctrine légitime le rôle distributeur de l'État et elle se veut « égalitaire » et « démocratique », dans le sens où elle disqualifie le critère de l'argent pour l'accès à l'espace, mais aussi dans la mesure où elle introduit le concept d'égalité résidentielle. Tous les logements construits par l'État devront être de même qualité, qu'ils soient destinés aux pauvres ou aux riches. [...] Mais cette disposition, généreuse dans son principe va engendrer des effets pervers, en rendant l'infiltration dans les filières de distribution beaucoup plus facile parce beaucoup moins visible.¹⁴⁰

Il en a donc résulté un décalage entre l'habitat et l'organisation de l'espace, qui devinrent, sans cesse, de plus en plus incohérents et inadaptés aux réalités sociales, économiques et culturelles des populations algériennes. Ce décalage fut générateur de tensions sociales, de problèmes sociaux et de crises sociales qui ont et auront des conséquences graves pour les peuples algériens. Avant de poursuivre avec la prochaine section, précisons qu'à cette époque, le recours aux filières formelles pour accéder aux logements était malgré tout encore prédominant. Ainsi, avant 1981, à la veille des réformes économiques qui auront des impacts majeurs en ce qui concerne le marché locatif, environ seulement 10 % des logements étaient détournés à la source à des fins spéculatives¹⁴¹. Nous verrons dans la prochaine section que le phénomène de

¹³⁹ Ibid. page 162.

¹⁴⁰ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Dynamiques sociales et rigidités institutionnelles ou la ville confisquée par l'état : le cas d'Alger*, collection Villes et développement, Montréal, 1994, pages 10 et 12.

¹⁴¹ Ibid. pages 12 et 13.

« captation à la source » de ces biens rares et le recours aux filières et pratiques informelles prirent une ampleur plus qu'inquiétante.

9. Période Chadli (1980-1992) ou la décennie noire, de l'Habitat socialiste au logement social

À la mort de Boumedienne, en 1979, les instances du Parti unique, le FLN, furent convoquées pour discuter du choix de son successeur à la tête du pays. Le Parti était traversé par différents courants; réformistes, conservateurs, islamistes... . Deux candidats furent mis de l'avant, un par les réformistes, de gauche, et l'autre par les conservateurs. N'arrivant pas à s'entendre sur un candidat et devant prendre une décision, les différents courants se sont entendus pour attribuer la Présidence à Chadli Bendjedid, un militaire de carrière, beaucoup plus connu en tant qu'amateur de luxe invétéré que pour ses qualités de leader, choisi en tant que plus ancien militaire à occuper le sommet de la hiérarchie. Il restera au pouvoir treize années, de février 1979 à janvier 1992, lorsqu'il fut chassé du pouvoir par les responsables militaires dont il s'était entouré. Ce président fut probablement le moins populaire de l'histoire de l'Algérie indépendante. Possédant très peu de charisme, de leadership et étant manifestement dénué de culture générale, il réussit à s'accrocher fermement au pouvoir par l'usage de son intuition aiguisée et ses habiletés de stratège politique. Il joua fréquemment la carte de la division et mit sur pied une alliance informelle avec le courant islamiste qui traversait le Parti. On parlera alors de l'alliance islamo-conservatrice qui s'installa au pouvoir durant cette décennie, que plusieurs considéreront comme la *décennie noire* de l'Algérie. En échange du soutien des islamistes, Chadli accepta, en contrepartie, de mettre certaines de leurs revendications en application. L'arabisation de l'Administration fut poursuivie (dans un pays où la langue arabe écrite n'est pas couramment utilisée) et l'adoption du *Code de la famille* de 1984, d'inspiration conservatrice et islamiste, en sont des exemples.

Ce code de la famille, qui intègre plusieurs éléments de la *Charia*, fut décrié pour son non-respect du principe d'égalité pourtant reconnu par la Constitution. Il reconnaît, entre autres, le droit des hommes de contracter plusieurs mariages simultanés (polygamie, pratique à peu près complètement disparue en Algérie). Il contient

plusieurs restrictions à la liberté de choix des femmes, mêmes adultes, qui doivent nécessairement obtenir l'approbation d'un tuteur ou d'un parent (évidemment un homme), entre autres, pour conclure un mariage. À défaut d'avoir un tuteur, le juge sera considéré comme tuteur de la femme désirant se marier (article 11). Ce code interdit notamment à une femme musulmane d'épouser un homme non-musulman (article 31), en accord avec les principes de la *Charia*, et rend illégale l'adoption d'un enfant. De plus, l'épouse est tenue de : « obéir à son mari et de lui accorder des égards en sa qualité de chef de famille, allaiter sa progéniture si elle est en mesure de le faire et de l'élever, respecter les parents de son mari et ses proches »¹⁴². Le code de la famille, fondamentalement anachronique, fut légèrement modifié en 2004, mais restera sensiblement le même. Une des modifications est que lorsque le juge est considéré comme le tuteur d'une femme adulte, il n'a plus le pouvoir de refuser un mariage qu'elle consent ou de la contraindre à contracter un mariage qu'elle refuse. Aussi, l'autorité parentale est maintenant reconnue à une femme veuve ou divorcée ayant la charge des enfants, mais demeure ignorée pour les femmes mariées.

D'un point de vue idéologique et économique, Chadli Bendjedid se démarqua de ses prédécesseurs en promouvant l'ouverture économique, la libéralisation et la privatisation des biens publics. Il proposa que l'État Constructeur devienne un État simplement Contrôleur. Une virulente campagne médiatique anti-socialiste eut lieu pour combattre les idées, principes et rhétoriques véhiculés par les régimes précédents, qui furent accusés de tous les maux et tous les problèmes sociaux en voie d'exploser (ce qui n'était pas entièrement faux, il faut admettre). Il adopta un discours et une idéologie libérale (économiquement, pas socialement) à prétention moderniste. Il rejoint sensiblement les mêmes idées que celles véhiculées par son contemporain, Anouar Al-Sadate, Président égyptien de 1970 à son assassinat en 1981, qui lui fut le père de l'ouverture économique à l'Occident (*Infitah*) et de la libéralisation de l'économie en Égypte. Chadli a diminué le pouvoir des forces répressives par leur division, ordonné la libération des prisonniers politiques (dont le premier Président Ben Bella), encouragé le

¹⁴² Voir le *Code de la famille de 1984*, article 39.

retour des exilés politiques et permit une timide, mais contraignante, légalisation des autres partis politiques.

Chadli privilégia notamment une tentative de spécialisation économique de l'Algérie, en ce qu'il encouragea un recours accru à l'importation de biens de consommation et des moyens de production, plutôt que d'encourager le développement d'une production locale plus diversifiée. Dès 1980, on assista à un retour en force des situations de pénuries chroniques, entre autres, de biens de première nécessité. Cette situation aura permis de donner un nouveau souffle à l'éclosion du marché noir (*trabendo*), qui deviendra, durant cette décennie, un aspect central, et durable, de l'économie algérienne. Le recours au marché noir fut utilisé par toutes les couches de la société, mais particulièrement par les plus fortunés. Les pénuries chroniques se sont intensifiées à partir de 1985-1986, alors que le prix du pétrole (principal revenu de l'État algérien) a radicalement chuté sur le marché international¹⁴³. Le budget de l'État étant lourdement diminué, de nombreuses compressions eurent lieu dans les secteurs jugés non prioritaires. Ce fut le cas de la plupart des programmes sociaux, dans un contexte où les problèmes sociaux devenaient de plus en plus aigus, ce qui pouvait fortement mener à des crises de grandes envergures. Ainsi, en 1986, alors que le pouvoir d'achat de la population diminuait constamment, l'État cessa de subventionner les produits de première nécessité, diminua ses investissements dans le domaine des logements sociaux, qui devinrent de plus en plus rares et convoités, et le taux de chômage explosa, notamment chez les jeunes, qui ne virent souvent d'autres choix que de s'impliquer au sein du marché noir, d'autres choix que de devenir des *trabendistes*.

La situation explosa effectivement en octobre 1988, notamment le 4, le 5 et le 10 octobre. De violentes émeutes, parfois nommées *émeutes de la faim*, ont éclaté dans la plupart des grandes villes, dont Alger, où des milliers de jeunes ont affronté l'armée et se sont attaqués aux symboles de l'État. L'armée répliqua en tirant sur la foule avec des balles réelles. Le bilan officiel fait état de 169 morts durant ces affrontements, mais

des sources non officielles avancent le chiffre de plusieurs centaines de morts, au moins 500. Ces contestations ont forcé le pouvoir à adopter une nouvelle Constitution ouvrant la voie au multipartisme et à une plus grande liberté syndicale, revendication majeure des groupes d'opposition, autant réformistes, d'extrême gauche, qu'islamistes. Les premières élections multipartites furent massivement remportées par le parti islamiste du Front islamique du salut (FIS), d'abord au niveau municipal en 1990 lorsque la plupart des municipalités se retrouvèrent sous leur autorité. Après la victoire éclatante du FIS au premier tour des premières législatives multipartites, l'armée intervient et annula ces élections, dissout le FIS, qui opta pour l'action armée une fois redevenue illégale, et força le Président Chadli à démissionner. Nous n'aborderons pas plus en détail cette période historique dans le cadre de cette recherche.

En ce qui nous concerne, nous nous intéresserons davantage aux impacts de ces nouveaux principes économiques sur la question du logement. Nous verrons entre autres ce qu'aura impliqué le passage de la « doctrine socialiste de l'habitat » à une doctrine s'appuyant sur l'idée du « logement social ». Nous verrons comment on a procédé à la privatisation des logements publics, la destruction et reconstruction du quartier populaire de Riadh-el-Feth et sa transformation en nouveau centre des affaires, principal projet d'envergure réalisé à cette époque. Nous nous attarderons aussi à comment furent relocalisés les habitants de bidonvilles gênants, souvent dans des Camps de transition ou en les obligeant à retourner s'installer dans leur région d'origine.

9.1 Privatisation des logements publics et programme d'accession à la propriété

Comme nous l'avons vu précédemment, l'ensemble des terres, des usines et des logements (au moins cent milles pour Alger seulement et environ trois cents milles

¹⁴³ LAHOUARI, Addi. *Les mutations de la société algérienne : famille et lien social dans l'Algérie contemporaine*, La Découverte, Paris, 1999, page 26 et DRIS, Nassima. *La ville mouvementée : espace public, centralité, mémoire urbaine à Alger*, L'Harmattan, Paris, 2002, page 237.

pour toute l'Algérie) abandonnés par les Européens au moment de l'indépendance devint propriété de l'État sous le terme de « biens vacants ». Benachenchou, dans la préface du livre de Benamrane, affirmait qu'en 1980, sur les 2 075 000 logements existants, il y avait un million de logements trop vieux et en mauvais état, après deux décennies où la question du logement était loin d'être une priorité¹⁴⁴. La rénovation ou la réparation d'un aussi grand nombre de logements aurait impliqué un investissement considérable. Dans le contexte où la majorité des locataires de logements publics ne payaient pas leur loyer, même si ceux-ci étaient gelés depuis 1964, une telle opération ne semblait pas rentable. Safar-Zitoun évalue qu'en 1966, seulement 40 % des loyers étaient recouverts par l'État et que cette proportion est passée à 28 % en 1981¹⁴⁵. Ces biens vacants coûtant très cher tout en remportant très peu, il fut décidé, en 1981, d'entamer leur privatisation.

Devant faire face à la fois aux lourdes charges imposées par l'entretien d'un parc locatif considérable dont les loyers n'étaient perçus qu'à la hauteur de 28 %, et devant satisfaire les appétits d'une bureaucratie qui avait développé des réseaux de captation à la source des biens rares comme les logements et les terrains à bâtir et aussi une demande sociale extrêmement forte, les autorités publiques décident de traiter les maux à la racine.¹⁴⁶

On utilisa alors une rhétorique qui arguait que la véritable liberté passait par l'accession à la propriété de son logis. Théoriquement, le programme d'accession à la propriété était destiné aux locataires, en proposant de leur céder le logement public (en commençant par ceux les plus récemment construits) au prix de sa construction ou même en deçà. Les logements publics furent donc vendus à un prix très inférieur à ceux que l'on retrouvait sur le libre marché. Boudebaba affirme que la plupart des logements publics furent vendus cinq à dix fois moins cher que ce qu'ils auraient été vendus sur le libre marché¹⁴⁷. Safar-Zitoun, lui, considère qu'il était possible de revendre un

¹⁴⁴ BENAMRANE, Djilali. *Crise de l'habitat et perspectives de développement socialiste en Algérie*, Centre de recherche en économie appliquée, Alger, 1980, page 6.

¹⁴⁵ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, L'Harmattan, Paris, 1996, page 138.

¹⁴⁶ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Dynamiques sociales et rigidités institutionnelles ou la ville confisquée par l'état : le cas d'Alger*, collection Villes et développement, Montréal, 1994, page 4.

¹⁴⁷ BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, page 249.

logement public récemment acquis dans certains quartiers jusqu'à 25 fois la mise initiale : « Nous avons calculé que la différence entre les prix administrés d'acquisition et ceux pratiqués sur le marché libre atteignait en moyenne 12 fois la mise initiale, mais pouvait se situer à près de 25 fois cette mise pour certains logements situés dans les quartiers centraux et les hauteurs de la ville »¹⁴⁸.

À première vue, on se demande pourquoi les locataires de logements publics n'ont pas massivement sauté sur l'occasion. D'abord, parce que l'on exigeait, comme condition préalable, que le locataire rembourse la totalité des loyers en retard (pour plusieurs familles, cela impliquait plusieurs années ou décennies de retard) : « Ces prix sont donc très attirants et intéressants, n'était la clause d'apurement des arriérés de loyers, dont le montant est de toute façon défalqué du prix de vente, qui a constitué la pierre d'achoppement de toute la procédure »¹⁴⁹. Plusieurs locataires perdirent alors l'intérêt de devenir propriétaires, d'autant plus qu'après avoir acquitté les loyers de retard et acheté le logement, ils auraient difficilement pu trouver les sommes supplémentaires pour réparer, rénover ou agrandir un logement trop souvent en très mauvais état et trop petit. La gratuité de fait que pouvait se permettre le locataire a aussi contribué à rendre moins intéressante pour plusieurs l'idée de devenir propriétaire, d'autant plus qu'un tel investissement n'était souvent pas planifié. La gratuité de la location était aussi considérée par plusieurs comme un droit inaliénable. Plusieurs auteurs considèrent que cette opération remettait en question le contrat social tacite fondé sur le partage du butin d'une guerre qui a affecté toutes les familles.

Ce qui n'était que pesanteurs sociologiques va se transformer en large mouvement de contestation : beaucoup d'usufruitiers du patrimoine public à titre gratuit interprètent l'opération comme un « marché de dupes » dans la mesure où, au moment même où on leur conteste cette gratuité, ils en observent l'usage dans les réseaux de plus en plus fermés des cercles du pouvoir.¹⁵⁰

¹⁴⁸ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Dynamiques sociales et rigidités institutionnelles ou la ville confisquée par l'état : le cas d'Alger*, collection Villes et développement, Montréal, 1994, page 16.

¹⁴⁹ Ibid. page 16.

¹⁵⁰ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Dynamiques sociales et rigidités institutionnelles ou la ville confisquée par l'état : le cas d'Alger*, collection Villes et développement, Montréal, 1994, page 5.

La loi initiale de 1981 interdisait à un individu d'acquérir plusieurs logements ou locaux professionnels simultanément et interdisait aussi de revendre un logement acquis du secteur public pour une période de cinq ans¹⁵¹. On ne fut cependant jamais en mesure de vérifier et sanctionner l'acquisition cumulée de logements publics. L'interdiction de revendre ces logements pour cinq ans n'a pas réussi à freiner les pratiques spéculatives qui devinrent, comme nous le verrons dans une prochaine section, plus informelles, mais d'autant plus alléchantes. Des fortunes colossales furent amassées de cette manière. En 1986, pour accélérer la privatisation des logements publics, qui ne connut pas le succès escompté, une nouvelle loi annula ces dispositions anti-spéculatives et anti-patrimoniales¹⁵². Il devenait donc possible d'acquérir un logement public et de le revendre le lendemain, en toute légalité, plusieurs fois le prix d'acquisition. Il devenait aussi possible d'acquérir un tel logement à titre de personne morale. Pour une famille aux revenus modestes ne possédant qu'un seul logement, par contre, une telle opération n'était guère profitable, car de vendre son seul logement implique de trouver autre part où habiter. Dans un contexte de pénurie de logements, la chose n'était pas aisée pour ces familles et ils auraient dû le payer environ le même prix, sinon plus cher, que le montant qu'ils auraient obtenu en revendant le logement précédent. Pour une personne fortunée possédant ou louant plusieurs logis et cherchant des investissements pouvant rapporter beaucoup rapidement, ce fut une vraie aubaine, le paradis dont rêveraient tous les amateurs invétérés de la spéculation immobilière.

En effet, l'incomplète « liquéfaction » du parc immobilier, la faiblesse de l'offre publique globale de logements, la rétention administrative sélective de terres à bâtir rendent les possibilités de profits spéculatifs extrêmement juteuses. Les logements du secteur public, achetés à des prix administrés très bas sont revendus entre 15 et 30 fois leur prix d'achat sur le marché.¹⁵³

Une des raisons pour laquelle l'écart était si grand entre les prix exigés par l'État pour l'achat de terrains à bâtir et les logements publics et ceux que l'on retrouvait sur le libre marché est que l'on a utilisé les actes de vente officiels du secteur privé pour

¹⁵¹ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, L'Harmattan, Paris, 1996, pages 184 à 188.

¹⁵² Ibid.

déterminer ces prix. Safar-Zitoun et Sgroi-Dufresne rapportent qu'une pratique presque toujours utilisée lors de la vente d'un terrain ou d'un logement entre des particuliers est de systématiquement déclarer un montant de vente plusieurs fois moins élevé que le montant réellement déboursé, pour diminuer les taxes foncières devant être payées¹⁵⁴. Ainsi, on ne déclare généralement jamais plus que 20 % ou 30 % du montant réel payé pour l'acquisition d'un terrain ou d'un logement¹⁵⁵. Les prix des terrains à bâtir et logements publics étant fixés à partir de déclarations officielles systématiquement sous-évaluées, les prix exigés étaient toujours de loin inférieurs à la valeur réelle. D'ailleurs, ce phénomène permet de comprendre davantage l'échec et la lenteur de la redistribution des terres au moment de la révolution agraire lancé en 1971. Les propriétaires de terres dont on visait la nationalisation ont tenté de trouver tous les moyens possibles pour y échapper. La raison principale en est simple : la compensation offerte par l'État aux particuliers pour compenser l'expropriation de ces terres était évaluée théoriquement en fonction de leur valeur sur le libre marché. En pratique, les valeurs des transactions sur le libre marché étant systématiquement plusieurs fois sous-évaluées dans les déclarations officielles, la compensation offerte par l'État était de loin inférieure à la valeur réelle de ces terres. Ce phénomène prit une ampleur considérable entre 1981 et 1987. Selon Safar-Zitoun, un terrain public de la région d'Alger qui était acheté en 1981 en moyenne 80 dinars le mètre carré pouvait être revendu tel quel 200 dinars sur le libre marché ou sur le marché parallèle¹⁵⁶. En 1987, un terrain public de la même région pouvait maintenant être acheté en moyenne pour 126 dinars le mètre carré et être revendu en moyenne plus de 900 dinars¹⁵⁷. Toute augmentation des prix administrés avait donc une répercussion sur le marché parallèle et le libre marché. Alors que les prix administrés pour l'achat d'un terrain public à bâtir de la région d'Alger ont

¹⁵³ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Dynamiques sociales et rigidités institutionnelles ou la ville confisquée par l'état : le cas d'Alger*, collection Villes et développement, Montréal, 1994, page 23.

¹⁵⁴ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, L'Harmattan, Paris, 1996, pages 202 et 203.

¹⁵⁵ SGROI-DUFRESNE, Maria. *Alger 1830-1984 : stratégie et enjeux urbains*, Éditions Recherche sur les civilisations, Paris, 1986, page 205.

¹⁵⁶ Certaines législations furent adoptées pour tenter de freiner les pratiques spéculatives, dont l'interdiction, durant quelques années, de revendre des terres à bâtir sans avoir construit ou des logements publics. Nous verrons dans la prochaine section de quelles manières les pratiques spéculatives devinrent davantage informelles.

augmenté de 57 % entre 1981 et 1987, ceux-ci ont augmenté en moyenne de 328 % sur les marchés durant la même période; l'écart moyen entre les prix administrés et les prix réels pour l'achat d'une terre à bâtir est donc passé d'un ratio de 1/2,6 à 1/7,2 pour cette région durant cette période, d'où l'intérêt de s'adonner aux pratiques spéculatives, tant formelles qu'informelles. Nous reviendrons plus loin sur les implications de l'aggravation de ce phénomène.

L'État continua à construire un certain nombre de logements sociaux, publics, surtout entre 1980 et 1984, qui pourraient être revendus au locataire par la suite. En 1980, fut mis sur pied le *Centre National d'Études et de Réalisation en Urbanisme* (C.N.E.R.U.). Cet organisme eut comme préoccupation de tenir davantage compte des données sociologiques et économiques pour l'élaboration des nouveaux plans d'urbanisme. Selon Nassima Driss, cette institution ne fut cependant pas à même d'appréhender la complexité des réalités urbaines et des mutations sociales en cours dans la société et n'était pas « en mesure de maîtriser les phénomènes dynamiques de la réalité urbaine »¹⁵⁸. Dans ce contexte de pénurie de logements, la demande (notamment de la part de personnes déjà logées d'une manière plus que convenable ou possédant déjà plusieurs logis) et la compétition étaient très fortes pour l'obtention d'un logement social, d'autant plus qu'il pouvait ensuite être acheté à un prix très bas et revendu très rapidement sur le libre marché. Bien que théoriquement destinés aux familles qui en ont le plus besoin, ces dernières furent pratiquement exclues de l'attribution de logements sociaux. La raison principale en est que l'obtention d'un tel logement impliquait de jouer le jeu de la bureaucratie, où les règles informelles jouaient un rôle structurellement et culturellement omniprésent, surtout dans le domaine de l'attribution de logements, bien stratégique par excellence de par sa rareté. Selon Boudebaba, les familles à faibles revenus furent de fait pratiquement exclues de l'attribution de tels logements puisqu'elles n'avaient pas les moyens de corrompre¹⁵⁹ et avaient moins de

¹⁵⁷ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, L'Harmattan, Paris, 1996, pages 202 à 206.

¹⁵⁸ DRIS, Nassima. *La ville mouvementée : espace public, centralité, mémoire urbaine à Alger*, L'Harmattan, Paris, 2002, pages 119 et 120.

¹⁵⁹ BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, page 240.

relations sociales pouvant intervenir pour faire pencher la balance en leur faveur (le *piston*). De plus, les familles ayant récemment migré d'un milieu rural furent aussi désavantagées, puisqu'elles avaient généralement moins de relations sociales pouvant être utilisées en leur faveur et qu'elles étaient moins habituées à faire affaire avec la bureaucratie urbaine, qui en Algérie, implique de connaître à la fois les règles formelles, mais surtout les règles informelles qui permettent aux fonctionnaires de profiter de « rente de situation ». Les habitants des bidonvilles furent de fait exclus du programme d'accession à la propriété puisque l'on visait la disparition de ces habitations illégales de par leur nature. Nous verrons plus loin de quelle manière les habitants des bidonvilles gênants furent relogés, entre autres vers les centres de transition, en étudiant plus en détail le cas du camp de El-Bir à Constantine, qui fut le premier centre de cette ville à être destiné à reloger les habitants des bidonvilles et le modèle qui sera ensuite, selon Boudebaba, appliqué au reste de l'Algérie. Après sept années d'application de la politique de privatisation des logements publics, de 1982 à 1989, seulement 49 % des 127 061 logements mis en vente dans la région d'Alger (dont 85 % avaient été construits avant 1962) avaient été vendus¹⁶⁰. À l'échelle nationale, 59 % des logements publics mis en vente auraient été, toujours en 1989, achetés par des particuliers¹⁶¹. Selon Safar-Zitoun, les maisons individuelles, d'une grande valeur monétaire, auraient cependant toutes été vendues alors que seulement environ 35 % à 50 % (selon les quartiers) des logements situés dans des immeubles collectifs auraient été effectivement privatisés. Une des conséquences fut que l'on retrouvait maintenant à la fois des propriétaires et à la fois des locataires au sein du même immeuble, ce qui engendre un potentiel plus élevé de conflictualité.

Outre la privatisation des logements publics, une réforme du secteur de l'habitat fut entreprise en 1982¹⁶². Plusieurs milliers de maisons et logements illégalement construits furent légalisés et un effort fut mis pour étendre l'accès à l'eau et à

¹⁶⁰ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Dynamiques sociales et rigidités institutionnelles ou la ville confisquée par l'état : le cas d'Alger*, collection Villes et développement, Montréal, 1994, pages 15 et 16.

¹⁶¹ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, L'Harmattan, Paris, 1996, page 188.

¹⁶² BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, pages 138 à 140.

l'électricité à un plus grand nombre d'habitations¹⁶³. On a voulu contrôler le prix des terrains pour tenter de freiner les hausses dues à la spéculation (nous verrons plus loin que les pratiques spéculatives devinrent plutôt hors de tout contrôle) et on augmenta la quantité de permis délivrés pour l'autoconstruction, qui fut encouragée, notamment en milieu rural, dans une tentative de freiner les migrations vers les villes. Dans cette optique, des institutions administratives et financières furent mises sur pied et furent dotées de crédits et de matériaux de construction. L'autoconstruction prit de l'expansion et fut très populaire chez certaines couches de la société, chez les professeurs d'université, les administrateurs d'institutions publiques, hauts fonctionnaires, responsables militaires. L'octroi d'un prêt étant toutefois conditionnel à la possession d'un capital initial considérable et à un revenu stable et régulier, les habitants des bidonvilles et les familles, très nombreuses, ne pouvant remplir les conditions nécessaires furent encore davantage marginalisées. Ce fut encore plus le cas lorsque la situation de crise provoquée par l'effondrement du prix du pétrole a entraîné une augmentation considérable du chômage et une inflation rapide du prix des produits essentiels aggravée par le spectre des pénuries. C'est en pleine période de crise des finances de l'État, en 1986, ayant nécessité une diminution importante des fonds destinés aux programmes sociaux, que le projet de conversion du quartier de Riadh-El-Feth, de quartier populaire à nouveau centre des affaires, fut mis de l'avant. Une quantité gigantesque de fonds fut dénichée pour ce projet impliquant la destruction initiale du bidonville d'Acacias-Nador et des logements de ce quartier, projet dont la planification et la réalisation furent attribuées à *Lavalin international*, qui devint ensuite SNC-Lavalin en 1991, firme québécoise récemment devenue une des entreprises d'ingénierie les plus prospères au monde.

¹⁶³ Aktouf évaluait qu'en 1982, 70 % des logements étaient surpeuplés et 66 % ne disposaient pas d'eau courante. AKTOUF, Omar. *Algérie : entre l'exil et la curée*, L'Harmattan, Paris, 1989, page 150.

9.2 Destructures de bidonvilles gênants et déplacement vers les Centres de transition

Dans cette section, nous verrons comment furent relocalisées, théoriquement temporairement, les populations provenant de bidonvilles que l'on a voulu voir disparaître. Pour la région d'Alger, nous utiliserons les données recueillies par Sgroi-Dufresne, Driss et Safar-Zitoun, pour ensuite explorer plus en détail, avec Boudebaba, un exemple de Centre de transition installé à Constantine.

Malgré la formulation constante par les autorités de vœux exprimant la volonté de faire disparaître les bidonvilles urbains et de reloger convenablement ses habitants, leur nombre est demeuré important dans la région d'Alger, jusqu'à leur éradication subite en 1983. Ainsi, selon Sgroi-Dufresne, leur quantité aurait rapidement doublé entre 1977 et 1983 : de 11 000 baraques en 1977 à plus de 20 000 en 1983, logeant plus de 22 000 familles¹⁶⁴. Safar-Zitoun propose des données semblables. En 1983, il y avait selon lui, dans la région d'Alger, 270 sites de bidonvilles répertoriés comprenant 20 629 baraques abritant 170 441 personnes, c'est-à-dire environ 10 % de la population du Grand-Alger¹⁶⁵.

L'opération de nettoyage des bidonvilles d'Alger fut entamée en 1983 avec la création, en mai, de la *police de l'environnement et de l'urbanisme*. On entama dès lors la destruction des bidonvilles, en commençant par les bidonvilles situés en milieux urbains, les plus visibles et dérangeants, et le regroupement de leurs habitants. Sgroi-Dufresne constatait que ces familles étaient relogées en fonction du niveau de qualification de leur chef. Les chefs de famille ayant un certain niveau de qualification et un emploi stable purent demeurer à Alger en bénéficiant d'aide à l'autoconstruction ou en bénéficiant d'un logement social. Les personnes n'ayant pas suffisamment de qualifications, c'est-à-dire 65 000 personnes, furent forcées (dans 70 % des cas contre

¹⁶⁴ SGROI-DUFRESNE, Maria. *Alger 1830-1984 : stratégie et enjeux urbains*, Éditions Recherche sur les civilisations, Paris, 1986, page 208.

¹⁶⁵ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Dynamiques sociales et rigidités institutionnelles ou la ville confisquée par l'état : le cas d'Alger*, collection Villes et développement, Montréal, 1994, pages 20 à 22.

leur gré) de retourner s'installer dans leur région d'origine (qui avait souvent été quittée depuis plusieurs générations) où ils furent escortés par convois militaires¹⁶⁶. L'auteur notait que plus que 78,6 % des non-qualifiés provenaient de 8 des 30 wilayas (départements) que compte le pays, 8 wilayas qui avaient connu de hauts taux de migrations précisément parce qu'elles connaissaient des situations socio-économiques particulièrement éprouvantes, surtout pour les jeunes. Safar-Zitoun, lui, constatait qu'entre 1983 et 1986, les 270 sites répertoriés furent rasés, que 46,3 % de leurs habitants furent réenvoyés dans leur région d'origine, que 29 % furent relogés dans les quartiers populaires de l'est d'Alger et que le quart de ces populations s'est fondu dans la ville, durant l'attente (souvent très longue) du traitement de leur dossier, en retournant chez des proches, aggravant ainsi le phénomène de surpopulation chronique¹⁶⁷. Cette situation n'aura pu qu'aggraver le phénomène de bidonvilisation des logements, déjà très présent.

Le nouveau complexe à prétention culturelle et commerciale de Riadh-El-Feth (qui signifie le Parc de la Victoire, parfois écrit Ryadh El Feth) fut d'ailleurs construit sur le site du bidonville des Acacias-Nador, qui fut un des premiers bidonvilles d'Alger à être rasé¹⁶⁸. Une grande partie des logements de ce quartier fut aussi détruite pour laisser place à ces fastueuses installations réalisées durant la deuxième moitié des années quatre-vingt. Sgroi-Dufresne notait que 70 % des chefs de famille de ce bidonville provenaient de la région d'Alger et que dans 78,6 % des cas, ces familles s'étaient installées dans ce bidonville pour fuir des conflits familiaux provenant d'une cohabitation qui était, dans ces cas, plus subie que choisie et rendue invivable par le manque d'espace provenant de l'exiguïté des logements¹⁶⁹. Puisque la majorité des chefs de famille étaient originaires de l'Algérois, on n'a pas pu dans ces cas réenvoyer dans une autre région la plupart des non-qualifiés. La solution fut de construire en

¹⁶⁶ SGROI-DUFRESNE, Maria. *Alger 1830-1984 : stratégie et enjeux urbains*, Éditions Recherche sur les civilisations, Paris, 1986, pages 227 à 230.

¹⁶⁷ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Dynamiques sociales et rigidités institutionnelles ou la ville confisquée par l'état : le cas d'Alger*, collection Villes et développement, Montréal, 1994, pages 22 et 23.

¹⁶⁸ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, L'Harmattan, Paris, 1996, page 166.

¹⁶⁹ SGROI-DUFRESNE, Maria. *Alger 1830-1984 : stratégie et enjeux urbains*, Éditions Recherche sur les civilisations, Paris, 1986, page 216.

périphérie de petites maisons préfabriquées à partir de matériaux importés pour reloger ces familles. Plus de 2220 familles provenant en grande partie du bidonville d'Acacias-Nador y furent relogées¹⁷⁰. Malgré les piètres conditions de vie que vivront ces familles, on peut presque considérer qu'elles auront eu de la chance si on compare leurs sorts à celui réservé aux familles relogées « temporairement » dans les Centres de transition, solution moins onéreuse qui sera implantée dès 1986. Nous résumerons plus loin dans quelles conditions furent relogées, à Constantine, des familles provenant de bidonvilles que l'on a aussi fait disparaître.

Mais avant de poursuivre, il m'apparaît utile, ici, de résumer en quoi a consisté ce fameux projet, qui a nécessité un investissement plus que considérable dans un contexte où la diminution des revenus de l'État a entraîné une diminution draconienne des sommes allouées aux programmes sociaux. Nassima Driss note qu'il est impossible de connaître le coût total du projet : « Il est pratiquement impossible de connaître le coût exact de la réalisation du complexe de Riadh-El-Feth. Toutefois, il semblerait que la facture s'élève à plusieurs milliards de francs dont plus d'un milliard pour le seul Makkam Ech-Chahid (monument) »¹⁷¹.

La construction de ce nouveau complexe culturel et commercial fut le plus gros, sinon le seul, projet d'envergure hautement symbolique visant à rehausser la qualité des espaces publics pour la ville d'Alger, rehausser son image et celle du pays tout entier, et ayant en plus la prétention de favoriser l'accès à la « modernité ». Sa réalisation fut attribuée à Lavalin international, entreprise d'origine québécoise devenue SNC-Lavalin, depuis la fusion des deux entreprises en 1991. Selon Nassima Driss, la haute charge symbolique de ce complexe : « correspond surtout à une période de changement politique, marquant la rupture avec le rigorisme socialiste de Boumedienne. Riadh-El-Feth exalte ainsi une forme de libéralisme qui marque autant l'espace urbain que les

¹⁷⁰ SGROI-DUFRESNE, Maria. *Alger 1830-1984 : stratégie et enjeux urbains*, Éditions Recherche sur les civilisations, Paris, 1986, page 227.

¹⁷¹ DRIS, Nassima. *La ville mouvementée : espace public, centralité, mémoire urbaine à Alger*, L'Harmattan, Paris, 2002, page 165.

esprits »¹⁷². Cet auteur souligne que sa réalisation peut être considérée comme une prouesse technique exceptionnelle, qui se serait intégrée harmonieusement à l'environnement urbain immédiat, même s'il n'est pas d'inspiration locale. Le site plurifonctionnel de 146 hectares comprend le grandiose *Makkam Ech-Chahid* (monument aux martyrs) ayant une hauteur de 92 mètres, qui fut dessiné par un architecte polonais et inauguré dès 1982¹⁷³. Il comprend aussi un très luxueux *Centre des arts* ouvert en 1986, complexe *culturel* et commercial, qui comptait 127 boutiques, plusieurs services tels des banques, compagnies d'assurances et compagnies aériennes, 24 restaurants, une discothèque, une boîte de nuit et un stationnement souterrain de plus de 700 places¹⁷⁴. Il ne faudrait tout de même pas passer sous silence l'*important* aspect *culturel* de ce *Centre des Arts*, aspect représenté par la présence initiale de trois salles de cinéma, un petit théâtre, deux galeries d'expositions, quelques salles de conférences et deux salles multifonctionnelles servant à diverses activités¹⁷⁵. L'aspect hautement culturel du complexe de Riadh-El-Feth est complété par la présence du musée du Djihad (en référence à la guerre de libération) et du musée Central de l'Armée. Curieusement, l'aspect culturel a rapidement disparu pour laisser toute la place à la dimension commerciale.

Le bilan de l'activité culturelle est bien maigre pour un lieu qui se voulait un modèle d'espace public pour l'ensemble de la ville et pour le pays. Depuis les émeutes de 1988, la dimension culturelle du lieu s'estompe progressivement pour laisser place à la seule activité commerciale. [...]. Depuis que la jeunesse huppée a déserté les lieux pour les boîtes de nuit de la côte mais aussi pour l'étranger, Riadh-El-Feth est fréquenté par de nouveaux riches qui ont fait fortune en quelques mois grâce à des entreprises d'import-export ou des réseaux de contrebande.¹⁷⁶

Pourtant, la gestion du complexe de Riadh-El-Feth fut confiée dès août 1983 à « l'Office de Riadh-El-Feth » (OREF), sous la tutelle du ministère de la *Culture*, « avec pour mission officielle l'organisation et de développement des activités culturelles de

¹⁷² Ibid. page 246.

¹⁷³ Ibid. pages 247 et 248.

¹⁷⁴ Ibid. pages 248 et 249.

¹⁷⁵ Ibid.

¹⁷⁶ Ibid. pages 271 et 272.

toute nature et surtout l'impulsion d'un rayonnement culturel et éducatif permanent »¹⁷⁷. On fit pourtant appel pour gérer cet office, durant les premières années, à des gens hautement qualifiés en ce qui concerne la Culture et ayant une longue expérience en matière d'éducation populaire et d'animation culturelle, c'est-à-dire... des militaires. En effet, le décret présidentiel instituant la création de cet office confiait sa gestion à un représentant de l'armée ayant le mandat cité plus haut. Peut-être, après tout, a-t-on surestimé la compétence de l'armée algérienne en matière « d'animation » culturelle et « d'éducation » populaire.

Dès le départ, ce projet fut vivement critiqué pour diverses raisons. D'abord, on a beaucoup reproché à ceux ayant pris la décision de se lancer dans un chantier si grandiose et si coûteux, mais ayant une utilité sociale plus ou moins évidente, alors que ce sont davantage les problèmes quotidiens banals, mais récurrents, qui rendent la vie de la grande majorité de la population à la limite du supportable. D'une manière implicite, un tel investissement visant à faciliter l'accès à la modernité par une animation et un rayonnement culturel, modernité représentée ici par l'accès à un important stationnement souterrain (alors que les réseaux de transports en commun sont absolument inefficaces et que le projet d'un métro pour la capitale, entamé en 1983, aura pris au moins 26 ans à ce réaliser) et la possibilité de fréquenter des boutiques de cosmétiques « à la fine pointe du progrès », démontre la persistance de la croyance, chez certains dirigeants, en la supériorité de la culture occidentale et de ses habitudes de consommations.

Au sein de la population, certains aspects de cette réalisation sont souvent appréciés. C'est le cas de l'aspect symbolique et du respect qu'inspire le monument aux martyrs, qui rappelle les sacrifices que les peuples algériens ont dû consentir durant la guerre de libération (même si ironiquement sa conception fut réalisée par un Européen). L'instrumentalisation de la mémoire collective à des fins commerciales, par contre, est souvent décriée : « il n'est qu'un trompe-l'œil pour étrangers et une insulte pour les

¹⁷⁷ Ibid. page 253.

citoyens. C'est de la business à l'algérienne »¹⁷⁸. Ce lieu fut aussi apprécié, entre autres, par les jeunes, en ce qu'il permettait l'expérience de nouvelles formes de sociabilités, par exemple la tolérance de rencontres permettant la mixité dans un lieu public. C'était en effet un des rares endroits publics, très sécuritaire puisque très surveillé par les forces de l'ordre, où il n'était pas trop risqué d'oser tenir la main de sa copine lors d'une promenade, d'organiser un rendez-vous galant dans un restaurant ou même encore se permettre une sortie en famille pour aller déguster une glace par une belle journée ensoleillée¹⁷⁹. Ces aspects, très appréciés par certains, seront très déplorés par d'autres, plus conservateurs ou religieux. Ainsi, on attribua, dans certains milieux, des surnoms peu flatteurs envers ce lieu. On fit parfois des jeux de mots en déformant, par exemple, son nom en « Riadh-El-Fesq », c'est-à-dire « le Parc de la dépravation »; ou encore en surnommant le monument aux martyrs de « Houbel », en référence à ce sanctuaire préislamique de La Mecque symbolisant l'ère de la *Jâhiliyya*¹⁸⁰. Ce lieu fut aussi longtemps très apprécié par les individus (trabendistes) impliqués dans les activités (très tolérées) reliées au marché noir, en tant qu'endroit par excellence pour y réaliser de bonnes affaires auprès de clients souvent très fortunés.

Pour terminer, les processus ayant conduit à la réalisation du complexe de Riadh-El-Feth permettent d'illustrer certains nouveaux paradigmes d'inspiration libérale au sein du pouvoir et certains mécanismes à l'œuvre au sein de l'Administration. D'abord, que la décision de se lancer dans cette aventure fut prise par un « coup de force » de la part des plus hautes sphères du pouvoir, comme pour la plupart des projets importants depuis 1980. Sgroi-Dufresne nous indique, en donnant l'exemple du Parc de la Victoire, que « les actions à entreprendre sont arrêtées, souvent par des “coups de force”, au niveau des plus hautes instances politiques qui, seules, sont en mesure de les imposer à tous »¹⁸¹. Aussi, la conception et la réalisation du Parc de la

¹⁷⁸ Commentaire d'un citoyen, cité par DRIS, Nassima. *La ville mouvementée : espace public, centralité, mémoire urbaine à Alger*, L'Harmattan, Paris, 2002, page 271.

¹⁷⁹ Ibid. pages 267 à 269.

¹⁸⁰ La *Jâhiliyya* signifie l'ère de l'ignorance, qui correspond, dans l'Islam, aux périodes précédant les révélations faites au Prophète. Voir DRIS, Nassima. *La ville mouvementée : espace public, centralité, mémoire urbaine à Alger*, L'Harmattan, Paris, 2002, pages 260 à 262.

¹⁸¹ SGROI-DUFRESNE, Maria. *Alger 1830-1984 : stratégie et enjeux urbains*, Éditions Recherche sur les civilisations, Paris, 1986, page 202.

Victoire et du monument aux martyrs de la guerre de libération furent confiées à des étrangers, utilisant une technologie étrangère. Les très nombreuses boutiques offrent presque exclusivement des produits importés et les salles de cinéma, un des principaux aspects culturels du *Centre des arts*, diffusent majoritairement des productions occidentales. On retrouve aussi la préférence envers les mégaprojets clé en main à l'utilité sociale très contestable sur la réalisation de plusieurs petits projets pouvant être d'une plus grande utilité. Finalement, la réalisation de ce projet a assurément permis à plus d'un individu de s'enrichir très rapidement, profitant de rentes de situation en leur qualité d'intermédiaires. Cette situation rend encore plus complexe le calcul du coût total du chantier et fait en sorte de rendre impossible de savoir comment furent utilisées les sommes ainsi dépensées. Certains auteurs et journalistes considèrent que la principale finalité de ce projet était de se redistribuer, entre les proches du pouvoir, les bénéfices provenant de la rente pétrolière. Nous verrons plus en détail certains de ces mécanismes et stratégies utilisées dans la section concernant le phénomène de captation à la source des biens stratégiques rares. Mais voyons maintenant tout d'abord comment furent relocalisés, à Constantine, les habitants des premiers bidonvilles de cette ville à avoir été détruits.

L'exemple du Centre de transition de El-Bir à Constantine

C'est en 1986 que sont apparus à Constantine les premiers *Centres de transition* construits pour les résidents des bidonvilles. Il y avait auparavant des centres semblables, comme celui de *Polygone* à Constantine, mais qui étaient destinés aux familles devenues sans-abris à la suite de catastrophes naturelles ou d'effondrements d'immeubles et avaient davantage la fonction d'un camp de réfugiés, où on ne se rendait qu'en dernier recours. Avec la construction et l'occupation immédiate du Centre de transition de *El-Bir* en 1986, exclusivement occupé par d'anciens résidents de bidonvilles, on a pu assister à l'apparition d'une nouvelle politique envers ces populations, politique que l'on retrouve dans la *Campagne d'amélioration urbaine*.

Nous verrons avec Boudebaba, qui a effectué une étude au Centre de *El-Bir*, que les conditions de vie de ces populations se sont davantage détériorées et que la plupart des intéressés auraient préféré qu'on les laisse vivre dans les bidonvilles plutôt que de se retrouver dans de tels centres. Boudebaba conclut de son étude que les conditions de vie se sont continuellement détériorées, de leur passage d'un milieu rural aux bidonvilles urbains et ensuite dans les centres de transition.

La décision de construire ce centre aurait été justifiée, par les autorités, par la poursuite de deux objectifs; la disparition des bidonvilles de la cité et le contrôle accru des nouvelles migrations¹⁸². La ville de Constantine a comme particularité d'avoir une expansion limitée par sa situation géographique. Avant le début de la guerre d'indépendance, la population n'était pas encore trop élevée pour causer des problèmes majeurs d'urbanisme et de transport. Le quartier musulman de la *Médina* était cependant déjà en état de surpeuplement chronique, entre autres, car plusieurs maisons et une part importante du quartier avaient été détruites pour faire place aux logements et infrastructures des Européens. Les premiers bidonvilles sont progressivement apparus durant la période coloniale et leur croissance fut accélérée par la migration des paysans fuyant les famines. La guerre d'indépendance fut virulente dans la région et de nombreuses familles paysannes ont vu leurs maisons détruites et leurs terres ravagées par la guerre et furent entassées dans les camps de regroupement, dont il fut question précédemment. À la fin de la guerre, un grand nombre d'entre elles migrèrent vers Constantine. En 1962, 30 % de la population habitaient dans des maisons qu'ils avaient eux-mêmes illégalement construites, dans les bidonvilles ou dans des « constructions spontanées » (les *faoudawis*)¹⁸³. La principale différence entre les bidonvilles et les constructions spontanées (*faoudawis*) est la nature des matériaux de construction utilisés. Les *faoudawis* étaient généralement construites en béton, donc plus durables, et elles répondaient plus souvent aux normes de la construction. Elles n'avaient cependant généralement pas accès à l'eau courante ni à l'électricité. Le terme *faoudawi* peut être traduit par « construction anarchique », dans le sens où elles se trouvent sur des terrains

¹⁸² BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, page 69.

qui n'appartiennent pas légalement au constructeur ne possédant pas de permis de construire et qui ne respecte donc aucun plan d'urbanisme. En 1977, à Constantine, plus de 20 000 familles habitaient dans des bidonvilles et autant habitaient dans des constructions spontanées, c'est-à-dire plus de 40 % de la population¹⁸⁴. Entre 1977 et 1986, un effort plutôt efficace a permis d'améliorer la situation par une coordination régionale ayant conduit à un développement rapide de plusieurs villes satellites qui ont attiré de nombreux nouveaux habitants. Selon un sondage effectué par l'armée en 1984, 60 000 personnes résidaient dans des constructions spontanées, qui furent par la suite légalisées et améliorées et 49 000 personnes habitaient toujours les bidonvilles¹⁸⁵. En 1986, 4600 d'entre elles furent transférées vers le Centre de transition de El-Bir, dont nous allons maintenant explorer les conditions de vie. Le sondage effectué par l'armée a servi de moyen de freiner l'expansion des bidonvilles existants; par la suite, un chef de famille ne pouvant prouver qu'il s'y était installé avant 1984 risquait de se voir expulser. Il est à noter que les nouveaux résidents du Centre provenaient exclusivement du bidonville situé le plus près du centre des affaires et d'un complexe touristique, les bidonvilles plus à l'écart étant demeurés intacts au moment où l'auteur publiait son étude¹⁸⁶.

Le Centre de transition de El-Bir fut construit sur une des terres les plus fertiles de la région. Le site, situé sur le flanc d'une colline, était composé de 28 hangars construits en acier, importé des États-Unis, et abritant chacun entre 24 et 36 familles, toutes les familles ne disposant que d'une seule pièce servant à toutes les fonctions et ayant une superficie de 22 à 24 m²¹⁸⁷. On surnomme « Garages » ces hangars qui ont une structure similaire à ceux où on entreposait des camions ou des munitions durant la guerre et à ceux utilisés pour la production laitière. Contrairement au bidonville, l'accès à l'eau courante et l'électricité étaient gratuitement disponibles, mais les salles de bain et salles de lavage devaient être partagées par 2 à 4 familles. De plus, on ne disposait de l'eau courante que d'une à trois heures par jour. Cette situation était normale et

¹⁸³ Ibid. page 125.

¹⁸⁴ Ibid. page 130.

¹⁸⁵ Ibid. page 127.

¹⁸⁶ Ibid. page 140.

semblable pour la plupart des quartiers de Constantine, mais elle était plus pénible au centre de transition. Le manque d'espace rendait difficile l'entreposage de l'eau et le Centre étant géographiquement isolé, il était plus difficile pour les résidants de s'approvisionner en eaux dans les quartiers voisins.

Chaque maisonnée comptait de 3 à 11 membres y résidant. Seulement 12,5 % d'entre elles n'avaient que 3 ou 4 membres, donc 87,5 % comptaient 5 membres et plus, ce qui amène l'auteur à conclure que pour 70 % des familles (celles ayant plus de 5 membres), il restait moins qu'un mètre carré d'espace par personne après que la pièce fut meublée un minimum. Le manque criant d'espace vital rendait particulièrement difficile le respect des normes sociales, dans une communauté où la division sexuelle du travail et la division des rôles sociaux en fonction de l'âge étaient traditionnellement très importantes. Le nombre de naissances variait de 2 à 13 naissances pour une moyenne de 7,6 naissances par famille, mais on y retrouve aussi un haut taux de mortalité infantile (une moyenne de 1,76 enfant décédé par famille)¹⁸⁸. Comme pour le reste de l'Algérie, environ 45 % des résidants avaient alors moins de 15 ans.

Comme c'était le cas des toits en tôles utilisés dans les camps de regroupement durant la guerre, le matériel utilisé pour la structure des hangars n'était pas adapté au climat. La structure en acier procure une piètre protection contre la chaleur en été et le froid en hiver et est très sonore durant les saisons pluvieuses. Mais surtout, la structure en acier offrait une piètre protection contre le bruit, les conversations personnelles pouvant donc être entendues par les voisins, à moins d'augmenter considérablement le volume de la radio ou de la télévision. Ce problème créait un grand stress à la communauté en raison de la grande diversité sociale, ethnique, culturelle et générationnelle que l'on y retrouvait. Dans les bidonvilles, les familles et les personnes partageant des affinités avaient tendance à se regrouper et à reconstituer un réseau social où l'entraide et la confiance étaient de mise et où l'intimité des couples était sauvegardée. Au centre de transition, l'attribution des logis était aléatoire et les voisins,

¹⁸⁷ Ibid. page 141.

¹⁸⁸ Ibid. page 146.

des étrangers ayant très souvent des croyances et des valeurs très différentes. La cohésion sociale était donc moins forte, la confiance laissa la place à la méfiance et on portait moins attention à l'environnement immédiat, qui devint rapidement très pollué.

La structure était en outre dénuée d'un système de ventilation, ce qui entraînait une pollution atmosphérique terrible, surtout en hiver, puisque la plupart des familles cuisinaient et se chauffaient en utilisant les *Kanouns*, utilisant du charbon, ou avaient recours à des réchauds portables utilisant du gaz. L'été, la chaleur y était pratiquement insupportable, surtout durant l'heure du dîner lorsque la plupart des enfants reviennent de l'école pour dîner.

Parmi les 120 familles constituant l'échantillon du chercheur, 53,3 % des chefs de famille n'avaient pas été à l'école, 30,8 % avaient fréquenté l'école coranique, 10 % avaient terminé le primaire, 5 % le secondaire et 1 seul (0,8 %) avait atteint un plus haut niveau¹⁸⁹. En ce qui concerne l'emploi, on a constaté une nette progression du taux de chômage. Avant la migration vers la ville, le taux de chômage était de 21,7 %. Une fois au bidonville, seulement 7,5 % des chefs de famille n'avaient aucune occupation, mais au sein du camp de transition, 20 % des chefs de famille n'avaient aucun travail¹⁹⁰. L'augmentation du taux de chômage doit cependant être relativisée par le fait que la situation économique était pénible en 1986, à la suite de la baisse du prix du pétrole, et que les taux de chômage ont aussi augmenté dans tout le pays. Aussi, le bidonville d'où ces familles provenaient était situé près du centre-ville alors que le centre de transition était géographiquement et socialement isolé et que les moyens de transport étaient pratiquement inexistants. Les travailleurs et les enfants se rendant à l'école devaient quotidiennement marcher des kilomètres pour se rendre dans les quartiers voisins, surtout dans le quartier très privilégié de Bellevue où les moyens de transport étaient mieux organisés. Des tensions et conflits éclataient quotidiennement entre les résidents du Centre et ceux du quartier de Bellevue, qui étaient dérangés par l'afflux matinal d'enfants et de travailleurs devant passer par leur quartier. En plus de

¹⁸⁹ Ibid. page 151.

¹⁹⁰ Ibid. pages 153 et 154.

l'éloignement géographique, les résidants du centre de transition étaient socialement stigmatisés. Ils tentaient généralement d'éviter d'être identifiés comme résidants des « Garages », situation perçue comme une grande humiliation pour la majorité d'entre eux. Cette stigmatisation sociale était particulièrement virulente pour les enfants en milieu scolaire. D'un statut social et économique défavorisé, l'adaptation au nouveau milieu scolaire fut très difficile pour ces enfants, qui devaient souvent côtoyer les enfants provenant des couches sociales les plus favorisées. L'absence d'endroits permettant d'étudier et de réaliser leurs travaux scolaires à la maison a aussi considérablement diminué les chances de réussite de ces jeunes.

Le recours au système de santé, notamment pour les femmes, a aussi considérablement diminué comparativement au bidonville. Le personnel médical était plus habitué à une clientèle aisée et qui résidait en milieu urbain depuis souvent plusieurs générations. Pour de nombreuses femmes habitant le centre de transition, il était particulièrement gênant d'être examiné par un homme, sans la présence d'un membre de sa famille. Lorsqu'une femme insistait pour être accompagnée durant l'examen, le personnel médical pouvait parfois adopter une attitude méprisante envers ces personnes et porter un jugement sur leurs valeurs, jugées archaïques. Aussi, le taux d'alphabétisation étant très bas, il était plus fréquent que les médicaments ne soient pas pris tel que prescrit, que l'on donne la dose normale pour les adultes à des enfants..., ce qui pouvait parfois être considéré comme une négligence de la part des parents. Le recours aux remèdes populaires traditionnels était aussi plus fréquent, ce qui pouvait aussi être méprisé par le personnel médical. Pour éviter des situations gênantes ou la stigmatisation, le recours au système médical devint plus rare.

Le séjour au sein de ce centre, même lorsqu'effectivement temporaire (mais de longue durée) aura été une expérience particulièrement humiliante et traumatisante pour la plupart des familles. Un très grand nombre de jeunes adultes ont d'ailleurs choisi de quitter leur famille et le Centre pour retourner s'établir dans les bidonvilles moins dérangeants laissés en place par les autorités. On ne peut que constater les très grandes similitudes entre les camps de regroupement établis par l'armée française durant la

guerre et les centres de transition destinés à reloger les habitants des bidonvilles que l'on a souhaité voir disparaître.

En effet, nous avons déjà vu que Bourdieu et Sayad considéraient que la guerre avait permis l'accélération de la politique coloniale. Au sein de cette politique coloniale, le regroupement des populations algériennes était un objectif avoué et présenté, comme l'ont expliqué M. Saigot et M. Gas dans leurs conférences de presse, comme une œuvre de promotion sociale et culturelle qui visait à vaincre les fléaux que constituaient les types d'habitations rurales traditionnelles (les *gourbis*) et les mentalités jugées archaïques. En 1948, fut divulgué le « Plan d'urbanisme de la région algéroise » constituant un tournant vers un plus grand interventionnisme de la part de l'Administration coloniale, imitant et important en cela les nouvelles dispositions mises sur pied en Métropole après la Deuxième Guerre mondiale. Cet interventionnisme, au moins dans le cas de l'Algérie, avait aussi comme objectif de maintenir la ségrégation spatiale ethnique en milieu urbain. On a alors tenté d'encourager la demande de logements neufs de la part des Européens en offrant un crédit plus avantageux, ce qui n'a pas été très efficace puisque beaucoup d'Européens demeuraient insolvables à la suite de cette période très troublée. Au niveau de l'intervention sur l'offre, l'administration coloniale a investi dans la construction de cités H.L.M., surtout pour loger les Européens, mais aussi pour loger les Algériens les plus fortunés. Le dernier volet présent au sein de ce plan était « La lutte contre les taudis et les bidonvilles et le relogement de leurs habitants dans des cités de recasement »¹⁹¹. Comme nous l'avons déjà vu, cette initiative n'a pas permis de diminuer la quantité de bidonvilles, ils se sont au contraire multipliés, surtout après l'opération de regroupement forcé des populations rurales durant la guerre.

Ainsi, les opérations d'éradication-recasement programmées ne concernèrent-elles qu'un nombre restreint de bidonvilles comme ceux de « La victoire Sifaoui » et « El Mansah » qui furent détruits en 1953 et dont les habitants

¹⁹¹ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, L'Harmattan, Paris, 1996, page 43.

furent relogés dans des maisonnettes préfabriquées un peu plus loin dans l'attente de logements en dur qui ne vinrent jamais.¹⁹²

Sgroi-Dufresne, elle, a constaté qu'entre 1947 et 1951, la construction de plus de cinq de ces cités de recasement, dans l'objectif de résorber l'habitat précaire, n'avait permis de faire disparaître qu'un seul bidonville¹⁹³. On pourrait presque avoir l'impression que la réforme de 1982 et l'opération d'éradication totale des bidonvilles d'Alger constituent la reconduction presque telle quelle de la politique coloniale, mais appliquée, cette fois, de la manière la plus subite, brutale et radicale. Nous terminerons cette section avec deux citations de Safar-Zitoun qui permettront ensuite d'alimenter la discussion.

Il reste néanmoins, comme nous allons le voir à travers l'analyse détaillée de l'évolution des Normes d'Habitat depuis leur apparition [sic.] nourrissait la réflexion des concepteurs de grands ensembles et autres Z.H.U.N. avait toujours été imprégnée par l'utopie sociologique généreuse développée dans les années cinquante par la sociologie urbaine française. On retrouve en effet le thème du grand ensemble comme « machine à homogénéiser les différences sociales » à l'état presque pur. Les planificateurs algériens reprenaient à leur compte le grand dada idéologique de l'époque.¹⁹⁴

Encore une fois, et de manière plus systématique et pour des objectifs cette fois-ci plus ambitieux et décisifs, on ressortait sous un costume plus chatoyant et attrayant les anciennes lubies de transformation du social par le spatial. Cette expérience n'eut pas le succès escompté, puisque l'on connaît son résultat, mais elle avait semé des idées qui allaient être reprises par les nouveaux démiurges de l'État national.¹⁹⁵

Comme nous pouvons le constater, il semblerait qu'un certain nombre de croyances, longtemps défendues par des sociologues et des anthropologues souvent influents, continuent (peut-être d'une manière inconsciente) à influencer les décisions prises par les autorités et les actions et recommandations formulées par des spécialistes d'autres disciplines. C'est pourquoi il est pertinent et important de s'intéresser au thème

¹⁹² Ibid.

¹⁹³ SGROI-DUFRESNE, Maria. *Alger 1830-1984 : stratégie et enjeux urbains*, Éditions Recherche sur les civilisations, Paris, 1986, page 25.

¹⁹⁴ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, L'Harmattan, Paris, 1996, page 167.

¹⁹⁵ Ibid. page 172.

de l'influence de l'organisation de l'habitat et des espaces de vies privées et collectives sur les populations et les sociétés humaines.

9.3 Le phénomène de captation à la source des biens stratégiques rares et le développement des filières informelles

Au cours de la décennie précédente, la part de l'offre de nouveaux logements par le secteur public n'a cessé d'augmenter. Selon Safar-Zitoun, l'offre de logements par le secteur public est passée de 29 % en 1976 à 73 % en 1983¹⁹⁶. Concernant cette donnée, le taux de 29 % qui semble exceptionnellement bas reflète en fait la vigueur de l'autoconstruction illégale (environ 80 % des logements de construction privée étaient illicites) et sa productivité qui, comparée à une productivité plus que médiocre du secteur public, telle que l'a démontrée Boubekour, firent en sorte que, malgré la rhétorique socialiste de l'époque concernant l'habitat, la quantité de constructions privées dépassait largement la quantité de constructions publiques. Il pourrait sembler paradoxal que ce soit précisément au moment de la libéralisation du marché immobilier que la proportion de logements neufs livrés par des organismes publics fût la plus élevée.

Safar-Zitoun résume la rhétorique gouvernementale contenue au sein de la réforme de 1982 :

Les arguments avancés pour justifier ce tournant de la politique urbaine sont de plusieurs ordres, mais nous n'en évoquons que les principaux. Il s'agit :

- 1- de satisfaire le besoin naturel d'accéder à la propriété de son propre logement;

¹⁹⁶ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Dynamiques sociales et rigidités institutionnelles ou la ville confisquée par l'état : le cas d'Alger*, collection Villes et développement, Montréal, 1994, pages 8 et 9 et SGROI-DUFRESNE, Maria. *Alger 1830-1984 : stratégie et enjeux urbains*, Éditions Recherche sur les civilisations, Paris, 1986, pages 147 à 152.

- 2- de décharger l'État de l'entretien d'un parc immobilier considérable qui grève lourdement son budget. Les revenus tirés de la revente de ses biens serviraient à financer de nouveaux logements;
- 3- de lutter contre l'urbanisation anarchique qui grignotait inexorablement les terres agricoles les plus riches du pays, et générait en outre divers « fléaux sociaux »;
- 4- enfin, de se donner les moyens juridiques et institutionnels d'une meilleure maîtrise de la croissance urbaine : schéma directeur d'aménagement du territoire, plans d'urbanisme, etc.¹⁹⁷

La nouvelle législation concernant le marché immobilier s'appuyait sur une rhétorique s'inspirant des idéologies libérales et ensuite néo-libérales, rhétorique qui arguait que la plupart des problèmes concernant le logement provenaient des choix effectués par les gouvernements précédents, d'idéologie socialiste, freinant les initiatives privées autres que pour répondre aux besoins familiaux. Cette idée fut largement diffusée au moyen d'une virulente propagande gouvernementale anti-socialiste relayée par les médias. Sans vouloir affirmer qu'ils avaient complètement tort, il faut bien se rendre compte que la libéralisation du marché immobilier et la privatisation des logements publics ne furent pas à même d'assurer une plus grande satisfaction des besoins de l'ensemble de la population. Safar-Zitoun considère même que la nouvelle législation n'a permis que d'accentuer les inégalités économiques et sociales, particulièrement en ce qui a trait à l'accès au logement, et d'augmenter la marginalisation d'une part de plus en plus importante de la population, entre autres les jeunes, surtout après le retrait des dispositions anti-spéculatives en 1986. Aussi, les nouvelles lois n'auraient pas réussi à effectivement libéraliser le marché immobilier.

La réforme de 1981, destinée à libérer le parc immobilier de la tutelle de l'État, [sic.] n'a pas contribué à libéraliser le marché et par conséquent le système urbain, mais au contraire à favoriser ses caractéristiques ségrégatives et élitaires. En activant les réseaux de captation et de spéculation foncière, elle a contribué à rendre plus visible la collusion entre pouvoir politique et pouvoir urbain.¹⁹⁸

¹⁹⁷ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Dynamiques sociales et rigidités institutionnelles ou la ville confisquée par l'état : le cas d'Alger*, collection Villes et développement, Montréal, 1994, page 14.

¹⁹⁸ Ibid. page 1 (résumé).

En effet, le recours aux filières formelles était malgré tout encore prépondérant durant la période précédant la réforme de 1982. Ce système avait à tout le moins l'avantage d'être plus clair et compréhensible. Au moins, tout le monde savait ce qu'il fallait faire si on voulait que le traitement de son dossier, par exemple pour accéder à un logement, ne prenne que quelques minutes au lieu de prendre des années. Il fallait simplement offrir aux fonctionnaires ce qu'ils voulaient ou faire intervenir une relation bien placée (*le piston*) pour accélérer le processus. L'État était le principal acteur et on savait clairement qui profitait de cette situation. Dans bien des cas, un logement public neuf était attribué par un employeur public pour conserver ses employés qualifiés, notamment pour les cadres supérieurs, l'objectif d'industrialisation étant la priorité. Ainsi, Sgroi-Dufresne constatait que 81,1 % des logements gérés par les O.P.G.I, organismes gérant des logements publics, étaient occupés par des cadres et seulement 10 % étaient occupés par de simples employés ou des ouvriers¹⁹⁹. Safar-Zitoun, lui, affirme qu'en 1974, 60 à 70 % des logements neufs situés dans les nouvelles cités étaient occupés par des cadres supérieurs et que 59 % des logements publics étaient considérés comme des logements de fonction²⁰⁰. Il y avait bien déjà, comme nous l'avons vu, environ 10 % des logements neufs détournés à la source pour des fins spéculatives, mais après la réforme, ce phénomène concernait au moins 40 % des logements neufs construits entre 1982 et 1989, selon les données officielles provenant du ministère de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Habitat (M.U.C.H.) citées par Safar-Zitoun²⁰¹.

Après la réforme, les stratégies, autant de la part des fonctionnaires et entrepreneurs voulant obtenir leur part du gâteau que celles des populations désirant mieux satisfaire leurs besoins en logements, devinrent plus complexes, alliant des stratégies impliquant le recours simultané aux filières formelles et informelles. Lorsque j'affirmais, plus haut, que le phénomène permettant aux fonctionnaires de profiter de rentes de situation est structurellement et culturellement presque omniprésent au sein de

¹⁹⁹ SGROI-DUFRESNE, Maria. *Alger 1830-1984 : stratégie et enjeux urbains*, Éditions Recherche sur les civilisations, Paris, 1986, page 203.

²⁰⁰ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, L'Harmattan, Paris, 1996, pages 143 à 145.

la bureaucratie algérienne, je voulais dire que les individus qui font carrière au sein de l'administration publique n'ont pas réellement le choix, qu'ils sont d'une certaine manière contraints de jouer le jeu. D'ailleurs, le seul Président algérien, Boudiaf, qui, scandalisé par l'omniprésence de ce phénomène au sein de la fonction publique après être revenu au pays d'un long exil de près de 30 ans, a réellement tenté de s'y attaquer fut assassiné au bout de six mois (1992). Il est vrai que lorsqu'un fonctionnaire abuse trop de la situation et tente d'obtenir une trop grosse part du gâteau, il sera parfois sacrifié et pourra se retrouver en prison. Ce sacrifice permet d'entretenir l'illusion que l'on s'attaque réellement à ce phénomène. Au contraire, un fonctionnaire trop honnête qui refuserait, pour donner un exemple banal, de prêter les camions de l'organisme public qu'il gère au beau-frère de tel haut fonctionnaire ou tel ministre pour que celui-ci les utilise pour transporter les matériaux qu'il destine à la construction de sa résidence privée, n'obtiendra, au mieux, jamais d'avancement et restera toujours aux plus bas échelons. Il risque de plus de se voir remercié de ses fonctions, sous un prétexte quelconque. La principale qualité requise pour s'assurer un avenir prometteur au sein de la fonction publique semble donc l'habileté à trouver le juste milieu optimal, c'est-à-dire savoir transgresser les règles formelles sans trop abuser de la situation. C'est pourquoi ce phénomène a des caractéristiques à la fois culturelles et structurelles au sein de la bureaucratie algérienne, ce qui n'est d'aucune manière une situation spécifique à l'Algérie.

Depuis la période socialiste, une des principales stratégies que les fonctionnaires utilisaient était de multiplier les étapes formelles pour pouvoir, d'une manière informelle, multiplier les occasions de s'enrichir : « Le secteur économique dépend, à de nombreux niveaux, de l'État et de son administration, dont les agents multiplient les textes réglementaires restrictifs, pour se placer en situation de force »²⁰². À partir de la réforme, les stratégies se sont complexifiées et concernèrent des réseaux de plus en plus larges. Ces stratégies impliquent paradoxalement très souvent la mise en commun des ressources de la famille élargie au sein de relations complexes de conflits et de

²⁰¹ Ibid. page 200.

coopérations entre les différents acteurs, qui réinventent et se réapproprient l'ancienne rhétorique patriarcale pour défendre leurs intérêts personnels et tenter de se placer en position de force au sein du groupe familial. Que ce soit par les réseaux de captation à la source des biens stratégiques rares ou par les familles élargies cherchant à mieux se loger, nous verrons que l'optimisation des chances implique de recourir simultanément aux filières formelles et informelles, et elles font appel à la complémentarité de l'apport en *capital économique* de l'un avec l'apport en *capital relationnel* de l'autre. Mais avant de poursuivre, il est nécessaire de voir de quelles manières ont évolué les pratiques informelles visant l'obtention d'un logement, notamment au niveau des pratiques d'échange, pour mieux comprendre sur quelles bases les stratégies des différents acteurs se sont appuyées.

Devant la marginalisation des groupes moins privilégiés quant à l'accès au logement, ceux-ci ont dû s'ingénier à trouver des façons originales de se débrouiller. Le troc de logement est une pratique qui fut très utilisée et qui a permis de concilier des groupes aux intérêts opposés²⁰³. Les familles locataires de « biens vacants » qui manquaient cruellement d'espace, mais qui ne disposaient pas des sommes nécessaires pour acheter leur logement et le revendre eux-mêmes, ont pu profiter de la valeur spéculative que représentait la localisation centrale de leur logement pour en proposer l'échange contre un logement plus grand, mais situé en périphérie. Comme nous l'avons vu précédemment, les « biens vacants » situés dans le centre de la ville d'Alger avaient, par leur localisation, une valeur spéculative supérieure aux logements se trouvant en périphérie. Ainsi, les logements publics de la périphérie étaient généralement cédés par l'État environ 1/7 de leur valeur sur le marché, alors que ceux du centre étaient cédés (presque au même prix même si leur localisation centrale avait pour effet de multiplier leur valeur réelle) environ 1/16 de ce qu'ils pouvaient être revendus par la suite²⁰⁴. Des familles échangeaient donc informellement leurs logements

²⁰² LAHOUARI, Addi. *Les mutations de la société algérienne : famille et lien social dans l'Algérie contemporaine*, La Découverte, Paris, 1999, page 172.

²⁰³ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, L'Harmattan, Paris, 1996, page 210.

²⁰⁴ Ibid. pages 210 à 212.

contre de plus grands pour répondre à leur besoin d'espace. Pour les personnes à la recherche d'un investissement juteux, ce fut une aubaine en or.

Confiants dans la valeur marchande supérieure de leurs biens, certains locataires de Biens-Vacants du centre-ville en proposaient l'échange contre des appartements périphériques à charge pour le nouvel acquéreur de se « débrouiller avec l'administration » pour régulariser l'opération auprès de cette dernière. Ils entamaient donc des stratégies de négociation de la localisation centrale de leurs logements auprès des représentants de la couche patrimonialiste, ces individus dont la position au sein des filières de distribution administrative leur permettait de s'accaparer parfois plus d'un appartement pour fins de spéculation ou de revente.²⁰⁵

Cette pratique a eu pour conséquence le transfert d'une part des familles moins fortunées du centre vers la périphérie et la tertiarisation du centre, des logements auparavant habités étant souvent transformés en locaux professionnels, aggravant ainsi la pénurie de logements destinés à l'habitation. Une autre stratégie pouvant être utilisée par les familles légalement locataires d'un « bien vacant » ou d'un logement public est de vendre le droit d'habiter le logement, informellement puisqu'on ne pouvait pas vendre un logement appartenant toujours à l'État, à un particulier. C'est ce que l'on nomme le *pas-de-porte*, pratique qui concernait environ 15 % des logements publics, que Safar-Zitoun définit comme « une sorte de sous-location assortie du paiement d'un droit d'accès très élevé qui égalait approximativement les trois quarts du prix d'achat d'un logement équivalent sur le marché libre »²⁰⁶. Encore une fois, c'est le nouvel occupant qui devra entreprendre des démarches auprès des autorités pour éventuellement régulariser la situation. Leur installation devenait généralement définitive et le vendeur avait très peu de chance de retrouver un jour son logement. Le paiement d'un *pas-de-porte* était donc pratiquement une vente définitive, illégale et informelle. Des pratiques semblables pouvaient être utilisées concernant les terres à bâtir. Pour tenter de contrôler l'urbanisation sauvage représentée par l'autoconstruction illicite, l'État a durci la législation et la répression. Les terres à bâtir publiques ne pouvaient être revendues légalement durant les premières années et l'acquéreur avait l'obligation de construire. L'action de l'État a eu pour effet de faire augmenter la rareté

²⁰⁵ Ibid. page 210.

et la valeur des terres d'origine publique. Ainsi, il devint plus fréquent qu'une terre fût revendue, informellement et illégalement, souvent deux, trois ou quatre fois avant qu'il y ait effectivement un début de construction. Selon les données officielles du M.U.C.H., citées par Safar-Zitoun, une telle revente illégale, sans aucune construction, qui concernait environ 20 % des terres cédées en 1975, concernait plus de 70 % des terres en 1988 dans plusieurs zones du Grand-Alger, pour une moyenne de 56 % pour la période de 13 ans sur laquelle portait leur étude interne²⁰⁷.

La demande sociale extrêmement forte de logements sociaux et l'intérêt que représentait l'acquisition d'un logement public ou d'une terre pour le ou la revendre immédiatement, pratique qui même si illégale jusqu'en 1986 était très peu risquée, ont exacerbé la rareté de ces biens stratégiques, ce qui a eu pour effet d'entretenir leur valeur spéculative. Il devint de plus en plus intéressant pour un entrepreneur privé, pouvant fournir le capital nécessaire, de s'allier avec des fonctionnaires bien placés au sein de l'Administration pouvant faire intervenir leur capital relationnel pour faire accélérer l'octroi d'un logement ou d'une terre : « L'acquisition d'un logement public ne devient plus une fin en soi, elle se transforme en moyen d'enrichissement rapide sinon ceux de mobilisation du capital de relations »²⁰⁸. Si au départ les liens de parenté ont pu constituer la base de tels réseaux de captation à la source, les réseaux devinrent de plus en plus larges et les relations personnelles hors du cercle familial, basées sur le partage d'intérêts financiers mutuels.

Ainsi donc s'étaient progressivement instaurées des passerelles sociales, un système de « relations personnelles » entre les entrepreneurs privés et les cadres du secteur public, qui procédaient d'une logique de maximisation du système rentier : contre la promesse d'un intéressement financier, les cadres supérieurs négociaient auprès de leurs commanditaires et recruteurs privés les avantages que leur conféraient leurs positions dans les réseaux de pouvoir économique qui s'étaient tissés au sein de l'appareil d'État et du secteur public de l'économie. Et au départ aussi, le canal des relations de parenté constituait le support privilégié de ces formes d'alliances informelles.

²⁰⁶ Ibid. page 147.

²⁰⁷ Ibid. page 206.

Plus loin.

Entre autres pratiques de rétention des biens rares, celle des logements et autres terrains à bâtir qui allait constituer un des moyens privilégiés de constitution d'avoirs monétaires en vue de lancer des « affaires » après le démarrage du processus de privatisation du parc immobilier public après 1981. [...] il apparaît très clairement que nous observons pendant cette période la réalisation progressive d'une sorte de répartition complémentaire des rôles entre le secteur public et le secteur privé : le premier servant à mettre en place les équipements et autres infrastructures financées à perte et le deuxième fonctionnant comme moyen privilégié de réalisation privative, sous la forme monétaire, des rentes de monopole et de position. Le but ultime du système était de créer des pénuries de biens et de services tendant à maintenir les caractéristiques spéculatives du marché.²⁰⁹

Ainsi, la tentative de libéralisation du marché immobilier aura eu pour effet de multiplier la marginalisation de la grande majorité de la population, n'ayant ni le capital, ni les relations nécessaires pour profiter des mécanismes inhérents au système mis en place après 1981. En plus du maintien des filières formelles favorisant les cadres des institutions publiques présentes sous le règne de Boumedienne, l'augmentation constante de la fréquence des pratiques informelles de captation à la source pour des fins spéculatives, aura eu pour conséquence de rendre encore moins probable que les logements sociaux nouvellement construits soient effectivement attribués à ceux qui en avaient réellement besoin, du moins par les méthodes formelles. Cette marginalisation s'ajoute à celles qu'engendrent nécessairement les mécanismes du libre marché, générateurs d'inégalités sociales, surtout dans ce contexte de rareté favorisant l'émergence d'une bulle spéculative.

Tout se passe donc comme si la tentative de désocialisation, de désétatisation du système urbain post-colonial débouchait non pas sur sa libéralisation mais sur un renforcement de ces caractéristiques les plus archaïques et inégalitaires. La ville, confisquée malgré lui par l'État par une ruse de l'histoire, se retrouve progressivement confisquée par des réseaux de captation tapis au sein de l'appareil d'État et qui n'ont utilisé les instruments de modernité que comme

²⁰⁸ LAHOUARI, Addi. *Les mutations de la société algérienne : famille et lien social dans l'Algérie contemporaine*, La Découverte, Paris, 1999, page 23.

²⁰⁹ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, L'Harmattan, Paris, 1996, pages 103 et 104.

paravents à des pratiques patrimonialistes archaïques dans leur principe et leur fonctionnement.²¹⁰

C'est pourquoi ce sont surtout les familles déjà les mieux placées qui, dans ce contexte, ont réussi à améliorer leurs conditions de logement. Elles ont souvent dû avoir recours aux filières informelles et se doter de stratégies complexes impliquant très fréquemment la mise en commun des ressources de l'ensemble de la famille étendue. Comme on l'a vu, une famille nucléaire pouvait très rarement améliorer ses conditions de logement en ayant recours qu'à une simple stratégie domestique individuelle. D'une certaine manière, la nécessité de recourir à des stratégies résidentielles collectives a eu pour effet de faire renaître le modèle de la famille patriarcale, réinventé et plus instrumentalisé, et la diminution des processus de fission en familles nucléaires que l'on s'attendait voir accélérés par l'installation dans des logements modernes pensés et conçus pour ce type d'organisation. Selon Safar-Zitoun, c'est le modèle de la maison néo-traditionnelle qui permettait de réaliser un compromis entre les tendances à la fusion provenant généralement des ascendants et du fils aîné et les tendances à la fission souvent représentées par les descendants et les frères cadets²¹¹. Contrairement à la maison traditionnelle pensée d'une manière introvertie et où la plupart des commodités était centrales et partagées par les membres composant la famille élargie résidant sous le même toit, la maison néo-traditionnelle était construite d'une manière à assurer l'autonomie et l'intimité de chaque couple. Chaque famille nucléaire y possédait soit un appartement individuel ou soit un étage qui lui est réservé, doté de toutes les commodités nécessaires. Au sein de cette famille néo-patriarcale, c'était généralement plus souvent le fils aîné que le père qui se trouvait en position de force. Safar-Zitoun considère donc que la récupération par les différents acteurs de l'idéologie, du vocabulaire et du système de parenté patriarcal avait davantage pour objectif de défendre leurs intérêts individuels et ne doit pas être considérée comme un attachement profond envers ces valeurs.

²¹⁰ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Dynamiques sociales et rigidités institutionnelles ou la ville confisquée par l'état : le cas d'Alger*, collection Villes et développement, Montréal, 1994, page 24.

²¹¹ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, L'Harmattan, Paris, 1996, pages 239 et 240.

Ces stratégies comprenaient généralement plusieurs étapes qui impliquaient souvent de tenter de profiter des possibilités d'acquérir le capital nécessaire à la réalisation de la maison néo-traditionnelle par l'usage des pratiques spéculatives. Par exemple, un frère pouvait accepter d'échanger son logement situé en périphérie contre un logement « bien vacant » plus petit, mais situé au centre et d'une plus grande valeur spéculative. On pouvait ensuite fournir un effort collectif pour réunir le capital nécessaire à l'acquisition de ce logement dont l'État souhaitait se débarrasser. D'autres membres de la famille élargie pouvaient à leur tour user de leur capital relationnel pour faciliter la régularisation de la situation d'échange informel ou d'acquisition par *pas-de-porte*. On pouvait par la suite réaliser une plus-value importante en revendant ce logement sur le marché libre, qui serait réinvesti pour l'achat d'une terre à bâtir ou pour commencer à construire (légalement ou illégalement) la maison néo-traditionnelle. Au fur et à mesure qu'une section ou un étage de la maison néo-traditionnelle était terminé, une autre famille nucléaire pouvait vendre à son tour son logement, ou encore d'abord l'échanger contre un autre ayant une plus grande valeur spéculative, et aller s'installer dans les sections terminées ou encore se replier temporairement chez d'autres proches. Cette deuxième importante plus-value pouvait fournir le capital nécessaire à la réalisation d'un second étage et ainsi de suite. La répartition de l'espace fera toutefois l'objet de négociations, souvent conflictuelles, en fonction de l'apport de chacun dans la réalisation de ce projet collectif, négociations pouvant souvent inclure l'utilisation de rhétoriques individuelles se référant au vocabulaire et à l'imaginaire patriarcal. Ainsi, les familles désirant réaliser une promotion résidentielle n'ont souvent d'autres choix, malgré eux, que de jouer le jeu eux aussi, c'est-à-dire recourir aux filières informelles et contribuer par le fait même à renforcer les caractéristiques d'un système conduisant à la ségrégation du marché locatif et à la marginalisation de plus en plus extrême d'une très grande part de la population.

Avant de conclure cette section, il serait pertinent de préciser que les importants investissements réalisés par l'État dans l'objectif d'augmenter la productivité du secteur public de la construction, par son industrialisation et le recours accru à la préfabrication et aux matériaux importés, ne semblent pas avoir été d'une efficacité à toute épreuve.

En effet, l'État éprouvait de plus en plus de difficultés à réaliser les objectifs qu'il s'était tracés lui-même : par exemple, les prévisions budgétaires pour le secteur de l'habitat, évaluées en 1984 à 7,3 milliards de dinars furent dépassées en milieu de plan, sans atteindre la moitié des objectifs physiques annoncés. En 1986, l'État avait en effet dépensé 10,5 milliards sans atteindre l'objectif de construction de 110 000 logements programmés au niveau national. L'évolution très rapide des coûts de construction du fait de l'augmentation des prix des matériaux de construction et de la faible productivité de l'outil industriel nécessitait [sic.] des capacités de financement que ne pouvait [sic.] plus assurer le budget de l'État.²¹²

Les mécanismes freinant la production identifiés par Boubekeur ne semblent donc pas s'être atténués durant cette période et je doute très fortement que la situation soit très différente de nos jours. Au sujet de la faible productivité du secteur public de la construction, je souhaite terminer en citant le passage d'un article paru le 4 février 2008 : « Le ministère de l'Habitat a indiqué que 57 % des travaux restent à accomplir en Algérie avant la réception d'un million de logements, prévus [sic.] pour la fin 2009. Les observateurs ont estimé qu'il est impossible d'arriver à réaliser ce taux qui représente 560 mille unités d'habitation, en 2009 »²¹³.

Pour terminer, il semblerait donc que l'on doit conclure qu'à tout le moins jusqu'en 1989 et probablement encore plus aujourd'hui, très peu des logements sociaux planifiés sont effectivement livrés, par les manières formelles, aux familles qui en auraient réellement besoin. En effet, il semblerait qu'il n'y a jamais eu plus que 50 % ou 60 % des logements prévus au sein d'un plan qui furent effectivement livrés en fin de période. Si, pour donner un chiffre au hasard, 100 000 logements sociaux étaient prévus au sein d'un plan pour améliorer les conditions de logement des familles qui en ont réellement besoin, il n'y en a probablement pas plus de 60 000 qui furent effectivement livrés. Si au moins 40 % de ces 60 000 sont détournés à la source pour des fins spéculatives et se retrouvent rapidement sur le marché libre, il ne reste que 36 000 logements pouvant être obtenus par ces familles par les voies formelles. Et

²¹² Ibid. page 161.

²¹³ Voir l'article *La construction d'un million de logements en Algérie avant 2010 est une promesse électorale du président Abdelaziz Bouteflika qui sera difficile à tenir*, paru le 4 février 2008, disponible sur www.algerie-dz.com.

encore, une très grande part des logements sociaux étant dans les faits considérés comme des logements de fonction destinés aux cadres et employés qualifiés des organismes publics, il reste très peu de logements pouvant être obtenus au moyen des filières formelles par les familles qui en ont réellement besoin, familles devant subir une surpopulation chronique ne pouvant qu'accélérer la dégradation et la bidonvilisation des logements déjà existants.

10. Conclusion

Cette recherche a permis de rejeter l'idée que la crise du logement en Algérie est simplement la conséquence d'un contexte historique, social et économique, même si celui-ci fut particulièrement éprouvant. Une crise du logement serait probablement apparue à partir de ces seuls facteurs, mais le sous-investissement dans ce secteur au sein des plans de développement aura exacerbé le phénomène. L'abandon d'au moins 300 000 logements par les Européens au moment de l'indépendance aura permis de faire croire que ce secteur n'était pas prioritaire et l'on attribua donc la part du lion des investissements au développement des industries lourdes, pour tenter une industrialisation rapide par l'importation d'usines et de technologies étrangères. Cette constatation permet de rejeter l'hypothèse inverse (H0), qui était que les politiques d'urbanisme et les investissements visant à les appliquer furent optimaux, mais que le contexte a fait en sorte que ces problèmes étaient à moyen terme insolubles. Benamrane, Benatia et Benmatti démontrent en effet que ce sous-investissement aura exacerbé l'écart entre la disponibilité et les besoins de la population en matière de logement, ce qui aura eu un impact évident sur les taux d'occupation en augmentation constante depuis 1966.

Cette étude a aussi permis de constater que la crise du logement ne provient pas que d'un simple contexte difficile et d'un sous-investissement, mais aussi que ces investissements, insuffisants, furent attribués d'une manière inefficace et inadéquate, ce qui explique la faible productivité du secteur public de la construction. Sid Boubekeur démontre en effet que les choix technologiques effectués par les différents gouvernements, qui percevaient le recours à la préfabrication et l'industrialisation de ce secteur comme des solutions miracles, étaient inadaptés à l'environnement socioculturel et économique algérien de l'époque. Le choix de tenter d'effectuer un saut technologique radical vers les formes de production les plus complexes a empêché une acquisition en douceur de savoir-faire nouveaux et de savoirs adaptés à l'environnement algérien. La multiplication des goulots d'étranglement au sein du

processus de production, surtout au sein de la filière éclatée, aura grandement atténué la productivité du secteur public de la construction.

Cette recherche historique confirme qu'il est pertinent de s'attarder à l'aspect qualitatif de la conception des logements sociaux en tant que facteur pouvant aggraver le phénomène. Au niveau des présupposés idéologiques, nous ne pouvons que constater les très grandes similitudes des rhétoriques employées par les différents gouvernements, autant de l'Administration coloniale que les gouvernements d'idéologie socialiste et libérale. En effet, tous les gouvernements de la période étudiée semblaient considérer que l'objectif de modernisation et de développement économique par une industrialisation rapide impliquait une modification des habitudes de consommation, des modèles d'organisations et des modalités de comportement des peuples algériens. Tous ces gouvernements semblaient aussi considérer pouvoir forcer l'apparition de telles mutations socioculturelles par une modification de l'habitat, c'est-à-dire en présupposant qu'une transformation du spatial entraîne une transformation du social, dans un sens prévisible. Je crois avoir donné suffisamment d'exemples pour montrer que les grandes lignes de la politique coloniale visant l'assimilation des peuples algériens auront été réactivées, souvent d'une manière encore plus brutale et radicale, par les différents dirigeants algériens. On a donc généralement conçu les logements publics en fonction de normes et de caractéristiques socioculturelles que l'on aurait souhaité voir apparaître, plutôt que d'adapter leur conception aux changements socioculturels en cours dans la société, transformations complexes et dynamiques. De plus, lorsque quelques efforts furent entrepris dans le sens d'une plus grande satisfaction des besoins qualitatifs de la population en matière de logement, on ne fut pas en mesure d'appréhender efficacement ces réalités sociales. En ce qui a trait à la qualité des logements, notamment leur grandeur, on se doit de reconnaître une amélioration légère, mais significative, à travers le temps, amélioration cependant atténuée par la marginalisation de fait des familles qui auraient eu le plus besoin de ces nouveaux logements plus grands et d'une plus grande qualité.

Finalement, cette étude permet de confirmer que la crise du logement ne provient pas uniquement de la combinaison de ces différents facteurs (contexte, quantité disponible, qualité et conception). En effet, on ne peut que conclure en la pertinence de plus en plus flagrante de l'hypothèse alternative (HA), c'est-à-dire que certaines personnes (ou groupes de personnes) profitent personnellement du phénomène de la crise du logement et usent de leur pouvoir ou de leur influence pour empêcher que la situation ne s'améliore. L'augmentation constante de la fréquence des pratiques informelles de captation à la source des biens stratégiques rares à des fins spéculatives, particulièrement en ce qui concerne les logements publics et les terres à bâtir, aura eu comme conséquence d'en soustraire aux filières formelles une quantité de plus en plus importante. L'optimisation des chances d'améliorer ses conditions de logement, pour les familles algériennes, impliquait de recourir à la fois aux filières formelles et informelles, les pratiques informelles prenant ainsi une part de plus en plus grande après les réformes entamées en 1981 et s'étant progressivement érigées en des systèmes complexes impliquant des réseaux de captation de plus en plus larges. Les politiques en matière d'urbanisme ne peuvent donc être efficaces si elles ne tiennent pas compte de cette situation (et si rien n'est fait pour y remédier) et sont élaborées à partir d'une compréhension incomplète d'une réalité sociale qui devient de plus en plus difficile à appréhender.

La combinaison de tous ces facteurs aura eu comme conséquence la marginalisation constante du marché immobilier d'une part toujours plus grande de la population, la plupart des familles algériennes ayant objectivement très peu de chances de voir s'améliorer leurs conditions de logement. D'où l'augmentation continue des taux d'occupation qui entraîne une augmentation de la quantité de logements en état de surpopulation chronique et l'accélération de la dégradation d'une vaste part du parc immobilier. Elle aura aussi eu comme conséquence le désintéressement, de la part des investisseurs et des entrepreneurs, envers la production de logements, puisqu'il devient nettement plus intéressant et profitable de simplement développer des stratégies permettant de se voir octroyer des logements de construction publique et de les revendre plusieurs fois plus cher sans avoir à se tracasser avec les risques qu'implique

toute activité réellement productive. Ce fut donc ironiquement, et d'une manière un peu surprenante, au moment de la libéralisation du marché immobilier que l'on a pu constater une diminution très considérable de la proportion de logements neufs de construction privée (de 71 % en 1976 à 27 % en 1983)²¹⁴.

Bien que les périodes historiques suivantes (de 1990 à 2009) ne fussent pas incluses au sein de cette recherche pour des considérations de temps et d'espace, il semble que les conclusions précédentes soient toujours valables. Les caractéristiques inégalitaires et ségrégatives du système économique algérien, marginalisant la majorité de la population, seront aggravées par la soumission aux Plans d'Ajustement Structurel (P.A.S.) imposés par le F.M.I. et la Banque mondiale en 1994 et 1995 comme condition au rééchelonnement de la dette : « Le pouvoir avait les moyens économiques de corrompre. Lorsqu'il ne les avait plus, il les a cherchés : dans le commerce international, dans les prêts internationaux, dans les retombées de sa soumission au F.M.I. et à la Banque mondiale »²¹⁵. Il est aussi à prévoir que l'augmentation des revenus de l'État liée à la hausse du prix du pétrole entraîne un renforcement des réseaux de captation à la source des biens stratégiques rares. De plus, il semblerait que l'État ne soit toujours pas en mesure d'enrayer le phénomène de construction illicite, plusieurs milliers de nouvelles constructions effectuées sans permis étant entamées chaque année. Un très faible pourcentage (généralement évalué à environ 10 %) de ces constructions illicites sera effectivement détruit, ce qui ne constitue pas une constatation ayant un effet très dissuasif.

À partir de ces constats, est-il réaliste d'espérer une amélioration significative des conditions de logement pour l'ensemble de la population algérienne à court ou moyen terme? En ce qui concerne la quantité d'investissements dédiés à la construction de logements, il semble que l'État algérien ait actuellement les moyens financiers pour se permettre d'agir dans le but d'atténuer la crise et la pénurie. Il a d'ailleurs attribué un

²¹⁴ SAFAR-ZITOUN, Madani. *Dynamiques sociales et rigidités institutionnelles ou la ville confisquée par l'état : le cas d'Alger*, collection Villes et développement, Montréal, 1994, pages 8 et 9 et SGROI-DUFRESNE, Maria. *Alger 1830-1984 : stratégie et enjeux urbains*, Éditions Recherche sur les civilisations, Paris, 1986, pages 147 à 152.

important budget pour la construction d'un million de logements entre 2004 et 2009. De plus, il aurait grandement intérêt à le faire pour éviter l'émergence de problèmes et de crises sociales de grande envergure.

Encore faudrait-il que ces investissements majeurs soient attribués et utilisés d'une manière minimalement efficace. Sans surprises, de sérieux retards et surcoûts sont venus, encore une fois, entraver la réalisation des projets planifiés. En effet, le ministère de l'Habitat constatait qu'en 2008, seulement 43 % du million de logements prévus pour fin 2009 avaient été effectivement livrés. Se pourrait-il que les observations et constatations identifiées par Boubekour dans son ouvrage paru en 1986 soient toujours pertinentes? Tel que ce dernier l'a suggéré, l'Algérie aurait pu dynamiser l'efficacité de ces investissements par l'élaboration de stratégies combinant le filtrage des techniques avec la coexistence et la complémentarité de techniques locales et étrangères. Une telle stratégie a-t-elle été développée? Boubekour avait aussi identifié des failles au niveau organisationnel, dont le manque de partage d'informations entre les différents acteurs, du niveau décisionnel à celui de la réalisation concrète des projets. La faiblesse du partage d'informations était encouragée par la possibilité de profiter de rentes de situation et menait souvent à une incohérence des décisions. La persistance de telles failles serait-elle toujours un facteur pouvant entraver la réalisation des projets? Boubekour proposait aussi de diminuer le recours aux sociétés étrangères pour atténuer la dépendance technique et les surcoûts engendrés par cette situation. Dans un contexte où les emplois sont rares pour la population locale, l'État algérien a pourtant confié de nombreux projets à des entreprises étrangères qui embauchent surtout une main-d'œuvre étrangère, entre autres chinoise.

Ces dernières constatations font en sorte qu'il est difficile de croire que la conception des logements actuellement construits tienne davantage compte des besoins qualitatifs en fonction des caractéristiques socioéconomiques de la population algérienne et des usages culturels qui sont faits des espaces de vie privés et collectifs. Cette situation exacerbe le manque de cohérence entre la « ville offerte » et la « ville

²¹⁵ HADJADJ, Djillali. *Corruption et démocratie en Algérie*, La Dispute, Paris, 1999, page 227.

pratiquée », ce qui peut aggraver les tensions sociales. Comme nous l'a fait remarquer, entre autres, Nassima Driss, une conception plus adéquate des logements impliquerait la réalisation de recherches sérieuses et multidisciplinaires pour appréhender d'une manière plus juste les transformations sociales et culturelles en cours dans la société. Elle impliquerait aussi que l'on cesse de concevoir les logements sociaux et l'Habitat comme des outils de transformation du social et du culturel.

Cependant, toutes ces réflexions sont très peu utiles si un des principaux objectifs derrière la production publique de logements, tel qu'expliqué par Safar-Zitoun, demeure la spéculation et la redistribution de la manne pétrolière entre les élites financières et les fonctionnaires pouvant profiter de leur capital relationnel et de leur influence. Au contraire, un plus grand investissement, utilisé d'une manière plus efficace, pour construire des logements plus grands et d'une plus grande qualité, risquerait surtout, dans un tel contexte, de rehausser, encore, les inégalités sociales et de renforcer la marginalisation de fait d'une large part de la population. Considérant l'irréalisme de voir émerger en Algérie une réelle volonté politique provenant de ceux qui détiennent du pouvoir pour vraiment s'attaquer à ce problème, la situation peut paraître clairement décourageante, une amélioration globale des conditions de logement semblant fort peu probable.

L'Histoire nous apprend cependant que les Algériens et les Algériennes ont souvent su s'organiser collectivement et faire preuve de solidarité, de bravoure, d'autonomie et d'entraide pour s'organiser, se défendre et améliorer les conditions de vie de leurs communautés. Se pourrait-il, qu'à nouveau, ils s'organisent en un mouvement social, populaire et revendicatif qui lui pourrait mener à une démocratisation de la question urbaine et de l'accès au logement?

Bibliographie

AHDJOUDJ, Amrane. *Algérie, État, pouvoir et société (1962-1965)*, Arcantère, Paris, 1991, 180 pages.

AKTOUF, Omar. *Algérie : entre l'exil et la curée*, L'Harmattan, Paris, 1989, 330 pages.

AKTOUF, Omar. *Une comparaison transnationale des habiletés, activités symboliques et conduite de carrière : approche ethnographique et interculturelle (Canada/Algérie)*, École des hautes études commerciales, Centre d'études en administration internationale, Montréal, 1987, 28 pages.

BADUEL, Pierre Robert. *Habitat, État, Société au Maghreb*, Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes, Éditions du CNRS, Paris, 1988, 396 pages.

BENATIA, Farouk. *L'appropriation de l'espace à Alger après 1962*, SNED, Alger, 1978, 189 pages.

BENAMRANE, Djilali. *Crise de l'habitat et perspectives de développement socialiste en Algérie*, Centre de recherche en économie appliquée, Alger, 1980, 306 pages.

BENMATTI, Nadir Abdullah. *L'habitat du Tiers-monde : (cas de l'Algérie)*, SNED, Alger, 1982, 275 pages.

BOUBEKEUR, Sid. *L'Habitat en Algérie : stratégies d'acteurs et logiques industrielles*, Lyon, Presses universitaires, 1986, 256 pages.

BOUDEBABA, Rabah. *Urban growth and housing policy in Algeria : a case study of a migrant community in the city of Constantine*, Aldershot; Avebury, Brookfield, USA, 1992, 303 pages.

BOURDIEU, Pierre. *Algérie 60, structures économiques et structures temporelles*, Éditions de Minuit, Paris, 1977, 123 pages.

BOURDIEU, Pierre. *Esquisse d'une théorie de la pratique. Précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Droz, Genève, 1972, 269 pages.

BOURDIEU, Pierre. *Travail et travailleurs en Algérie*, Mouton, Paris, 1963, 566 pages.

BOURDIEU, P. et Sayad, A. *Le déracinement : la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Éditions de Minuit, Paris, 1964, 225 pages.

BYERLEE, D. et EICHER, Carl k. *Rural employment, migration and economic development : theoretical issues and empirical evidence from Africa*, Michigan State University, East Lansing, 1972, 47 pages.

DESCLOITRES, Robert et ad. *L'Algérie des bidonvilles : le tiers monde dans la cité*, École pratique des hautes études, Mouton, Paris, 1961, 127 pages.

DESCLOITRES, Robert et REVERDY, J.C. *Organisation urbaine et structures sociales en Algérie*, Institut international des civilisations différentes, Bruxelles, 1962, 31 pages.

DRIS, Nassima. *La ville mouvementée : espace public, centralité, mémoire urbaine à Alger*, L'Harmattan, Paris, 2002, 435 pages.

GAS, Louis. *Reconstruction et habitat*, conférence de presse prononcée par le Commissaire à la reconstruction et à l'habitat rural de la délégation générale du gouvernement en Algérie, Alger, 23 février 1960, 31 pages.

GOFFMAN, Erving. *Asiles, études de la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, Éditions de Minuit, Paris, 1968, 447 pages.

HADJADJ, Djillali. *Corruption et démocratie en Algérie*, La Dispute, Paris, 1999, 313 pages.

HIDOUCI, Ghazi. *Algérie : la libération inachevée*, La découverte, Paris, 1995, 302 pages.

KOULYTCHIZKY, Serge. *L'autogestion, l'homme et l'état : l'expérience algérienne*, Mouton, Paris, 1974, 482 pages.

LAHOUARI, Addi. *L'Algérie et la démocratie : pouvoir et crise du politique dans l'Algérie contemporaine*, La Découverte, Paris, 1994, 238 pages.

LAHOUARI, Addi. *Les mutations de la société algérienne : famille et lien social dans l'Algérie contemporaine*, La Découverte, Paris, 1999, 224 pages.

LAKEHAL, Mokhtar. *Algérie, de l'indépendance à l'état d'urgence*, L'Harmattan, Paris, 1992, 268 pages.

LAMCHICHI, Abderrahim. *L'Algérie en crise : crise économique et changements politiques*, L'Harmattan, Paris, 1991, 399 pages.

MAHSAS, Ahmed. *L'autogestion en Algérie : données politiques de ses premières étapes et de son application*, Éditions Anthropos, Paris, 1975, 297 pages.

MALLARDE, Étienne. *L'Algérie depuis 1962 : d'une dictature à l'autre : triomphalisme industriel et clochardisation : l'influence américaine*, La Table ronde, Paris, 1975, 262 pages.

MESSAOUDI, Karima. *Le cercueil du vivant : un habitat algérien aux limites de l'insupportable*, Université de Skikda, publié dans les *Cahiers de géographie du Québec*, Volume 51, numéro 143, septembre 2007, pages 137-154.

REVERDY, Jean Claude. *Habitations nouvelles et urbanisation rapide : conditions écologiques de l'adaptation au logement en Algérie*, Centre africain des sciences humaines appliquées, Aix-en-Provence, 1963, 75 pages.

ROCARD, Michel. *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie*, Mille et une nuits, Paris, 2003, 332 pages.

SAFAR-ZITOUN, Madani. *Dynamiques sociales et rigidités institutionnelles ou la ville confisquée par l'état : le cas d'Alger*, collection Villes et développement, Montréal, 1994, 29 pages.

SAFAR-ZITOUN, Madani. *Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992*, L'Harmattan, Paris, 1996, 297 pages.

SAIGOT, M. *L'Habitat*, conférence de presse prononcée par le Directeur des travaux publics de la délégation générale du gouvernement en Algérie, Alger, 16 février 1960, 23 pages.

SAYAD, Abdelmalek. *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Seuil, Paris, 1999, 437 pages.

SAYAD, Abdelmalek. *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, Autrement, Paris, 1995, 125 pages.

SEMMOUD, Nora. *Les stratégies d'appropriation de l'espace à Alger*, L'Harmattan, Histoire et perspectives méditerranéennes, Montréal, 2001, 270 pages.

SGROI-DUFRESNE, Maria. *Alger 1830-1984 : stratégie et enjeux urbains*, Éditions Recherche sur les civilisations, Paris, 1986, 252 pages.

TEILLAC, Jean. *Autogestion en Algérie*, Peyronnet, Paris, 1965, 68 pages.

TOUATI, Amine. *Algérie, les islamistes à l'assaut du pouvoir*, L'Harmattan, Paris, 1995, 266 pages.

YEFSAH, Abdelkader. *Le processus de légitimation du pouvoir militaire et la construction de l'État en Algérie*, Éditions Anthropos, Paris, 1982, 204 pages.

